

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2009/02

Les services marchands en 2008
Rapport sur les comptes

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

E 2009/02

Les services marchands

en 2008

Rapport sur les comptes

Ce rapport est présenté à la Commission des comptes des services du 30 juin 2009.

Il a été réalisé par la division « Services » sous la direction de Xavier Niel, rapporteur général de la Commission.

Juin 2009

Les services marchands en 2008

Rapport sur les comptes

Résumé

L'activité fléchit en 2008 dans la plupart des services marchands

La production des services marchands augmente de 1 % en volume en 2008, après + 3,1 % en 2007, et affiche sa plus faible progression depuis 1994. L'emploi suit la même tendance et augmente de 1,1 % après 3,1 %. La plupart des activités des services ralentissent, victimes de la crise bancaire et financière, de la réduction du pouvoir d'achat par ménage ou de la dégradation de la conjoncture économique. Les activités informatiques progressent de 4,5 % en volume, les télécommunications de 2,9 %, mais sont moins dynamiques. Les activités d'architecture, ingénierie, contrôle, + 5,1 %, accélèrent grâce aux exportations d'ingénierie. Elles forment avec les TIC et la location immobilière les principaux soutiens de la croissance des services. La promotion immobilière (- 7,6 %), l'intérim (- 3,3 %) et les services juridiques, comptables et de conseil (+ 0,2 %) sont les plus durement touchés par la crise : ils perdent entre 6,5 et 10,9 points de croissance sur 2007. Les activités des agences de voyage, des hôtels de tourisme, des cafés et des restaurants régressent. Alors que celles des salles de cinéma ou des spectacles vivants sont plus dynamiques qu'en 2007.

Mots clefs : services, marchands, activités, 2008, entreprises, particuliers, télécommunication, information, technologies, subprime, immobilier, prix,

Market services in 2008

Report on the accounts

Abstract

Weaker activity in most market services in 2008

Market services registered their weakest production growth since 1994, gaining 1% in real terms compared with 3.1% in 2007. Employment followed the same trend, rising 1.1% versus 3.1% the previous year. Most service activities lost momentum as a result of the banking and financial crisis, the erosion of real household income, and worsening economic conditions. IT (information technology) services and telecommunications grew in real terms, but by a slacker 4.5% and 2.9% respectively. Engineering exports quickened growth in architecture, engineering, and inspection services to 5.1%. These categories, along with ICTs and real-estate rental, were the main drivers of service-sector growth. The activities hardest hit by the crisis were real-estate development (down 7.6%), temporary work (down 3.3%), and legal, accounting, and consulting services (up 0.2%): they lost between 6.5 and 10.9 points of growth compared with 2007. Travel agencies, tourist hotels, cafés and restaurants all experienced a downturn in 2008. By contrast, activity in the cinema and live-entertainment sector proved more buoyant than in 2007.

Keywords : services, market, activities, 2008, companies, household, telecommunication, information, technologies, subprime, real estate, prices.

AVERTISSEMENT

La Comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise les concepts de secteur et de branche d'activité.

L'approche en termes de secteur d'activité regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisque l'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale) cette approche peut se révéler instable puisqu'une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.

Le concept de branche d'activité correspond au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branche est relativement stable dans le temps.

Dans l'approche branche, le concept de production est proche de celui de chiffre d'affaires : il comprend les ventes de services, mais aussi la production pour compte propre (logiciels développés pour compte propre). En revanche, il ne comprend pas les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité (ex : produits de coiffage). La production est estimée en volume, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de la hausse des prix. Par cette approche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits.

La demande de consommation finale est définie ici comme la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.

Les statistiques de production et de demande des activités de services sont présentées et commentées au niveau le plus fin de la nomenclature utilisée par la comptabilité nationale. 66 branches d'activités, correspondant à des regroupements de NAF 700, sont détaillées (cf. tableau sur les nomenclatures page 5). Les données sont présentées en valeur de l'année courante, avec les évolutions annuelles en volume et en prix. Elles sont calculées hors toute TVA.

Les données de branche sont calculées à partir des équilibres ressources-emplois élaborés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux (66 branches dans les services marchands) puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches (services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières) sont très légèrement différentes de celles calculées directement par voie économétrique à un niveau agrégé et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux en 2008.

Malgré le changement de nomenclature intervenu au 01/01/2008 (passage à la NAF rév. 2), tous les calculs et toutes les données sont exprimés en NAF rév. 1, aucune donnée ni aucun indicateur n'étant encore disponibles en NAF rév. 2.

Les données présentées dans ce rapport concernent la partie marchande des services. Pour l'année 2008, les résultats sont extraits du compte provisoire. Ceux portant sur l'année 2007 proviennent du compte semi-définitif ; pour l'année 2006 et les années antérieures, les chiffres sont tirés des comptes définitifs.

La rédaction de ce volume a été coordonnée par Marie-Élisabeth Hassan (Insee).

Ce rapport a été établi à l'Insee sous la direction de Xavier Niel, rapporteur général de la Commission, par Marie-Élisabeth Hassan, Mahmoud Jlassi, Isabelle Raton, Christophe Bordet, Philippe Varrambier et Grégory Bodeau de la Division « Services » de l'Insee.

LES SERVICES MARCHANDS EN 2008

SOMMAIRE

Nomenclatures.....	5
PREMIÈRE PARTIE :	
Synthèse : l'année 2008	7
« L'activité fléchit en 2008 dans la plupart des services marchands »	9
DEUXIÈME PARTIE :	
L'activité et les prix par branche détaillée : l'année 2008.....	21
Activités immobilières :	
« 2008, la promotion immobilière en récession »	23
Postes et télécommunications :	
« Une activité en pleine mutation »	31
Conseils et assistance (*) :	
« L'ingénierie se distingue par son dynamisme accru »	39
Services opérationnels :	
« La location sans opérateur, fer de lance des services opérationnels »	53
Hôtels et restaurants, agences de voyages :	
« Des dépenses en baisse »	63
Activités récréatives, culturelles et sportives :	
« 2008 : bonne année pour les sociétés du spectacle »	71
Services personnels :	
« Stagnation, ou priorité au nécessaire »	83
Services domestiques :	87

(*) Les tableaux incluent des données sur l'activité de Recherche et développement qui fait partie des services aux entreprises. Ces données ne sont pas commentées en raison de la difficulté à estimer l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels pour le compte provisoire.

NOMENCLATURES POUR LES SERVICES MARCHANDS

NES 16 (3 niveaux)	NES 36 (9 niveaux)	NES 114 (20 niveaux)	Nomenclature détaillée définie par rapport à la NAF 700 (67 niveaux)						
M Activités immobilières	M0 Activités immobilières	M01 Promotion et gestion immobilières	70.1A 70.1B, C, D 70.1F 70.3A 70.3C, D, E	Promotion immobilière de logements Promotion immobilière hors logements Marchands de biens immobiliers Agences immobilières Administration d'immeubles					
		M02 Location immobilière	70.2A 70.2B, C	Location de logements Location immobilière hors logements					
N Services aux entreprises	N1 Postes et télécommunications	N11 Activités de poste et de courrier	64.1A 64.1C	Postes nationales Autres activités de courrier					
		N12 Télécommunications	64.2C 64.2D	Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles) Transmission d'émissions de radio et de télévision					
	N2 Conseils et assistance	N21 Activités informatiques	N21 Activités informatiques	72.1Z 72.2A, C 72.3Z 72.4Z 72.5Z	Conseil en systèmes informatiques Réalisation de logiciels Traitement de données Activités de banques de données Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique				
				N22 Services professionnels	74.1A 74.1C 74.1G	Activités juridiques Activités comptables Conseil pour les affaires et la gestion			
					N23 Administration d'entreprises	74.1J	Administration d'entreprises		
					N24 Publicité et études de marché	74.1E 74.4A 74.4B	Études de marché et sondages Gestion de supports de publicité Agences, conseil en publicité		
				N25 Architecture, ingénierie, contrôle		74.2A, B 74.2C 74.3	Activités d'architectes, géomètres Ingénierie, études techniques Contrôle et analyse technique		
	N3 Services opérationnels	N31 Location sans opérateur	71.1 71.2 71.3A, C, G 71.3E 71.4		Location de véhicules automobiles Location d'autres matériels de transport Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique Location de machines de bureau et de matériel informatique Location de biens personnels et domestiques				
			N32 Sélection et fourniture de personnel	74.5A 74.5B	Sélection et mise à disposition de personnel Travail temporaire				
				N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises (services logistiques)	74.6Z 74.7Z 74.8A, B 74.8D, F, G, H, J, K	Enquêtes et sécurité Activités de nettoyage Activités photographiques Services divers aux entreprises hors activités photographiques			
			N34 Assainissement		90.0A 90.0B, G 90.0E	Collecte et traitement des eaux usées Enlèvement et traitement des ordures ménagères et autres travaux d'assainissement et de voiries Traitement des autres déchets solides			
				N4 Recherche et développement	N4A Recherche et développement marchands ⁽¹⁾	73.M	Recherche et développement marchands		
	P Services aux particuliers	P1 Hôtels et restaurants	P10 Hôtels et restaurants	55.1A, C 55.1E, 55.2 55.3 55.4 55.5A, C 55.5D	Hôtels de tourisme Autres moyens d'hébergement de courte durée Restaurants Cafés et discothèques Cantines d'entreprises et restauration sous contrat Traiteurs, organisation de réceptions				
				Agences de voyages	K08 Agences de voyages ⁽²⁾	63.3	Agences de voyages ⁽²⁾		
P2 Activités récréatives, culturelles et sportives		P21 Audiovisuel	P21 Audiovisuel	92.1A à D 92.1F, G 92.1J 92.2A 92.2B, D, E, F	Production de films Distribution de films et vidéo Projection de films cinématographiques Activités de radio Activités de télévision				
				P2A Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes ⁽¹⁾	92.3A, B, D 92.3F 92.3K 92.4Z 92.5 92.6, 92.7C 92.7A	Activités de spectacle (partie marchande) Manèges forains et parcs d'attractions Activités diverses du spectacle Agences de presse Autres activités culturelles (partie marchande) Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande) Jeux de hasard et d'argent			
					P3 Services personnels et domestiques	P31 Services personnels	93.0A 93.0B 93.0D 93.0E, K, L 93.0G, H 93.0N	Blanchisserie - teinturerie de gros Blanchisserie - teinturerie de détail Coiffure Soins de beauté et entretien corporel Services funéraires Autres services personnels	
							P32 Services domestiques ⁽³⁾	95	Services domestiques

⁽¹⁾ Il existe pour ces services des activités non marchandes (N4B et P2B) qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

⁽²⁾ Les agences de voyages sont dans la nomenclature officielle classées dans les transports. Elles font néanmoins partie du champ de la Commission des comptes des services, où elles sont intégrées à l'ensemble des services aux particuliers, avec le dossier sectoriel sur les Hôtels et restaurants dont elles sont proches par l'aspect touristique.

⁽³⁾ Les services domestiques ne font pas partie du champ de la Commission des comptes des services.

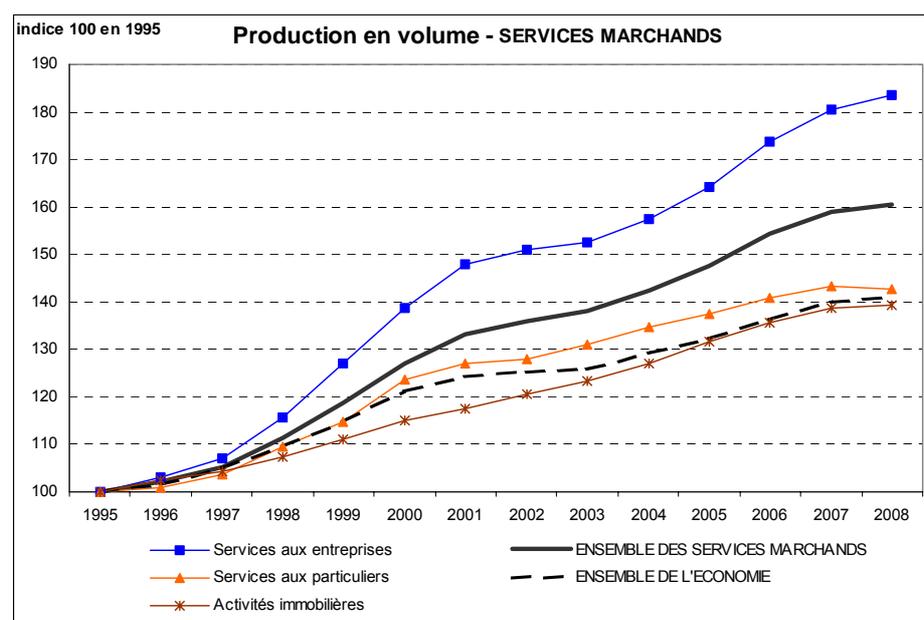
(NES : Nomenclature économique de synthèse ; NAF : Nomenclature d'activités française)

PREMIÈRE PARTIE

SYNTHÈSE : l'année 2008

L'activité fléchit en 2008 dans la plupart des services marchands

La production des services marchands augmente de 1 % en volume en 2008, après + 3,1 % en 2007, et affiche sa plus faible progression depuis 1994. L'emploi suit la même tendance et augmente de 1,1 % après 3,1 %. La plupart des activités des services ralentissent, victimes de la crise bancaire et financière, de la réduction du pouvoir d'achat par ménage ou de la dégradation de la conjoncture économique. Les activités informatiques progressent de 4,5 % en volume, les télécommunications de 2,9 %, mais sont moins dynamiques. Les activités d'architecture, ingénierie, contrôle, + 5,1 %, accélèrent grâce aux exportations d'ingénierie. Elles forment avec les TIC et la location immobilière les principaux soutiens de la croissance des services. La promotion immobilière (- 7,6 %), l'intérim (- 3,3 %) et les services juridiques, comptables et de conseil (+ 0,2 %) sont les plus durement touchés par la crise : ils perdent entre 6,5 et 10,9 points de croissance sur 2007. Les activités des agences de voyage, des hôtels de tourisme, des cafés et des restaurants régressent. Alors que celles des salles de cinéma ou des spectacles vivants sont plus dynamiques qu'en 2007.



Source : comptes des services, Insee.

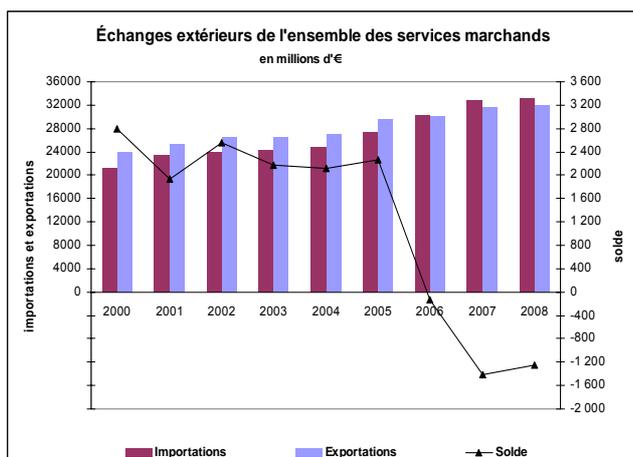
Les services n'échappent pas au ralentissement de l'économie.

La production des services marchands augmente de 1 % en volume en 2008 et affiche sa plus faible progression depuis 1994. Le ralentissement de l'activité amorcé en 2007 (+ 3,1 % après + 4,4 % en 2006) s'accroît en 2008. Cette décélération s'inscrit dans un contexte économique dégradé, initié par la crise bancaire et financière : avec une hausse de 0,7 % de la production, l'ensemble de l'économie perd également 2,1 points de

croissance en 2008. Toutefois, si les services ne sont pas épargnés par la crise, leur poids dans la croissance globale reste déterminant ; ils contribuent pour 0,3 point à l'augmentation de 0,7 % de la production totale (0,9 point pour une croissance globale de 2,8 % en 2007). L'emploi continue de progresser, mais plus lentement, mettant fin à quatre années d'accélération. Le nombre de salariés travaillant dans les services marchands augmente de 1,1 % en 2008, après une croissance de 3,1 % en 2007. La démographie des entreprises traduit elle aussi le fléchissement

de l'activité. Le nombre de créations d'entreprises de services croît de seulement 1,8 % en 2008, après une progression de près de 6 % par an en moyenne depuis le début de la décennie, et de 12,5 % en 2007. Le nombre de défaillances d'entreprises jugées en 2008 augmente de 15,5 % en 2008, après + 7,6 % l'année précédente. Ces taux sont largement supérieurs à tous ceux observés durant les quinze dernières années.

Le solde du commerce extérieur s'améliore en valeur de 160 millions d'euros, grâce notamment aux exportations de services d'ingénierie. Il demeure néanmoins négatif, à - 1,3 milliard d'euros.



Source : comptes des services, Insee.

Les trois grands secteurs d'activité des services sont touchés par l'altération de la conjoncture économique. Les activités immobilières souffrent particulièrement de la crise bancaire. Leur production croît en volume de 0,4 %, soit 1,7 point de moins qu'en 2007. Le secteur est soutenu par la location immobilière (+ 1,6 %), pourtant moins dynamique, notamment dans la location hors logement (- 1,0 %). L'activité de la promotion et gestion immobilière recule de 7,6 %. L'emploi du secteur immobilier progresse globalement de 1,6 % après + 3,4 %, perdant lui aussi 1,7 point. Entraînés par le recul de l'activité des hôtels-restaurants, les services aux particuliers ont une croissance atone en 2008 (- 0,2 %, soit 2,1 points de moins qu'en 2007). La baisse du pouvoir d'achat par ménage, de 0,8 %, a freiné leurs dépenses. La consommation finale des ménages en services aux particuliers régresse de 0,3 % alors qu'elle augmentait en moyenne de plus de 2 % par an depuis 2001. L'emploi résiste mieux dans les services aux particuliers. Il croît de 2,5 %, ne reculant que d'un demi point.

La production des services aux entreprises progresse de 1,6 % après 3,9 % en 2007. L'emploi ralentit à l'avenant et n'augmente que de 0,4 % (+ 3,2 % en 2007). Contrainte par la dégradation

de l'activité économique, la demande des entreprises s'est restreinte : les consommations intermédiaires en services aux entreprises progressent de 0,8 % seulement, rompant la dynamique des quatre années précédentes (+ 4,2 % par an en moyenne). La demande extérieure décroît : les exportations reculent de 3,1 %.

L'ingénierie se distingue par son dynamisme accru,

L'informatique, les télécommunications et l'ingénierie sont les trois piliers de la croissance des services marchands. Plus forts contributeurs à la croissance, après la location immobilière, ils affichent aussi en 2008 les plus forts taux d'évolution.

L'architecture, ingénierie, contrôle technique progresse de 5,1 % en volume. C'est la branche des services la plus dynamique, et la troisième meilleure contributrice à la croissance de l'ensemble, juste après l'informatique. C'est aussi une des quelques branches des services dont l'activité accélère en 2008. Cette croissance s'explique par le dynamisme de l'ingénierie (+ 6,5 % en 2008 après + 3,7 %) et la résistance du contrôle technique (+ 2,4 % après + 2,3 %). L'ingénierie a été soutenue par une demande en investissement encore très tonique (+ 6,1 %) et accélère grâce à l'accroissement des exportations (+ 5,5 % après + 1,2 %). Les consommations intermédiaires des entreprises en services de contrôles techniques ont aussi été plus vives, avec une progression de 3,2 % au lieu de 1,8 % en 2007.

La location sans opérateurs (location de véhicules automobiles, camions, bateaux, avions, machines diverses) se place comme en 2007 parmi les trois branches aux taux de croissance les plus élevés. En 2008, les activités de location progressent de 4,3 %, et leur contribution à la croissance de l'ensemble des services se rapproche de celle des télécommunications. La production de la branche est cependant moins vive en 2008, du fait du ralentissement de la location de voitures (+ 1,9 % après + 4,0 %) et de biens personnels et domestiques (+ 2,5 % après + 6,4 %). Ces deux segments d'activité pâtissent de la contraction de la demande des entreprises et plus encore de celle des ménages. Les prix à la consommation de ces deux activités ont aussi augmenté sensiblement plus vite qu'en 2007. À l'inverse, la location de camions, conteneurs, bateaux, avions, ... est plus dynamique en 2008. Elle progresse de 5,8 %, avec des prix de consommation intermédiaire des entreprises en hausse de 3,7 % (+ 2,8 % en 2007). La production de la location de machines et équipements divers (en particulier

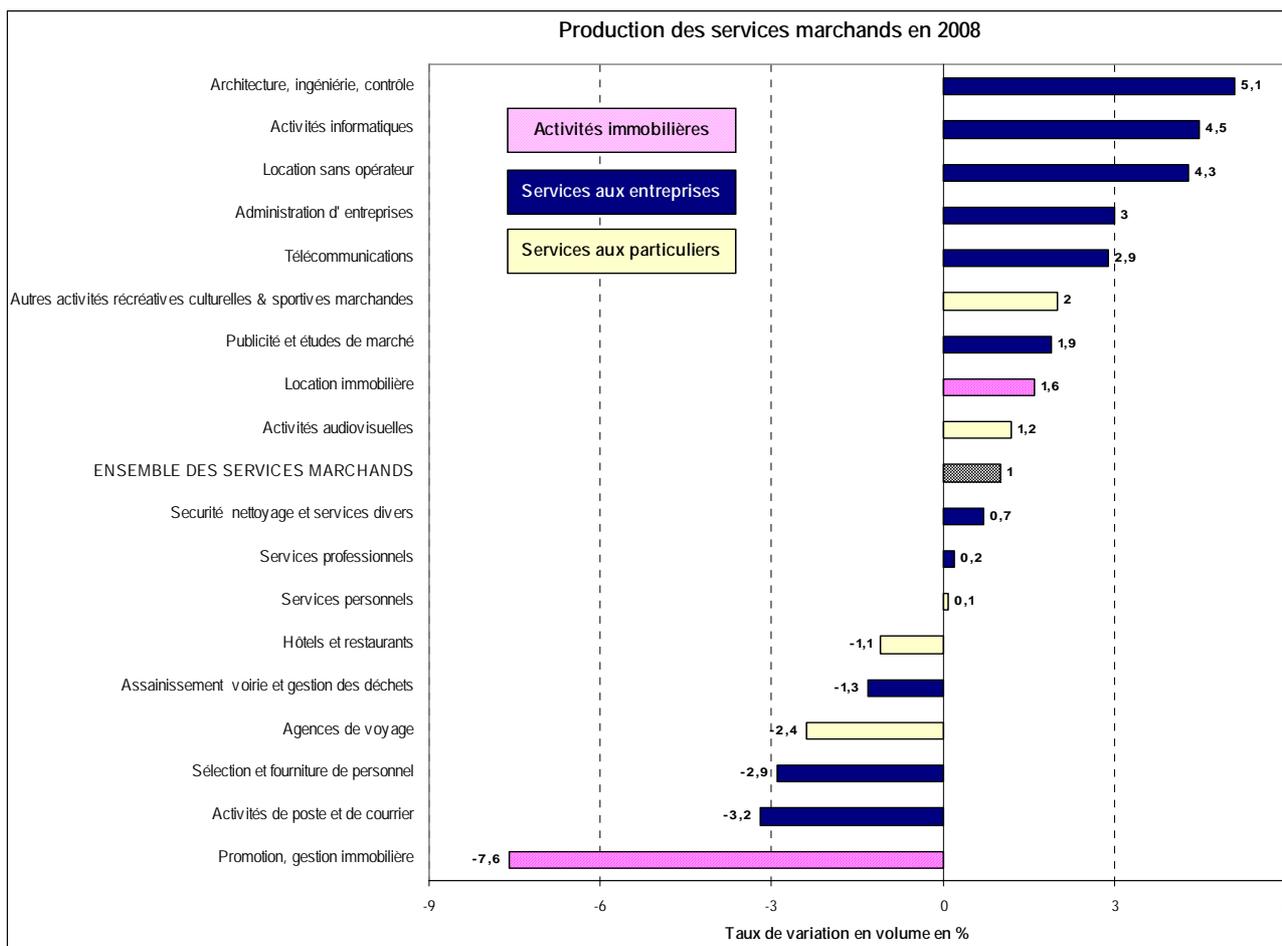
pour la construction), accélère aussi, sous l'effet d'une baisse des prix.

Les TIC marquent le pas.

L'informatique reste un soutien essentiel de la croissance des services marchands. L'activité ralentit en 2008, pour la deuxième année, mais reste encore très allante. Avec une progression de 4,5 %, après + 5,9 %, elle contribue pour un tiers (0,32 point) à la croissance de l'ensemble des services. Le dynamisme des activités informatiques repose sur les investissements en logiciels, qui progressent en volume de 5,8 %, et les consommations des entreprises et des administrations publiques (+ 3,9 % dont + 4,5 % pour les entreprises). Réalisation de logiciels et infogérance bénéficient selon le syndicat professionnel SYNTEC-informatique de nombreux développements : le secteur financier a dû s'adapter à diverses contraintes réglementaires, celui de l'énergie aux dérégulations, l'agroalimentaire aux exigences de la traçabilité ; l'innovation dans les entreprises est aussi source

de demande, comme le besoin d'externaliser des services ; enfin la rationalisation de la gestion des entreprises, suite aux fusions ou acquisitions, alimente la croissance des activités informatiques.

L'activité des télécommunications continue elle aussi de ralentir. Avec une production en hausse de 2,9 %, elle perd 1,8 point de croissance sur sa performance de 2007. Les prix se redressent de 0,6 % en 2008, après deux années de baisse. La décélération de l'activité des télécommunications s'explique selon l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) par la baisse de l'activité de la téléphonie fixe, et le ralentissement de l'internet. Les revenus de la téléphonie fixe reculent de 3,7 % en 2008, les appels émis sur le réseau commuté faisant place aux appels utilisant les accès IP (Internet Protocol), dont la facturation est généralement incluse dans un forfait Internet. Les revenus issus de l'Internet sont toujours en très forte croissance, de près de 17 % en 2008, mais donnent des signes d'essoufflement (+ 23,6 % en 2007). La téléphonie mobile est au contraire en plein essor.



Source : Comptes des services, INSEE

Les revenus issus de ce segment augmentent de 5,6 % (après + 4,8 % en 2007 et + 4,1 % en 2006). La dynamique de la téléphonie mobile repose sur le développement des usages « non voix », messages interpersonnels ou accès à internet mobile ou aux services multimédia (+ 27 % en 2008 après + 12 %).

Les activités de loisirs maintiennent le cap.

Les activités de loisirs conservent en 2008 une progression comparable à celle de l'année précédente (0,2 point au-dessus). La croissance de l'audiovisuel, de 1,2 %, reste modeste. La légère accélération s'explique par le regain d'activité des salles de cinéma (+ 3,4 %). En fort recul en 2007 (- 7,5 %) la branche projection de films bénéficie en 2008 de la sortie de plusieurs films à gros succès (« Bienvenue chez les Ch'tis », « Astérix aux jeux Olympiques, etc.). Les activités de radio, en repli elles aussi en 2007, renouent timidement avec la croissance (+ 0,4 %). L'activité de production de film, principal soutien de la croissance de l'audiovisuel, ralentit après sa performance de 2007. Sa croissance, de + 3,9 %, reste soutenue, mais perd 1,6 point.

Les autres activités récréatives, culturelles et sportives progressent de 2 %, après 1,8 % en 2007. Les activités artistiques ou de spectacles réalisent des performances remarquables, avec une progression de 6,6 % (après + 2,9 % en 2007) : la croissance des spectacles, + 6,8 %, gagne plus de 5 points sur 2007 ; avec + 7 %, les parcs d'attractions confortent leur dynamisme. Les autres activités culturelles (bibliothèques, musées, ...) sont aussi plus toniques : elles progressent de 5,2 %. A l'opposé rien ne va plus pour les jeux de hasard et d'argent. En plein essor au début de la décennie, ils régressent pour la première fois en 2008, de 4,6 %.

La promotion immobilière, l'intérim et les services professionnels au cœur de la crise

La production des activités de promotion et gestion immobilières chute de 7,6 % en 2008, mettant fin à quasiment dix années de croissance généreuse, et freine sévèrement l'activité des services marchands. Dépendants de la distribution de crédits, les marchés de l'immobilier, neuf ou ancien, subissent directement les restrictions d'offres, et le durcissement des conditions d'octroi de prêts. La production en volume des promoteurs chute en 2008 de 7 % dans l'immobilier résidentiel et de

plus de 14 % dans l'immobilier d'entreprise. Le volume d'activité des marchands de biens se rétracte de plus de 15 %, celui des agences immobilières de 4 %. Seule la gestion d'immeubles ne s'effondre pas, mais connaît une évolution atone. La banque de France enregistre une baisse de près de 28 % de la distribution de crédits immobiliers aux ménages. Le nombre de transactions immobilières enregistrées par les notaires recule de 20 %, dont 17 % sur le marché de l'ancien. Les ventes de logements neufs enregistrées en 2008 chutent de 38 % (Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire). Les investissements en immobilier d'entreprises, financés principalement à crédit, s'effondrent de 55 % (Cabinet de conseil CB Richard Ellis). Diverses mesures sont prises en fin d'année pour stimuler la demande des ménages et relancer l'activité. Ces mesures consistent principalement à freiner la hausse des taux d'intérêt (abaissement du taux directeur de la Banque Centrale Européenne), aider l'investissement locatif, favoriser l'accession sociale à la propriété ; mais elles ne devraient porter leurs fruits qu'en 2009.

L'activité de la sélection et fourniture de personnel régresse de 2,9 %, et perd 6,5 points de croissance. La baisse de l'emploi intérimaire débute au deuxième trimestre 2008, et s'accroît en fin d'année. Du quatrième trimestre 2007 au quatrième trimestre 2008, le nombre d'intérimaires se réduit de 21,2 %, ce qui représente une baisse de 139 200 postes.

Les services professionnels sont aussi durement touchés par la crise. Leur croissance est atone en 2008 alors qu'elle progressait d'environ 5,5 % par an en moyenne les quatre dernières années. Les activités juridiques subissent le ralentissement de l'activité immobilière. Le conseil pour les affaires et la gestion progresse encore de 1,1 % mais perd plus de 13 points de croissance. La contribution des services professionnels à la croissance totale est minime en 2008, alors qu'elle devançait en 2007 celle de l'informatique.

Les agences de voyage et les hôtels-restaurants délaissés aussi bien par les entreprises que par les ménages.

Les activités des agences de voyage, de l'hébergement et de la restauration souffrent de la baisse du pouvoir d'achat par ménage et du ralentissement de l'activité des entreprises. La production des agences de voyage recule de 2,4 % après avoir augmenté de 4,8 % en 2007. Celle des hôtels-café-restaurants se contracte de 1,1 % (après + 2 %). Hôtels de tourisme (- 2 %

d'activité), cafés-discothèques (- 4,2 %), restaurants (- 2,4 %), traiteurs-organiseurs de réception (+ 1,2 %), tous perdent entre 3,5 et 5,8 points de croissance. La demande des ménages se réduit en moyenne pour ces activités de 2,1 %, celle des entreprises de 3 %, sous l'effet d'une forte hausse des prix. À l'inverse la croissance des campings et autres hébergements de courte durée s'améliore en 2008 : elle passe de + 1,9 % à + 2,7 %. Grâce à la demande des entreprises, les cantines (et restauration sous contrat) progressent légèrement plus que l'année précédente, de 2,7 % après + 2,1 %.

Contributions* à la croissance des services marchands (+ 1,0 %)

Location immobilière **	0,43
Activités informatiques	0,32
Architecture, ingénierie, contrôle	0,28
Télécommunications	0,16
Administration d'entreprises	0,14
Location sans opérateur	0,12
Sécurité, nettoyage et services divers	0,08
Autres activités récréatives, culturelles & sportives marchandes	0,04
Publicité et études de marché	0,04
Activités audiovisuelles	0,03
Services professionnels (juridiques, comptables, conseil)	0,01
Services personnels	0,00
Agences de voyage	-0,02
Assainissement, voirie et gestion des déchets	-0,02
Activités de poste et de courrier	-0,04
Sélection et fourniture de personnel	-0,09
Hôtels et restaurants	-0,09
Recherche et développement marchands	-0,12
Promotion, gestion immobilière	-0,30

Source : comptes des services, Insee

* La contribution à la croissance est le taux d'évolution de la production pondéré par le poids de la branche dans les services (production de la branche/production des services) de l'année précédente.

** La location immobilière contribue fortement en raison de son poids élevé : 27 % de la production des services marchands. Cette part s'explique par la prise en compte des loyers "imputés", loyers que paieraient les ménages propriétaires de leur logement s'ils en étaient locataires, selon une convention de la comptabilité nationale.

Equilibre ressources-emplois des services marchands																		
	2003			2004			2005			2006			2007*			2008*		
	valeur	volume	prix	valeur	volume	prix	valeur											
Production de la branche (1)	769 467	3,1	2,0	808 955	3,7	2,2	857 856	4,4	2,3	916 584	3,1	2,3	966 586	1,0	2,3	998 510		
Transferts** (2)	23 014	4,3	1,4	24 323	2,4	1,7	25 322	2,5	2,5	26 607	1,7	2,8	27 814	-1,4	2,8	28 186		
Impôts moins subventions (3)	13 690	11,0	0,8	15 313	5,6	1,1	16 345	5,7	4,1	17 984	2,7	-0,1	18 438	-7,3	1,4	17 336		
Importations (4)	24 350	0,9	1,3	24 884	8,4	1,5	27 359	7,6	2,8	30 283	7,0	1,8	32 977	-1,5	2,5	33 274		
Total des ressources (1)+(2)+(3)+(4)	830 521	3,2	1,9	873 475	3,9	2,2	926 882	4,5	2,4	991 458	3,2	2,3	1 045 815	0,7	2,3	1 077 306		
Consommations intermédiaires*** (5)	449 938	3,2	1,8	472 685	4,0	1,6	499 388	5,8	2,1	539 419	3,1	2,1	567 699	0,5	2,4	584 101		
Consommation finale (6)	289 013	2,8	2,4	304 033	2,5	2,9	320 861	2,4	2,4	336 277	2,3	2,7	353 191	1,4	2,2	365 886		
Investissement (7)	65 041	6,0	1,2	69 751	7,4	2,8	77 001	6,8	4,1	85 618	6,8	2,1	93 361	-0,4	2,5	95 296		
Exportations (8)	26 529	0,6	1,2	27 006	7,5	2,1	29 632	-0,2	1,9	30 144	2,8	1,8	31 564	-1,1	2,5	32 023		
Total des emplois (5)+(6)+(7)+(8)	830 521	3,2	1,9	873 475	3,9	2,2	926 882	4,5	2,4	991 458	3,2	2,3	1 045 815	0,7	2,3	1 077 306		

valeur en millions d'euros - volume : taux de croissance en volume (%) - prix : taux de croissance du prix (%)

* données provisoires

** Cela comprend les transferts de produits fatals (exemple : publicité de la presse) et les productions marchandes des branches non marchandes.

*** La ligne consommation intermédiaire inclut les variations de stocks.

Source : comptes des services, Insee.

La production

SERVICES MARCHANDS							Taux de croissance de la production en VOLUME	
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007	en %	
							2008	
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES		3,1	3,5	3,2	2,1		0,4
M1	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	2,0	8,7	7,9	3,3		-7,6
M2	Location immobilière	70.2	3,3	2,9	2,6	2,0		1,6
N	SERVICES AUX ENTREPRISES		3,2	4,4	5,8	3,9		1,6
N1	Postes et télécommunications	64	1,8	5,0	5,4	3,7		1,7
N2	Conseils et assistance	72, 74.1 à 74.4	4,6	4,5	7,0	4,9		3,1
N3	Services opérationnels	71, 74.5 à 74.8, 90	2,3	4,2	4,7	3,1		0,5
N4A	Recherche et développement	73	-0,3	2,6	2,4	1,6		-4,2
P	SERVICES AUX PARTICULIERS		2,8	2,1	2,4	1,9		-0,2
K08	Agences de voyage	63.3	5,2	2,4	0,0	4,8		-2,4
P1	Hôtels et restaurants	55	1,2	2,1	2,6	2,0		-1,1
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	92	5,3	2,6	2,5	1,3		1,6
P31	Services personnels	93	2,6	0,0	2,3	1,4		0,1
ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS			3,1	3,7	4,4	3,1		1,0

SERVICES MARCHANDS							Niveau de la production en VALEUR	
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
en millions d'€								
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES		228 062	243 314	261 024	278 775	294 519	303 238
M1	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	25 343	27 338	30 897	35 127	37 608	36 361
M2	Location immobilière	70.2	202 719	215 976	230 127	243 648	256 911	266 877
N	SERVICES AUX ENTREPRISES		415 410	434 095	460 002	494 276	522 338	541 694
N1	Postes et télécommunications	64	59 614	61 190	64 938	65 445	67 658	69 447
N2	Conseils et assistance	72, 74.1 à 74.4	190 095	200 443	212 804	232 103	247 124	259 363
N3	Services opérationnels	71, 74.5 à 74.8, 90	142 924	149 232	157 944	171 196	180 979	186 752
N4A	Recherche et développement	73	22 777	23 230	24 316	25 532	26 577	26 132
P	SERVICES AUX PARTICULIERS		125 995	131 546	136 830	143 533	149 729	153 578
K08	Agences de voyage	63.3	6 617	7 076	7 447	7 829	8 212	8 646
P1	Hôtels et restaurants	55	68 524	70 944	74 160	77 964	81 656	83 116
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	92	38 642	40 721	42 163	44 093	45 747	47 388
P31	Services personnels	93	12 212	12 805	13 060	13 647	14 114	14 428
ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS			769 467	808 955	857 856	916 584	966 586	998 510

SERVICES MARCHANDS							Taux de croissance du PRIX de la production	
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	en %	
							2008 *	
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES		3,4	3,6	3,5	3,4		2,6
M1	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	5,7	4,0	5,4	3,7		4,6
M2	Location immobilière	70.2	3,2	3,6	3,2	3,4		2,3
N	SERVICES AUX ENTREPRISES		1,3	1,5	1,6	1,7		2,0
N1	Postes et télécommunications	64	0,8	1,1	-4,4	-0,3		0,9
N2	Conseils et assistance	72, 74.1 à 74.4	0,8	1,5	1,9	1,5		1,8
N3	Services opérationnels	71, 74.5 à 74.8, 90	2,0	1,6	3,5	2,5		2,7
N4A	Recherche et développement	73	2,2	2,0	2,5	2,5		2,6
P	SERVICES AUX PARTICULIERS		1,6	1,9	2,4	2,4		2,8
K08	Agences de voyage	63.3	1,7	2,8	5,1	0,1		7,9
P1	Hôtels et restaurants	55	2,3	2,4	2,4	2,6		2,9
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	92	0,1	0,9	2,0	2,4		2,0
P31	Services personnels	93	2,2	2,0	2,2	2,0		2,2
ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS			2,0	2,2	2,3	2,3		2,3

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure et l'investissement

		SERVICES MARCHANDS					Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME	
				en %				
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,1	3,7	5,1	1,9	-1,2	
	Demande de consommation finale		2,7	2,8	1,9	2,0	2,2	
	Demande pour investissement		2,8	11,1	9,4	3,9	-10,9	
M1	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	5,3	5,9	2,5	-1,9	
	Demande de consommation finale		2,4	4,1	0,5	-0,1	-0,9	
	Demande pour investissement		2,8	11,1	9,4	3,9	-10,9	
M2	Location immobilière	70.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,1	3,4	4,9	1,7	-1,0	
	Demande de consommation finale		2,7	2,8	1,9	2,0	2,2	
N	SERVICES AUX ENTREPRISES							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	4,3	6,2	3,5	0,8	
	Demande de consommation finale		3,6	3,9	4,5	4,6	1,7	
	Demande pour investissement		6,4	6,1	6,4	8,0	3,2	
N1	Postes et télécommunications	64						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,9	4,9	3,7	3,6	2,1	
	Demande de consommation finale		5,0	5,0	7,8	5,6	2,5	
N2	Conseils et assistance	72, 74.1 à 74.4						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	4,7	8,0	4,4	1,6	
	Demande de consommation finale		4,9	5,3	2,4	5,5	-0,3	
	Demande pour investissement		6,4	6,1	6,4	8,0	3,2	
N3	Services opérationnels	71, 74.5 à 74.8, 90						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	4,3	5,4	2,8	0,3	
	Demande de consommation finale		0,3	0,9	-0,2	2,1	1,5	
N4A	Recherche et développement	73						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	1,4	4,0	1,0	-4,2	
P	SERVICES AUX PARTICULIERS							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	2,3	2,8	2,6	0,0	
	Demande de consommation finale		2,5	1,3	2,5	1,9	-0,3	
	Demande pour investissement		17,0	8,7	-1,1	4,8	3,2	
K08	Agences de voyage	63.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,6	2,1	0,1	5,1	-2,4	
	Demande de consommation finale		2,6	4,5	-0,4	2,8	-2,4	
P1	Hôtels et restaurants	55						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	2,1	3,8	1,8	-2,3	
	Demande de consommation finale		0,8	1,7	2,5	2,1	-0,6	
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	92						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,3	1,9	2,5	2,6	4,3	
	Demande de consommation finale		6,7	1,8	2,8	1,6	0,4	
	Demande pour investissement		17,0	8,7	-1,1	4,8	3,2	
P31	Services personnels	93						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,6	6,2	3,0	3,2	1,5	
	Demande de consommation finale		1,8	-1,8	2,0	0,9	-0,3	
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,3	4,1	5,8	3,2	0,5	
	Demande de consommation finale		2,8	2,5	2,4	2,3	1,4	
	Demande pour investissement		6,4	7,4	6,8	6,8	-0,4	

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		50 464	55 598	59 263	63 978	67 103	68 299
	Demande de consommation finale		166 146	175 267	187 150	197 079	207 608	216 563
	Demande pour investissement		14 977	16 323	18 889	22 011	23 816	22 418
M1	Promotion, gestion immobilière							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 548	10 134	11 058	12 113	12 756	12 889
	Demande de consommation finale		866	933	1 003	1 052	1 092	1 112
	Demande pour investissement		14 977	16 323	18 889	22 011	23 816	22 418
M2	Location immobilière							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		40 916	45 464	48 205	51 865	54 347	55 410
	Demande de consommation finale		165 280	174 334	186 147	196 027	206 516	215 451
N	SERVICES AUX ENTREPRISES							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		358 865	375 148	396 278	429 082	452 386	465 989
	Demande de consommation finale		37 099	38 841	40 896	41 979	44 170	45 655
	Demande pour investissement		47 641	50 684	55 043	60 494	66 201	69 345
N1	Postes et télécommunications							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39 672	39 688	42 192	42 010	43 468	44 835
	Demande de consommation finale		19 080	20 124	21 260	21 646	22 668	23 384
N2	Conseils et assistance							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		153 500	162 462	171 588	188 593	200 145	207 027
	Demande de consommation finale		7 602	7 994	8 427	8 721	9 208	9 425
	Demande pour investissement		47 641	50 684	55 043	60 494	66 201	69 345
N3	Services opérationnels							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		143 468	150 261	158 990	173 407	182 822	188 610
	Demande de consommation finale		10 417	10 723	11 209	11 612	12 294	12 846
N4A	Recherche et développement							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		22 225	22 737	23 508	25 072	25 950	25 517
P	SERVICES AUX PARTICULIERS							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39 828	41 293	43 254	45 729	47 975	49 579
	Demande de consommation finale		85 768	89 925	92 815	97 219	101 413	103 668
	Demande pour investissement		2 423	2 744	3 069	3 113	3 344	3 533
K08	Agences de voyage							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 692	6 111	6 410	6 743	7 095	7 470
	Demande de consommation finale		926	966	1 037	1 086	1 117	1 176
P1	Hôtels et restaurants							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		18 631	19 588	20 528	21 877	22 790	22 907
	Demande de consommation finale		50 690	52 443	54 549	57 207	60 027	61 419
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 350	13 260	13 789	14 448	15 288	16 297
	Demande de consommation finale		23 939	25 884	26 586	27 840	28 858	29 449
	Demande pour investissement		2 423	2 744	3 069	3 113	3 344	3 533
P31	Services personnels							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 155	2 334	2 527	2 661	2 802	2 905
	Demande de consommation finale		10 213	10 632	10 643	11 086	11 411	11 624
	ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		449 157	472 039	498 795	538 789	567 464	583 867
	Demande de consommation finale		289 013	304 033	320 861	336 277	353 191	365 886
	Demande pour investissement		65 041	69 751	77 001	85 618	93 361	95 296

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
						en %	
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	2,8	2,7	3,0	3,0
	Demande de consommation finale		2,7	3,8	3,4	3,3	2,1
	Demande pour investissement		6,0	4,2	6,5	4,2	5,7
M1	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,3	3,7	3,4	2,7	3,0
	Demande de consommation finale		5,2	3,3	4,4	3,9	2,8
	Demande pour investissement		6,0	4,2	6,5	4,2	5,7
M2	Location immobilière	70.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,7	2,6	2,6	3,0	3,0
	Demande de consommation finale		2,7	3,8	3,4	3,2	2,1
N	SERVICES AUX ENTREPRISES						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	1,2	1,9	1,9	2,2
	Demande de consommation finale		1,0	1,3	-1,8	0,6	1,7
	Demande pour investissement		0,0	2,3	3,3	1,3	1,5
N1	Postes et télécommunications	64					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,3	-3,9	-0,1	1,0
	Demande de consommation finale		0,5	0,6	-5,6	-0,8	0,6
N2	Conseils et assistance	72, 74.1 à 74.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	0,9	1,8	1,7	1,8
	Demande de consommation finale		0,3	0,2	1,0	0,1	2,6
	Demande pour investissement		0,0	2,3	3,3	1,3	1,5
N3	Services opérationnels	71, 74.5 à 74.8, 90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	1,4	3,5	2,6	2,8
	Demande de consommation finale		2,6	3,6	3,8	3,7	2,9
N4A	Recherche et développement	73					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,0	2,5	2,5	2,6
P	SERVICES AUX PARTICULIERS						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,6	2,4	2,9	2,2	3,3
	Demande de consommation finale		2,2	1,9	2,2	2,4	2,5
	Demande pour investissement		-3,2	2,9	2,6	2,5	2,4
K08	Agences de voyage	63.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,7	2,8	5,1	0,1	7,9
	Demande de consommation finale		1,7	2,8	5,1	0,1	7,9
P1	Hôtels et restaurants	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	2,6	2,7	2,3	2,9
	Demande de consommation finale		2,7	2,3	2,4	2,8	2,9
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	92					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,0	2,1	2,3	3,1	2,2
	Demande de consommation finale		1,4	0,9	1,9	2,0	1,6
	Demande pour investissement		-3,2	2,9	2,6	2,5	2,4
P31	Services personnels	93					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,9	2,2	2,1	2,1
	Demande de consommation finale		2,3	2,0	2,2	2,0	2,2
ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,8	1,5	2,1	2,1	2,4
	Demande de consommation finale		2,4	2,9	2,4	2,7	2,2
	Demande pour investissement		1,2	2,8	4,1	2,1	2,5

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

Les échanges extérieurs

		SERVICES MARCHANDS						
		Niveau des échanges extérieurs en VALEUR						
								en millions d'€
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N	SERVICES AUX ENTREPRISES							
		Importations	22 275	22 648	25 083	28 218	30 874	30 392
		Exportations	24 611	24 766	27 489	28 178	29 709	29 515
		Solde	2 336	2 118	2 406	-40	-1 165	-877
N1	Postes et télécommunications							
		Importations	1 760	1 551	1 709	1 708	1 957	1 711
		Exportations	2 207	2 466	2 792	3 012	3 058	2 500
		Solde	447	915	1 083	1 304	1 101	789
N11.A	Postes nationales							
		Importations	123	109	119	120	137	120
		Exportations	221	296	363	392	398	325
		Solde	98	187	244	272	261	205
N12.C	Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)							
		Importations	1 454	1 322	1 502	1 528	1 765	1 536
		Exportations	1 368	1 529	1 799	1 975	1 961	1 476
		Solde	-86	207	297	447	196	-60
N12.D	Transmission d'émissions de radio et de télévision							
		Importations	183	120	88	60	55	55
		Exportations	618	641	630	645	699	699
		Solde	435	521	542	585	644	644
N2	Conseils et assistance							
		Importations	12 573	11 628	12 661	14 088	15 263	14 334
		Exportations	13 229	12 417	13 291	13 350	13 118	13 165
		Solde	656	789	630	-738	-2 145	-1 169
N21.B	Réalisation de logiciels							
		Importations	1 499	1 494	1 759	1 901	1 910	1 739
		Exportations	1 297	1 401	1 580	1 774	1 520	1 179
		Solde	-202	-93	-179	-127	-390	-560
N22.C	Conseil pour les affaires et la gestion							
		Importations	3 446	2 611	2 692	2 599	3 188	2 731
		Exportations	3 871	3 320	3 486	3 267	3 034	2 716
		Solde	425	709	794	668	-154	-15
N25.B	Ingénierie, études techniques							
		Importations	7 628	7 523	8 210	9 588	10 165	9 864
		Exportations	8 061	7 696	8 225	8 309	8 564	9 270
		Solde	433	173	15	-1 279	-1 601	-594
N3	Services opérationnels							
		Importations	6 721	8 013	9 079	10 525	11 560	12 144
		Exportations	6 552	7 058	8 155	8 449	9 674	9 897
		Solde	-169	-955	-924	-2 076	-1 886	-2 247
N33.C	Activités photographiques							
		Importations	106	95	84	85	35	15
		Exportations	34	21	36	37	34	24
		Solde	-72	-74	-48	-48	-1	9
N33.D	Services divers aux entreprises hors activités photographiques							
		Importations	6 615	7 918	8 995	10 440	11 525	12 129
		Exportations	6 518	7 037	8 119	8 412	9 640	9 873
		Solde	-97	-881	-876	-2 028	-1 885	-2 256

		SERVICES MARCHANDS						
		Niveau des échanges extérieurs en VALEUR						
		en millions d'€						
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N4A	Recherche et développement							
		Importations	1 221	1 456	1 634	1 897	2 094	2 203
		Exportations	2 623	2 825	3 251	3 367	3 859	3 953
		Solde	1 402	1 369	1 617	1 470	1 765	1 750
P	SERVICES AUX PARTICULIERS							
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives							
		Importations	2 075	2 236	2 276	2 065	2 103	2 882
		Exportations	1 918	2 240	2 143	1 966	1 855	2 508
		Solde	-157	4	-133	-99	-248	-374
P21.A	<i>Production de films</i>							
		Importations	60	197	191	188	187	932
		Exportations	42	94	89	90	77	438
		Solde	-18	-103	-102	-98	-110	-494
P21.E	<i>Activités de télévision</i>							
		Importations	1 568	1 451	1 471	1 282	1 308	1 260
		Exportations	1 139	1 308	1 138	777	733	841
		Solde	-429	-143	-333	-505	-575	-419
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>							
		Importations	447	588	614	595	608	690
		Exportations	737	838	916	1 099	1 045	1 229
		Solde	290	250	302	504	437	539
ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS								
		Importations	24 350	24 884	27 359	30 283	32 977	33 274
		Exportations	26 529	27 006	29 632	30 144	31 564	32 023
		Solde	2 179	2 122	2 273	-139	-1 413	-1 251

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

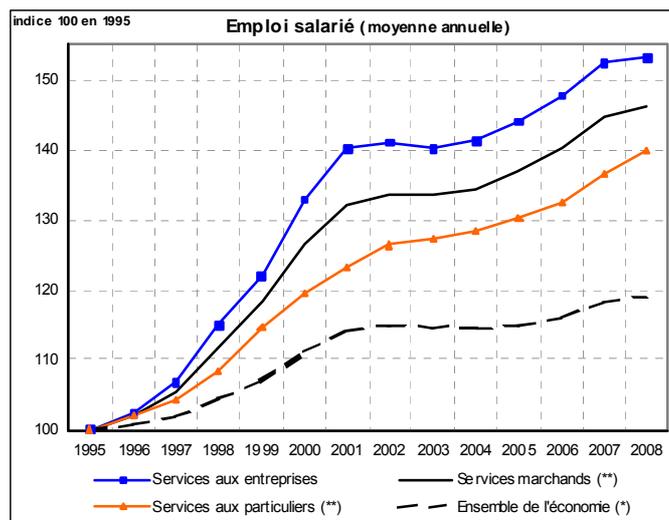
L'emploi

L'EMPLOI SALARIÉ EN MOYENNE ANNUELLE (données brutes en milliers)						Variations en milliers		Variations en %	
Secteurs d'activités	2004	2005	2006	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Services marchands	4 816,2	4 906,4	5 018,0	5 175,9	5 231,7	158,0	55,8	3,1	1,1
Activités immobilières	270,4	278,3	282,1	291,7	296,5	9,6	4,8	3,4	1,6
Services aux entreprises	3 204,6	3 266,0	3 351,3	3 458,4	3 473,2	107,2	14,8	3,2	0,4
Postes et télécommunications	518,3	513,1	506,5	493,4	482,9	-13,1	-10,5	-2,6	-2,1
Conseils et assistance	1 226,3	1 255,9	1 295,2	1 350,1	1 403,8	54,9	53,7	4,2	4,0
Services opérationnels <i>dont intérim</i>	1 309,7	1 343,1	1 390,5	1 452,7	1 422,1	62,2	-30,5	4,5	-2,1
<i>dont intérim</i>	572,0	593,9	621,2	657,7	615,9	36,5	-41,9	5,9	-6,4
Services aux particuliers (hors serv. domestiques)	1 341,2	1 362,1	1 384,6	1 425,8	1 461,9	41,2	36,2	3,0	2,5
Hôtels et restaurants	810,1	826,2	842,9	866,1	882,9	23,2	16,8	2,8	1,9
Activités récréatives, culturelles et sportives	348,5	351,5	354,4	366,8	378,3	12,4	11,6	3,5	3,2
Services personnels (hors services domestiques)	182,6	184,4	187,3	192,9	200,7	5,6	7,8	3,0	4,0
Autres activités tertiaires (*)	5 391,7	5 431,4	5 483,0	5 582,3	5 651,4	99,3	69,0	1,8	1,2
Industrie	3 909,7	3 820,0	3 752,4	3 702,3	3 650,4	-50,1	-51,9	-1,3	-1,4
Construction	1 292,4	1 325,2	1 383,8	1 444,0	1 488,5	60,3	44,5	4,4	3,1
Ensemble de l'économie marchande (**)	15 409,9	15 483,0	15 637,1	15 904,6	16 021,9	267,5	117,3	1,7	0,7

(*) : Hors administration, éducation, santé et action sociale, y compris services domestiques

(**) : Hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale

Source : section « Synthèse et conjoncture de l'emploi », Insee.



(*) : Hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, y compris services domestiques

(**) : Hors services domestiques

Source : section « Synthèse et conjoncture de l'emploi », Insee

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTIVITÉ ET LES PRIX PAR BRANCHE DÉTAILLÉE : l'année 2008

2008, la promotion immobilière en récession

Les activités de promotion et gestion immobilières sont parmi les plus touchées par la crise financière et bancaire qui ébranle l'économie mondiale en 2008. Dépendantes de la distribution de crédits, elles subissent directement les restrictions d'offres, et le durcissement des conditions d'octroi de prêts, mettant fin à quasiment dix années de croissance euphorique. La production en volume des promoteurs chute en 2008 de 7 % dans l'immobilier résidentiel et de plus de 14 % dans l'immobilier d'entreprise. Le nombre de transactions immobilières enregistrées par les notaires recule de 20 %, dont 17 % sur le marché de l'ancien. Le volume d'activité des marchands de biens se rétracte de plus de 15 %, celui des agences immobilières de 4 %. Seule la gestion d'immeubles ne s'effondre pas, mais connaît une évolution atone.

Avec une croissance en volume de 2,2 %, la location immobilière résiste mieux à la crise. Elle bénéficie sans doute des reports ou annulations de transactions, mais les prix de location ralentissent. Ils progressent de 2,1 % dans la location de logements, après + 3,4 % en 2007, et de 3,1 % pour la location hors logements après + 3,5 %.

Soutien habituellement précieux de la croissance des services marchands, les activités de **promotion et gestion immobilières**, particulièrement dynamiques depuis le début de la décennie, s'effondrent en 2008. La production de la branche baisse de 7,6 % en volume, après une croissance de plus de 3 % l'année précédente. Mais 2007 marquait déjà un net ralentissement de l'activité par rapport à 2005 ou 2006. La chute est plus sévère encore pour les promoteurs d'immobilier d'entreprise et les marchands de biens (de l'ordre de 15 %). Seules les activités d'administration d'immeubles conservent un volume d'activité stable.

En 2005 et 2006, la croissance de l'ensemble des services marchands s'élevait respectivement à + 3,7 % et + 4,4 %. La promotion et gestion immobilières contribuait pour 0,3 point à cette croissance. En 2007 le ralentissement de l'activité de la branche a pesé sur les performances globales des services qui ont alors progressé de + 3,1 %. En 2008, la plupart des secteurs des services sont ébranlés par la crise économique qui frappe le pays ; la promotion et gestion immobilières est de loin la plus touchée ; elle contribue négativement, pour - 0,3 point, à la croissance très affaiblie (+ 1 %) de l'ensemble des services marchands.

De nombreux indicateurs corroborent ce premier constat de récession. L'emploi ralentit en 2008 dans l'ensemble des activités immobilières (promotion-gestion et location). Il progresse de

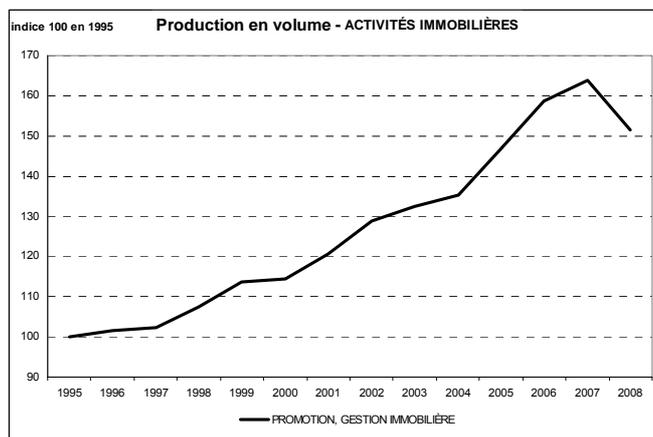
1,6 %, au lieu de 3,4 % l'année précédente. Les créations d'entreprises reculent de 3 %, après avoir augmenté de 13 % en 2007 ; les défaillances (en date de jugement) augmentent de 41 % en 2008, après + 18 % en 2007.

La plupart des activités immobilières souffrent en 2008 de la contraction des crédits. La Banque de France enregistre en particulier une baisse de près de 29 % de la distribution de crédits immobiliers auprès des ménages. Manque de liquidités et difficultés à se refinancer obligent les banques à durcir leurs conditions d'octroi de crédit. Les taux d'intérêt moyens du secteur bancaire passent de 4,7 % en janvier 2008 à 5,15 % au mois de novembre, la durée des prêts se resserre, l'apport personnel doit être plus conséquent. Entre octobre et décembre 2008, la Banque Centrale Européenne baisse à trois reprises son taux directeur qui descend de 4,25 % à 2,5 % en deux mois. La dernière intervention réussit à enrayer la hausse des taux d'intérêts des prêts octroyés par les banques, et les ramener à 5 % en fin d'année. Le mouvement se poursuivra au cours des premiers mois de 2009. L'attentisme des ménages qui misent sur la baisse des prix de l'immobilier concourt lui aussi à la chute de la production de crédit.

L'activité de promotion immobilière de logements baisse en 2008 de 7 % en volume. Ce retournement fait suite au ralentissement de la production enregistré en 2007 après plusieurs années d'euphorie. Exprimée en valeur, la production baisse d'à peine 1 % : les promoteurs de logements ont pu maintenir leur chiffre d'affaires en partie grâce aux commandes de l'année précédente, voire de 2006. Car l'année 2008 se distingue par un effondrement des ventes de 38 %, recul le plus important depuis 30 ans. La situation s'est aggravée au quatrième trimestre, avec une baisse des ventes de 48 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. (enquête commercialisation de logements neufs, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire). Les promoteurs ont réduit l'offre commerciale en mettant en vente 37 % de logements en moins par rapport à 2007, de façon à limiter le gonflement des stocks. L'encours de logements neufs disponibles à la vente progresse de 8,3 % seulement, (après des évolutions de + 30 % et + 33 % les deux années précédentes) et le délai moyen d'écoulement passe de onze mois à plus de vingt mois. L'année 2008 se distingue aussi par le niveau exceptionnel du taux de désistement : 55 000 permis de construire sont annulés, soit 47 % de plus qu'en 2007. Les coûts de production de la promotion immobilière de logement continuent de croître en 2008, avec une progression de près de 7 %, alors que les prix des logements sont tendanciellement à la baisse. Le prix des appartements neufs est à peu près stable sur l'année, mais connaît une baisse de 3,5 % au dernier trimestre. Celui des maisons individuelles recule de 6,6 % en un an. Face à cette crise de l'immobilier résidentiel, le gouvernement prend en fin d'année différentes mesures pour relancer l'activité de construction, et contrecarrer l'aggravation du déficit en logements qui se profile. Ces mesures visent à aider l'investissement locatif, ou favoriser l'accession sociale à la propriété. En renforcement des dispositifs de défiscalisation de Robien et Borloo, la loi Scellier, votée fin 2008, permettra de déduire directement des impôts, sur neuf ans, 25 % du montant investi dans l'immobilier locatif. Cette politique est poursuivie en 2009. La loi Boutin (février 2009), comporte deux mesures d'aide aux ménages aux revenus modestes. D'une part le Pass-Foncier est étendu aux achats d'appartements ; il concernait jusqu'alors l'acquisition de maison en deux temps, c'est-à-dire en remboursant le foncier puis le bâti. D'autre part, les primo-accédants qui ont des revenus compris entre 1 500 et 2 000 euros par mois pourront bénéficier d'une TVA à 5,5%. Le plafond des ressources conditionnant l'accès au prêt à

taux zéro est relevé à 30 % du montant investi au lieu de 20 %, et le montant de ce prêt est doublé.

L'Etat s'engage sur la construction de 70 000 logements qui s'ajoutent aux 30 000 rachetés en VEFA (Vente en Etat Futur d'Achèvement). Toujours pour relancer la construction, les règles d'urbanisme ont été assouplies afin d'accélérer les processus de constructions de logements neufs.



Source : comptes des services, Insee

La crise est plus sévèrement ressentie encore par la promotion immobilière hors logement (bureaux, locaux, centres commerciaux, hôteliers, artisanaux et industriels, zones d'activités, etc.). La production de cette branche d'activité baisse en 2008 de 14,5 % en volume, et de près de 9 % en valeur. Le ralentissement avant-coureur survenu en 2007 succédait à trois années particulièrement florissantes. Le Service de l'observation et des statistiques (Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire), chiffre les surfaces de locaux mis en chantier en 2008 inférieures d'environ 19 % à celles de 2007. Tous les types de locaux sont concernés. Les coûts de production continuent de progresser à un rythme soutenu, proche de 7 %. Les investissements¹ en immobilier d'entreprise, financés principalement à crédit, chutent de 55 % en France en 2008, passant de 27 milliards d'euros engagés à seulement 12,5 milliards. Les deux années précédentes avaient toutefois atteint des montants exceptionnels, avec une progression de 16 % sur la seule année 2007. Au niveau mondial, les investissements en immobilier d'entreprise chutent en 2008 de 61 %. Les grosses opérations financières sont les plus vulnérables et de nombreux grands projets sont arrêtés ou retardés.

¹ Sources : cabinets de conseil CB Richard Ellis et Cushman & Wakefield.

En France, le quartier des affaires de La Défense souffre plus particulièrement de la taille de ses actifs et de la faillite de Lehman Brothers, actionnaire majoritaire de la société propriétaire de Cœur Défense.

La promotion immobilière de bureaux, avec un chiffre d'affaires en légère progression en 2008, bénéficie de programmes lancés en 2007 et souffre moins des restrictions de liquidités et de distribution de crédits que le reste du secteur de la promotion immobilière d'entreprise (entrepôts, locaux d'activités et commerces). Du point de vue des investisseurs, l'immobilier de bureaux offre des actifs réputés plus sûrs et plus liquides. Les 9,9 milliards d'euros investis en bureaux représentent en 2008 environ 80 % des investissements en immobilier d'entreprise, au lieu de 70 % l'année précédente. Ils sont néanmoins en recul de 49 % par rapport à 2007. Les surfaces de bureaux mises en chantier reculent de 5,2 %, mais détiennent la meilleure progression après les locaux de stockage non agricole. Les investissements en locaux commerciaux, chutent lourdement, de près de 80 %. Les commerces avaient été exceptionnellement plébiscités par les investisseurs en 2007 notamment en province, au travers d'importantes opérations d'externalisation immobilière ou de cessions de grands centres commerciaux. En termes de surfaces de construction, un peu plus de 4 millions de mètres carrés sont mis en chantiers en 2008, soit 13 % de moins qu'en 2007. Les commerces souffrent également du ralentissement de la consommation des ménages en 2008. Le marché des entrepôts et locaux d'activités ne séduit pas plus les investisseurs ; les engagements dans ce segment reculent de plus de 50 %. La province résiste mieux que l'Île-de-France. Côté mises en chantier, les surfaces de bâtiments industriels fléchissent de 12 %, les locaux de stockage non agricole de 1,8 %.

En 2008 les Français, avec le retour des investisseurs institutionnels, réalisent 54 % des investissements en immobilier d'entreprise et sont à nouveau majoritaires. En 2007 60 % du montant des transactions relevait d'investisseurs étrangers.

Les *marchands de biens* sont les plus touchés par la crise financière. Leur production, 9 % de la branche promotion et gestion immobilière, s'effondre de plus de 15 % en volume. Le ralentissement de leur activité avait été plus précoce et avait démarré en 2006.

L'activité des *agences immobilières* recule de 4 % en volume, après une année 2007 atone. Le durcissement des conditions d'octroi des crédits induit une chute du nombre de transactions

immobilières de 20 %, dont 17 % sur le marché de l'ancien (source : Notaires de France). La réduction de la mobilité résidentielle nuit aussi à l'activité des agences immobilières. Selon CLAMEUR², le taux de mobilité résidentielle passe de 29 % en 2007 à 26 % fin 2008. Les agences souffrent également de la mauvaise santé de l'immobilier d'entreprise, aussi bien sur le segment de la vente que celui de la location. Le ralentissement des prix de vente ou de location sur lesquels s'appuie la rémunération des agents freine lui aussi l'évolution du chiffre d'affaires des agences immobilières. Mais cette contraction des prix leur a également permis de contenir la baisse du volume de leur activité. Dans l'ancien, les prix fléchissent en 2008 de 1,5 % pour les appartements et de 4 % pour les maisons, avec une accentuation du recul au dernier trimestre ; les prix résistent mieux en Île-de-France qu'en province, avec des évolutions respectives de + 0,8 % et - 2,9 % (indices notaires-INSEE). La FNAIM³ conclut pour 2008 à une baisse globale des prix de 3,1 % dans l'ancien. Dans le neuf, les prix des maisons s'effondrent de 6,6 % sur l'année, les prix des appartements restent stables, mais reculent de 3,5 % au dernier trimestre. La diversité des fonctions des agents immobiliers, qui opèrent sur les segments de la vente dans le neuf ou l'ancien, de la location, mais aussi du conseil ou de l'administration de biens, leur a sans doute permis d'être moins durement touchés par la crise financière et bancaire que les promoteurs ou les marchands de biens.

L'impact de la crise économique est très atténué sur les activités d'*administration d'immeubles*. Celles-ci progressent de 2,3 % en valeur, et restent en volume au même niveau qu'en 2007. Les prix augmentent au même rythme, + 2,2 %, que l'année précédente.

² Connaître les Loyers et Analyser les Marchés sur les Espaces Urbains et Ruraux

³ Fédération Nationale de l'Immobilier

Les activités de **location immobilière** ralentissent en 2008. Leur production augmente en volume de 1,6 %, après une croissance de 2 % en 2007. Cette modération est le seul fait de la détérioration de la location immobilière d'entreprise.

Les performances de la *location de logement* sont du même ordre que les années précédentes, avec une croissance en volume de 2,2 % (+ 2 % en 2007 et 2006). La location de logements a pu bénéficier du report des projets d'accession à la propriété, conséquence de l'attentisme des acheteurs ou de leurs difficultés à obtenir les crédits nécessaires. Les vendeurs ont pu renoncer à se défaire de leur bien, et décider à le louer plutôt que de le brader. Cette situation a peu d'impact sur les prix, car le parc locatif ne suffit toujours pas à satisfaire la demande. Les loyers poursuivent leur ralentissement, avec une progression de 2 % en 2008 après + 2,8 % en 2007 et + 3,1 % en 2006 (Enquête loyers et charges de l'INSEE). Le freinage des prix est plus prononcé dans le secteur libre (+ 1,6 % après + 3,0 %) que dans le secteur locatif social (+ 2,5 % après + 2,6 %).

Les activités de *location immobilière hors logements* (terrains, bureaux, espaces commerciaux, halls d'exposition, salles de conférence, de réception ou de réunion, fonds de commerce (gérances libres), etc.) sont victimes de la récession économique. Leur production baisse en volume de 1 %. Les loyers progressent résolument ; ceux des commerces augmentent d'environ 3,6 %, ceux des bureaux sont encore souvent indexés sur le coût de la construction (+ 7,7 %), mais les locataires ont plus que jamais la nécessité de réduire leurs coûts, et face à un marché crispé, ont la possibilité de négocier les prix.

La production

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70	3,1	3,5	3,2	2,1	0,4
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	2,0	8,7	7,9	3,3	-7,6
M01.A	Promotion immobilière de logements	70.1A	1,8	4,8	12,7	2,7	-7,1
M01.B	Promotion immobilière hors logements	70.1B, 70.1C, 70.1D	11,1	17,2	10,5	0,5	-14,5
M01.C	Marchands de biens immobiliers	70.1F	13,0	18,7	5,0	4,9	-15,5
M01.D	Agences immobilières	70.3A	-3,6	4,1	12,1	0,3	-4,0
M01.E	Administration d'immeubles	70.3C, 70.3D, 70.3E	-4,0	3,5	-0,5	9,5	0,1
M02	Location immobilière	70.2	3,3	2,9	2,6	2,0	1,6
M02.A	Location de logements	70.2A	2,6	2,8	2,0	2,0	2,2
M02.B	Location immobilière hors logement	70.2B, 70.2C	6,1	3,3	4,7	1,7	-1,0

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70	228 062	243 314	261 024	278 775	294 519	303 238
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	25 343	27 338	30 897	35 127	37 608	36 361
M01.A	Promotion immobilière de logements	70.1A	4 128	4 406	4 727	5 859	6 391	6 340
M01.B	Promotion immobilière hors logements	70.1B, 70.1C, 70.1D	5 976	6 960	8 360	9 879	10 331	9 428
M01.C	Marchands de biens immobiliers	70.1F	2 090	2 475	3 008	3 376	3 686	3 325
M01.D	Agences immobilières	70.3A	5 877	6 210	7 053	8 130	8 377	8 240
M01.E	Administration d'immeubles	70.3C, 70.3D, 70.3E	7 272	7 287	7 749	7 883	8 823	9 028
M02	Location immobilière	70.2	202 719	215 976	230 127	243 648	256 911	266 877
M02.A	Location de logements	70.2A	162 717	171 450	183 134	193 008	203 616	212 516
M02.B	Location immobilière hors logement	70.2B, 70.2C	40 002	44 526	46 988	50 639	53 295	54 361

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70	3,4	3,6	3,5	3,4	2,6
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	5,7	4,0	5,4	3,7	4,6
M01.A	Promotion immobilière de logements	70.1A	4,8	2,4	10,0	6,2	6,8
M01.B	Promotion immobilière hors logements	70.1B, 70.1C, 70.1D	4,8	2,5	7,0	4,1	6,8
M01.C	Marchands de biens immobiliers	70.1F	4,8	2,4	6,9	4,1	6,8
M01.D	Agences immobilières	70.3A	9,6	9,1	2,9	2,7	2,5
M01.E	Administration d'immeubles	70.3C, 70.3D, 70.3E	4,4	2,7	2,3	2,2	2,2
M02	Location immobilière	70.2	3,2	3,6	3,2	3,4	2,3
M02.A	Location de logements	70.2A	2,7	3,9	3,3	3,4	2,1
M02.B	Location immobilière hors logement	70.2B, 70.2C	4,9	2,1	3,0	3,5	3,1

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure et l'investissement

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,1	3,7	5,1	1,9	-1,2
	Demande de consommation finale des ménages		2,7	2,8	1,9	2,0	2,2
	Demande pour investissement		2,8	11,1	9,4	3,9	-10,9
	<i>dont : entreprises</i>		8,0	17,0	10,9	1,7	-14,6
	<i>ménages</i>		-1,7	6,6	8,3	6,0	-7,9
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	5,3	5,9	2,5	-1,9
	Demande de consommation finale des ménages		2,4	4,1	0,5	-0,1	-0,9
	Demande pour investissement		2,8	11,1	9,4	3,9	-10,9
	<i>dont : entreprises</i>		8,0	17,0	10,9	1,7	-14,6
	<i>ménages</i>		-1,7	6,6	8,3	6,0	-7,9
M01.A	<i>Promotion immobilière de logements</i>	<i>70.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		31,1	4,9	31,5	-2,1	-7,1
	Demande pour investissement		-3,3	4,8	8,3	4,1	-7,1
	<i>dont : ménages</i>		-3,3	4,8	8,3	4,1	-7,1
M01.B	<i>Promotion immobilière hors logements</i>	<i>70.1B, 70.1C, 70.1D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		55,3	18,0	-2,6	-3,7	-14,6
	Demande pour investissement		7,6	17,1	11,9	1,0	-14,5
	<i>dont : entreprises</i>		7,6	17,1	11,9	1,0	-14,5
M01.C	<i>Marchands de biens immobiliers</i>	<i>70.1F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13,3	19,0	5,0	-8,2	-3,3
	Demande pour investissement		13,0	18,6	5,0	5,5	-16,0
	<i>dont : entreprises</i>		13,0	18,6	5,0	6,3	-16,7
	<i>ménages</i>		13,0	18,7	4,9	4,9	-15,5
M01.D	<i>Agences immobilières</i>	<i>70.3A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,5	4,2	21,4	-15,5	-1,2
	Demande de consommation finale des ménages		2,9	12,6	4,2	0,2	-1,3
	Demande pour investissement		-3,8	3,2	9,0	7,5	-5,3
	<i>dont : entreprises</i>		-5,1	3,7	9,1	1,0	-4,6
	<i>ménages</i>		-4,8	3,9	9,5	8,2	-5,7
M01.E	<i>Administration d'immeubles</i>	<i>70.3C, 70.3D, 70.3E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,5	4,1	-0,4	10,2	0,2
	Demande de consommation finale des ménages		3,3	-3,8	-2,8	-0,4	-0,5
M02	Location immobilière	70.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,1	3,4	4,9	1,7	-1,0
	Demande de consommation finale des ménages		2,7	2,8	1,9	2,0	2,2
M02.A	<i>Location de logements</i>	<i>70.2A</i>					
	Demande de consommation finale des ménages		2,6	2,8	1,9	2,0	2,2
M02.B	<i>Location immobilière hors logement</i>	<i>70.2B, 70.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,1	3,4	4,5	1,7	-1,0
	Demande de consommation finale des ménages		15,4	-0,3	-3,3	0,5	-1,6

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		50 464	55 598	59 263	63 978	67 103	68 299
	Demande de consommation finale des ménages		166 146	175 267	187 150	197 079	207 608	216 563
	Demande pour investissement		14 977	16 323	18 889	22 011	23 816	22 418
	<i>dont : entreprises</i>		6 579	7 452	8 945	10 597	11 213	10 215
	<i>ménages</i>		8 177	8 596	9 664	11 122	12 301	11 892
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 548	10 134	11 058	12 113	12 756	12 889
	Demande de consommation finale des ménages		866	933	1 003	1 052	1 092	1 112
	Demande pour investissement		14 977	16 323	18 889	22 011	23 816	22 418
	<i>dont : entreprises</i>		6 579	7 452	8 945	10 597	11 213	10 215
	<i>ménages</i>		8 177	8 596	9 664	11 122	12 301	11 892
M01.A	<i>Promotion immobilière de logements</i>	<i>70.1A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		614	844	906	1 310	1 360	1 349
	Demande pour investissement		3 521	3 570	3 829	4 557	5 039	5 000
	<i>dont : ménages</i>		3 521	3 570	3 829	4 557	5 039	5 000
M01.B	<i>Promotion immobilière hors logements</i>	<i>70.1B, 70.1C, 70.1D</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		445	724	874	911	912	832
	Demande pour investissement		5 559	6 266	7 516	8 993	9 451	8 629
	<i>dont : entreprises</i>		5 559	6 266	7 516	8 993	9 451	8 629
M01.C	<i>Marchands de biens immobiliers</i>	<i>70.1F</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		98	116	141	158	151	156
	Demande pour investissement		1 993	2 360	2 868	3 219	3 536	3 170
	<i>dont : entreprises</i>		864	1 023	1 243	1 395	1 545	1 374
	<i>ménages</i>		1 129	1 337	1 625	1 824	1 991	1 796
M01.D	<i>Agences immobilières</i>	<i>70.3A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 603	1 678	1 913	2 387	2 069	2 100
	Demande de consommation finale des ménages		377	413	472	509	527	530
	Demande pour investissement		3 904	4 127	4 676	5 242	5 790	5 619
	<i>dont : entreprises</i>		156	163	186	209	217	212
	<i>ménages</i>		3 527	3 689	4 210	4 741	5 271	5 096
M01.E	<i>Administration d'immeubles</i>	<i>70.3C, 70.3D, 70.3E</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 788	6 766	7 224	7 347	8 265	8 452
	Demande de consommation finale des ménages		489	526	531	543	565	582
M02	Location immobilière	70.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		40 916	45 464	48 205	51 865	54 347	55 410
	Demande de consommation finale des ménages		165 280	174 334	186 147	196 027	206 516	215 451
M02.A	<i>Location de logements</i>	<i>70.2A</i>						
	Demande de consommation finale des ménages		164 715	173 677	185 478	195 363	205 832	214 754
M02.B	<i>Location immobilière hors logement</i>	<i>70.2B, 70.2C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		40 916	45 464	48 200	51 864	54 347	55 410
	Demande de consommation finale des ménages		565	657	669	664	684	697

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	2,8	2,7	3,0	3,0
	Demande de consommation finale des ménages		2,7	3,8	3,4	3,3	2,1
	Demande pour investissement		6,0	4,2	6,5	4,2	5,7
	<i>dont : entreprises</i>		4,9	2,6	6,8	4,1	6,7
	<i>ménages</i>		6,9	5,5	6,3	4,3	4,9
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,3	3,7	3,4	2,7	3,0
	Demande de consommation finale des ménages		5,2	3,3	4,4	3,9	2,8
	Demande pour investissement		6,0	4,2	6,5	4,2	5,7
	<i>dont : entreprises</i>		4,9	2,6	6,8	4,1	6,7
	<i>ménages</i>		6,9	5,5	6,3	4,3	4,9
M01.A	<i>Promotion immobilière de logements</i>	<i>70.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	2,4	10,0	6,1	6,8
	Demande pour investissement		4,8	2,4	9,9	6,2	6,8
	<i>dont : ménages</i>		4,8	2,4	9,9	6,2	6,8
M01.B	<i>Promotion immobilière hors logements</i>	<i>70.1B, 70.1C, 70.1D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	2,3	7,1	4,0	6,8
	Demande pour investissement		4,8	2,5	6,9	4,1	6,8
	<i>dont : entreprises</i>		4,8	2,5	6,9	4,1	6,8
M01.C	<i>Marchands de biens immobiliers</i>	<i>70.1F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,5	2,2	6,8	4,1	6,8
	Demande pour investissement		4,8	2,4	6,9	4,1	6,8
	<i>dont : entreprises</i>		4,8	2,5	6,9	4,2	6,8
	<i>ménages</i>		4,8	2,4	7,0	4,0	6,8
M01.D	<i>Agences immobilières</i>	<i>70.3A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9,6	9,4	2,8	2,6	2,7
	Demande de consommation finale des ménages		6,4	1,5	3,5	3,3	1,9
	Demande pour investissement		9,9	9,8	2,8	2,7	2,5
	<i>dont : entreprises</i>		10,1	10,1	3,0	2,8	2,4
	<i>ménages</i>		9,9	9,8	2,8	2,7	2,5
M01.E	<i>Administration d'immeubles</i>	<i>70.3C, 70.3D, 70.3E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,4	2,6	2,1	2,1	2,1
	Demande de consommation finale des ménages		4,2	4,9	5,2	4,4	3,6
M02	Location immobilière	70.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,7	2,6	2,6	3,0	3,0
	Demande de consommation finale des ménages		2,7	3,8	3,4	3,2	2,1
M02.A	<i>Location de logements</i>	<i>70.2A</i>					
	Demande de consommation finale des ménages		2,7	3,9	3,4	3,3	2,1
M02.B	<i>Location immobilière hors logement</i>	<i>70.2B, 70.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,7	2,6	2,6	3,0	3,0
	Demande de consommation finale des ménages		0,8	2,1	2,6	2,5	3,6

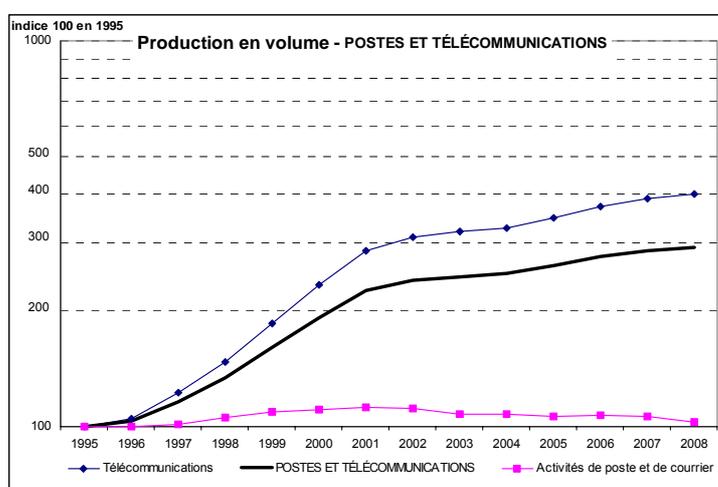
Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

Une activité en pleine mutation

Malgré les nombreuses innovations technologiques et la volonté de s'adapter aux attentes des clients, l'activité de l'ensemble de la branche postes et télécommunications ralentit : elle augmente en volume de 1,7 % en 2008 après + 3,7 % en 2007 et + 5,4 % en 2006. Avec une progression de 2,9 % en volume, les télécommunications contribuent sensiblement à la croissance de l'ensemble des services marchands (+ 1 %). L'attrait croissant pour les mobiles, en tant que diffuseurs de contenus et de services, l'arrivée des ultra-portables ouvrant la porte de la mobilité aux petits budgets désireux de naviguer sur la toile, sont en 2008 autant d'opportunités pour les opérateurs de téléphonie et fournisseurs d'accès à Internet.

Les prix augmentent légèrement dans l'ensemble des services de télécommunications, + 0,6 %, tandis que ceux des activités de postes et de courrier progressent de + 2,3 %.



Source : comptes des services

Le ralentissement de la production en volume des **services de télécommunications** amorcé en 2007 perdure : + 2,9 % après + 4,7 % en 2007 et + 6,7 % en 2006. La baisse des prix observée en 2006 (- 5,9 %) et 2007 (- 0,9 %) laisse place en 2008 à une légère hausse (+ 0,6 %) semblable à celle de 2005. Dans ce contexte, les recettes de l'ensemble des services de télécommunications affichent une croissance en valeur voisine de celle de 2007 : + 3,5 % en 2008 après + 3,7 %.

En 2008, la téléphonie mobile (téléphonie et transport de données) génère 42 % des revenus des opérateurs sur le marché final (41 % en 2007, source Arcep⁴). La croissance des revenus de ce segment atteint + 5,6 % en 2008 (+ 4,7 % en 2007). Cette évolution est tirée par l'augmentation de la croissance des revenus liés aux usages « non voix » (+ 27 % contre + 13 % en 2007),

⁴ Arcep : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

c'est-à-dire à l'envoi de messages interpersonnels et à l'accès à l'internet mobile et aux services multimédias. Néanmoins, avec un poids de 83,4 % en léger repli (86,2 % en 2007), la voix demeure la principale source de revenus de la téléphonie mobile.

Ce segment représente un parc de 58 millions de clients (lignes) en décembre 2008, soit une croissance annuelle de 4,9 %, toutefois plus faible que celles de la période 2003-2007 (+ 7,5 % de croissance annuelle moyenne).

Ce rythme de croissance est entretenu notamment par le développement des MVNO⁵. Avec une croissance de 11 %, certes moins prononcée qu'en

⁵ MVNO : Mobile Virtual Network Operators. Ce sont des opérateurs qui ne possèdent pas d'infrastructure de réseau mobile et qui louent des capacités à un opérateur mobile existant afin de commercialiser leurs services sous leur propre marque : télé2, Virgin mobile, NRJ, par exemple.

2007 (+ 87 %), ce type d'opérateur comptait 2,9 millions de clients à la fin de l'année 2008 (2,6 millions en fin d'année 2007), soit 5,2 % de la clientèle « mobiles » en métropole (4,9 % en décembre 2007).

Le volume de communications, mesuré en minutes au départ de mobiles, augmente de 2,3 % en 2008 (après + 5,8 % en 2007). Ce ralentissement est imputable à la décélération sensible du trafic "on-net" (communications émises vers le même opérateur mobile). En effet, la croissance de ce segment est divisée par 5 en un an, passant d'une évolution de + 4,8 % en 2007 à + 0,9 % en 2008. Il reste toutefois majoritaire avec 52,3 % du volume total des communications mobiles (53 % en 2007). Le trafic vers un poste fixe continue à perdre du terrain avec une baisse de 1,3 % (- 1,9 % en 2007). Enfin, le volume de communications à destination d'un opérateur mobile tiers progresse de 7,3 % en 2008 affichant un ralentissement (+ 14,1 % en 2007 et + 17,1 % en 2006).

La croissance du volume de messages interpersonnels émis est multipliée par près de trois passant de + 27 % en 2007 à + 78,3 % en 2008. Chaque client émet en moyenne 50,6 SMS par mois en 2008 (67 au cours du 4^{ème} trimestre) soit près de 20 de plus qu'en 2007 (35 SMS au cours du 4^{ème} trimestre 2007).

Ces évolutions sont liées au développement d'offres d'« abondance » (appels illimités à certaines heures ou vers certains numéros, SMS illimités, ...) qui permettent aux consommateurs de communiquer plus longtemps tout en maîtrisant leur facture. Le portage des numéros mobile continue sa percée avec une progression de 54,9 %⁶ (+ 104,3 % en 2007). Cette tendance est facilitée par la mise en application, depuis le 21 mai 2007, d'une procédure simplifiée de portabilité des numéros mobile (délai de portage ramené de deux mois à moins de dix jours).

Parmi les tendances qui ont marqué l'année 2008 sur le segment de la téléphonie mobile, on retiendra deux usages en vogue, en fort développement : toujours selon l'Arcep, le nombre d'utilisateurs des services multimédia mobile (accès à des services de type « Internet mobiles », envoi de MMS, ...) s'élève à 18,7 millions en fin d'année 2008 soit + 9 % en un an ; par ailleurs, le nombre d'utilisateurs des services disponibles sur les réseaux mobiles de troisième génération (3G) progresse de 94,4 %, ce qui correspond à 5,6 millions de clients supplémentaires en un an.

Les revenus de la téléphonie fixe diminuent de 3,7 % en 2008. Tendanciellement à la baisse, la part du fixe dans l'ensemble des communications

⁶ la portabilité est le fait de garder le même numéro de téléphone lors d'un changement d'opérateur.

électroniques est passée de 26 % en 2007 à 24 % en 2008 sur le marché final (source Arcep).

Parmi ces revenus, ceux des accès et des abonnements décroissent de 0,7 %, moins rapidement que l'ensemble des revenus de la téléphonie fixe. De ce fait, leur poids se renforce (57 % en 2008 après 55 % en 2007) devant les revenus de communications. La plus forte résistance des revenus des accès et des abonnements tient à la forte progression des revenus des abonnements à la Voix sur IP (+ 17,7 %) consécutive à la forte hausse du nombre d'abonnements (+ 31,6 %). Celle-ci compense très largement la baisse du nombre des abonnements sur des accès à bas débit (- 7,9 %). Avec 14,3 millions d'abonnés téléphonant par ADSL à la fin 2008 (10,9 millions en 2007), la part de la Voix sur IP dans la téléphonie fixe a été multipliée par près de quatre en trois ans, passant de 9,3 % à 35,1 % entre 2005 et 2008.

En revanche, comme en 2007, les revenus de communications contribuent fortement à la tendance de l'ensemble des revenus de la téléphonie fixe en affichant une baisse de 6,7 % en 2008 (- 10,9 % en 2007). Ce repli s'explique par la substitution de plus en plus importante du volume de minutes émises sur le réseau téléphonique commuté (- 14,9 % sur un an) par de la téléphonie sur des accès IP. Ces communications IP sont la plupart du temps incluses dans la facturation du forfait Internet haut débit.

Grâce au développement rapide des services de téléphonie sur IP, le volume de communications au départ de lignes fixes repart à la hausse (+ 2,4 %) après deux années de quasi-stabilité (+ 0,3 % en 2007 après - 0,4 % en 2006). En effet, avec un poids de 44 %, le trafic IP a absorbé 12 % du trafic total au départ des lignes fixes en 2008. Cet essor s'explique en partie par la multiplication des offres de téléphonie illimitée, notamment vers l'international : désormais, la plupart des fournisseurs d'accès à Internet proposent à leurs clients de téléphoner vers plus de quarante pays en ne déboursant que le prix de leur abonnement mensuel.

Le nombre de lignes en dégroupage total a augmenté de 36 % en un an pour atteindre 4,9 millions de lignes en décembre 2008 soit 80 % des lignes dégroupées. Cette croissance a débuté au milieu de l'année 2005, avec l'extension des zones ouvertes au dégroupage, et s'est faite au détriment du dégroupage partiel.

La croissance à deux chiffres des revenus issus du segment « Internet » est en perte de vitesse : elle passe de + 23,6 % en 2007 à + 16,9 % en 2008. Toutefois, sa part dans les services de communications électroniques passe à 13,3 % en 2008 contre 11,7 % un an auparavant du fait de la décroissance des revenus de la téléphonie fixe (source Arcep). La diffusion des accès à haut débit

se poursuit au détriment de celle des accès à bas débit : les revenus du premier représentent 89 % des revenus Internet (+ 2 points par rapport à 2007) tandis que la part des accès bas débit n'est plus que de 2,2 % en 2008 (4,3 % en 2007).

En termes de volume, le constat est assez proche : toujours selon l'Arcep, alors que le nombre d'abonnements à Internet a progressé de 8,2 % en un an, celui des abonnements à Internet bas débit a diminué de 35 % au profit des abonnements à Internet haut débit, + 12,3 % et en particulier des accès ADSL (+ 12,2 %).

La progression du nombre d'abonnements à Internet haut débit en 2008 résulte de l'attractivité des offres multi-services proposées par les fournisseurs d'accès utilisant la technologie DSL, et notamment du triple play (télévision, téléphonie fixe, Internet). Les accès ADSL représentent 95 % des abonnements à internet haut débit à la fin 2008, soit 16,8 millions d'abonnés.

Parmi les technologies qui ont marqué le segment de l'Internet en 2008, les netbooks ont sans conteste dominé le palmarès. Insignifiants en 2007, ces mini-ordinateurs portables dotés d'un écran de 10 pouces et offrant une autonomie de plusieurs heures, ont séduit les utilisateurs en situation de nomadisme désireux d'accéder aux courriels ou de naviguer sur internet. Les trois grands opérateurs français de téléphonie mobile ont vite saisi l'intérêt à promouvoir ces « ultra portables » pour doper leurs offres d'accès à internet mobile. Tous subventionnent leur coût d'acquisition (entre 300 et 400€) en les associant à des forfaits « illimités » d'accès à leur réseau 3G.

Parmi les autres composantes du marché des télécommunications, les services à valeur ajoutée⁷, qui comprennent notamment les numéros surtaxés, ont généré un chiffre d'affaires de 2,4 milliards d'euros en 2008. Avec 1,9 milliard, les services « voix et télématiques » baissent de 11,8 %. Les services « données » (achats de contenu, jeux télévisés, etc.) progressent de 16,1 % avec 600 millions d'euros de recettes.

L'année 2008 voit l'aboutissement des consolidations de fournisseurs d'accès à Internet, commencées en 2007. Deux opérations majeures ont marqué l'actualité : l'absorption de Neuf Cegetel par SFR et celle d'Alice par Free, filiale d'Iliad. Grâce à cette acquisition, Iliad a repris la

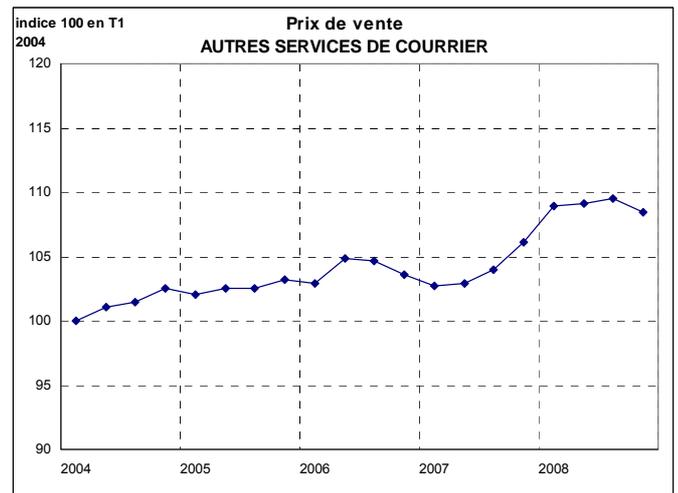
⁷ Ils correspondent à l'ensemble des sommes facturées par les opérateurs aux clients, y compris les sommes reversées par les opérateurs aux sociétés fournisseurs de services. Les services à valeur ajoutée de type "donnée" incluent par exemple : services kiosque "Gallery", services d'alerte, de "chat", services de type météo, jeux télévisés, astrologie, téléchargement de sonneries, etc.

seconde place du marché de l'ADSL, derrière Orange, et devant SFR.

Le marché, alors concentré dans les mains de trois acteurs a pourtant vu l'arrivée d'un petit nouveau en septembre 2008 : le troisième opérateur de la téléphonie mobile, Bouygues Telecom a lancé son offre ADSL principalement à destination de ses abonnés. Quant à Darty, arrivé en 2006 sur le secteur, il résiste et s'est associé en novembre dernier à Numéricable (fusionné depuis avec Completel) pour déployer une offre à très haut-débit.

Le décrochage des **activités de postes et de courrier** s'amplifie en 2008 avec une évolution en volume de - 3,2 % (contre - 0,3 % en 2007). Dans un contexte de hausse des prix constante, de l'ordre de 2,3 %, la branche fléchit de 0,9 % en valeur.

Le repli sensible en volume est imputable notamment à la diminution des quantités de courrier traitées consécutive à la rationalisation des envois par les entreprises et au développement du courrier électronique. Néanmoins, le déploiement de l'offre commerciale enrichie dans un contexte d'amélioration de la qualité de service a ralenti la baisse des volumes. Le segment colis a, quant à lui, connu une hausse du trafic tirée par le commerce électronique.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises. Insee

La production

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64	1,8	5	5,4	3,7	1,7
N11	Activités de poste et de courrier	64.1	0,2	-1,2	0,2	-0,3	-3,2
N11.A	<i>Postes nationales</i>	64.1A	0,1	-1,5	0,3	-0,6	-3,1
N11.B	<i>Autres activités de courrier</i>	64.1C	3,2	5,9	-2,3	7,0	-4,2
N12	Télécommunications	64.2	2,2	6,5	6,7	4,7	2,9
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>	64.2C	2,2	7,2	6,9	4,8	2,9
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>	64.2D	3,2	-7,9	0,6	1,3	2,9

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64	59 614	61 190	64 938	65 445	67 658	69 447
N11	Activités de poste et de courrier	64.1	11 725	12 131	12 463	12 768	13 034	12 916
N11.A	<i>Postes nationales</i>	64.1A	11 219	11 609	11 903	12 213	12 441	12 315
N11.B	<i>Autres activités de courrier</i>	64.1C	506	522	560	555	593	602
N12	Télécommunications	64.2	47 889	49 059	52 475	52 677	54 624	56 531
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>	64.2C	45 782	46 881	50 389	50 514	52 383	54 164
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>	64.2D	2 107	2 177	2 086	2 163	2 241	2 367

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64	0,8	1,1	-4,4	-0,3	0,9
N11	Activités de poste et de courrier	64.1	3,3	3,9	2,3	2,4	2,3
N11.A	<i>Postes nationales</i>	64.1A	3,4	4,1	2,3	2,5	2,2
N11.B	<i>Autres activités de courrier</i>	64.1C	0,0	1,3	1,4	-0,1	5,8
N12	Télécommunications	64.2	0,2	0,5	-5,9	-0,9	0,6
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>	64.2C	0,2	0,3	-6,2	-1,1	0,5
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>	64.2D	0,1	4,1	3,2	2,3	2,6

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							Taux de croissance de la demande intérieure en VOLUME		en %
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *		
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,9	4,9	3,7	3,6	2,1		
	Demande de consommation finale		5,0	5,0	7,8	5,6	2,5		
N11	Activités de poste et de courrier	64.1							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,6	-0,1	0,0	0,1	-2,8		
	Demande de consommation finale		-0,2	-3,0	-0,6	-0,7	-2,4		
N11.A	<i>Postes nationales</i>	<i>64.1A</i>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	0,1	-0,4	-0,3	-2,7		
	Demande de consommation finale		-0,2	-5,8	2,3	-0,7	-2,4		
N11.B	<i>Autres activités de courrier</i>	<i>64.1C</i>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,2	7,1	-3,6	7,0	-4,2		
N12	Télécommunications	64.2							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,1	6,6	4,8	4,8	3,7		
	Demande de consommation finale		5,5	5,7	8,6	6,1	3,0		
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>	<i>64.2C</i>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,0	7,6	5,1	5,1	3,6		
	Demande de consommation finale		5,5	5,7	8,6	6,1	3,0		
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>	<i>64.2D</i>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,8	-11,1	-1,2	-1,1	5,1		

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							Niveau de la demande intérieure en VALEUR		en millions d'€
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39 672	39 688	42 192	42 010	43 468	44 835	
	Demande de consommation finale		19 080	20 124	21 260	21 646	22 668	23 384	
N11	Activités de poste et de courrier	64.1							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 636	9 899	10 280	10 516	10 775	10 726	
	Demande de consommation finale		1 701	1 755	1 778	1 808	1 840	1 834	
N11.A	<i>Postes nationales</i>	<i>64.1A</i>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 130	9 377	9 770	9 961	10 182	10 125	
	Demande de consommation finale		1 701	1 755	1 728	1 808	1 840	1 834	
N11.B	<i>Autres activités de courrier</i>	<i>64.1C</i>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		506	522	568	555	593	602	
N12	Télécommunications	64.2							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		30 036	29 789	31 912	31 494	32 693	34 109	
	Demande de consommation finale		17 379	18 369	19 482	19 838	20 828	21 550	
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>	<i>64.2C</i>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		28 364	28 132	30 368	29 916	31 096	32 386	
	Demande de consommation finale		17 379	18 369	19 482	19 838	20 828	21 550	
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>	<i>64.2D</i>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 672	1 656	1 544	1 578	1 597	1 723	

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

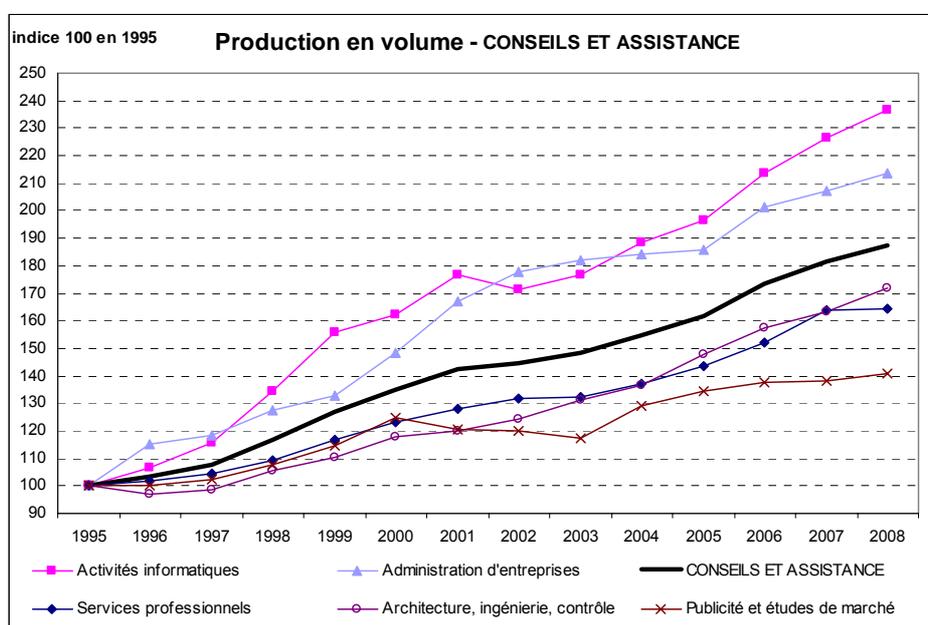
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure	
							en %	
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,3	-3,9	-0,1	1,0	
	Demande de consommation finale		0,5	0,6	-5,6	-0,8	0,6	
N11	Activités de poste et de courrier	64.1						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,3	3,9	2,3	2,4	2,4	
	Demande de consommation finale		3,4	4,4	2,3	2,5	2,2	
N11.A	Postes nationales	64.1A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,5	4,1	2,3	2,6	2,2	
	Demande de consommation finale		3,4	4,5	2,3	2,5	2,2	
N11.B	Autres activités de courrier	64.1C						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	1,6	1,4	-0,1	5,8	
N12	Télécommunications	64.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	0,5	-5,9	-0,9	0,6	
	Demande de consommation finale		0,2	0,3	-6,2	-1,1	0,5	
N12.C	Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)	64.2C						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	0,3	-6,3	-1,1	0,5	
	Demande de consommation finale		0,2	0,3	-6,2	-1,1	0,5	
N12.D	Transmission d'émissions de radio et de télévision	64.2D						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,9	4,8	3,5	2,3	2,6	

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

L'ingénierie se distingue par son dynamisme accru

Les activités de conseils et assistance progressent de 3,1 % en 2008, soit 1,8 point de moins qu'en 2007. Leur contribution à la croissance des services marchands, de 0,8 point, reste forte. Les activités d'architecture, ingénierie et contrôles techniques connaissent la plus forte progression, de 5,1 %, devant les activités informatiques, + 4,5 %. L'ingénierie et la réalisation de logiciel sont particulièrement dynamiques. La croissance de l'ingénierie, +6,5 %, s'appuie sur la celle de ses exportations. Après plusieurs années très dynamiques, la croissance des services professionnels s'arrête brutalement (+ 0,2 %) : les activités juridiques subissent le recul des marchés immobiliers, le conseil est particulièrement sensible à la crise économique.



Source : comptes des services, Insee

La production des **services informatiques** croît en 2008 au rythme soutenu de 4,5 % en volume. Cependant les activités informatiques subissent elles aussi les effets de la crise économique et connaissent un ralentissement : en 2007 leur progression était de 5,9 % après 8,7 % en 2006. La croissance des volumes s'accompagne d'une quasi-stabilité des prix depuis 2005 (+ 0,3 % par an en moyenne sur les 4 dernières années).

Selon le syndicat professionnel Syntec Informatique, les principaux moteurs de la croissance des activités informatiques en 2008 sont l'édition de logiciels et les services d'infogérance. La première a bénéficié de l'essor des logiciels embarqués ; les services d'infogérance quant à eux sont très sollicités en période de ralentissement économique, à l'image

de la société Ares qui s'est séparée durant l'été 2008 de toutes ses activités déficitaires liées à la vente d'infrastructures informatiques pour se recentrer sur les services informatiques à forte valeur ajoutée tels que l'infogérance.

En 2008, le dynamisme du marché informatique français est de nouveau soutenu par les investissements en logiciels (+ 5,8 %) et les consommations des entreprises et des administrations publiques (+ 3,9 %). Néanmoins la demande des entreprises ralentit par rapport à 2007, cédant 1,9 point de croissance pour les investissements et 1,6 pour les consommations intermédiaires.

Selon le Syntec Informatique, le secteur a bénéficié de quatre vecteurs de croissance. Tout d'abord

l'adaptation nécessaire des entreprises à leur environnement économique : le secteur financier a dû faire face aux contraintes réglementaires (fraude, blanchiment d'argent, normes Bâle II⁸...), le secteur de l'énergie aux dérégulations, l'agroalimentaire aux exigences de la traçabilité. Ensuite, l'innovation dans les usages, amenée par les entreprises : par exemple, le billet électronique, qui a permis aux compagnies aériennes de baisser leurs coûts de production des titres de transport ; ou encore le suivi des patients à distance, à l'image de la collaboration récente entre Sorin Group et Orange Business Services pour les malades cardiaques. Troisième vecteur, la rationalisation : fusions et acquisitions, comme la fusion Anpe-Unedic ou le rapprochement des banques régionales. Enfin, l'externalisation des services ou des applications pour réduire les coûts ou encore raccourcir les délais de diffusion des produits sur le marché.

Tous les secteurs clients ont accru leurs investissements informatiques en 2008, selon le Syntec. Cependant, la hiérarchie des évolutions a été quelque peu affectée par le ralentissement économique : en 2007 l'industrie et le secteur financier affichaient les progressions d'investissements informatiques les plus élevées ; en 2008, les marchés les plus porteurs sont les services aux collectivités, l'énergie et les administrations publiques, à l'image du groupe de services informatiques Steria qui réalise 38 % de son chiffre d'affaires auprès des administrations publiques, son premier « client ». Parmi les projets générateurs d'investissements informatiques, « Chorus », outil de gestion financière et comptable de l'Etat.

L'année 2008 n'a pas été aussi active que 2007 en termes de mouvements de capitaux. Selon le cabinet de conseil AP Management, le marché des fusions-acquisitions dans le secteur des technologies de l'information en France tombe à 1,36 milliard d'euros en 2008, accusant une baisse de 50 % par rapport à l'exercice précédent. Mais l'année 2007, marquée par le rachat de Business Objects, était un millésime exceptionnel. Le nombre d'opérations a diminué de 25 %, essentiellement du fait des sociétés de services : 16 % de hausse des fusions-acquisitions chez les éditeurs de logiciels et une chute de 43 % dans les services informatiques. La pression sur les prix et les incertitudes économiques incitent les sociétés informatiques à recourir de plus en plus à l'« offshoring »⁹, à l'image de la SSII Capgemini

⁸ Les normes **Bâle II** (le Nouvel Accord de Bâle) constituent un dispositif prudentiel destiné à mieux appréhender les risques bancaires et principalement le risque de crédit avec en particulier la prise en compte de la qualité de l'emprunteur

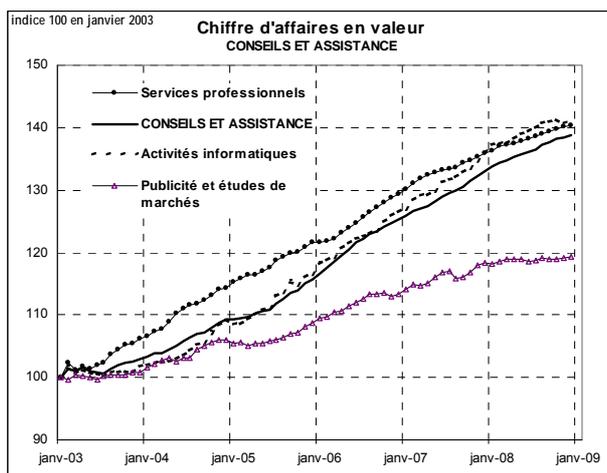
⁹ Pratique consistant à sous-traiter tout ou partie des contrats dans des pays dits « à bas coûts ».

qui compte 20 555 salariés travaillant en Inde soit presque autant que dans l'héxagone (21 392). L'année 2008 est également marquée par le Cloud Computing ou l'« informatique via internet », concept faisant référence à l'utilisation de la mémoire et des capacités de calcul des ordinateurs et des serveurs répartis dans le monde entier, et liés par un réseau, tel Internet. Les utilisateurs ne sont plus propriétaires de leurs serveurs informatiques, mais peuvent ainsi accéder à de nombreux services en ligne sans avoir à gérer l'infrastructure sous-jacente, souvent complexe. Néanmoins, un rapport de l'Idate met en avant un enthousiasme des professionnels moins prononcé que chez les particuliers pour s'approprier ce type de services : ceux-ci seraient plus réticents à confier à un tiers leurs informations confidentielles et limiteraient l'utilisation de cette technologie aux données non stratégiques.

La virtualisation des postes de travail, des serveurs, du stockage ou encore des applications a connu un véritable démarrage en 2008 alors que la préoccupation majeure des départements informatiques est d'optimiser la gestion des infrastructures et de réduire les coûts. Ce développement s'est concrétisé en 2008 par le lancement d'Ulteo, offre hexagonale de poste de travail virtualisé.

Toujours dans une optique de réduction des coûts, l'étude du cabinet Markess International révèle que les entreprises privilégient de plus en plus la location d'applications logicielles accessibles en ligne au détriment des achats de licences. Le secteur public arrive en tête des adeptes de cette pratique, suivi du secteur de la distribution, de l'informatique, des télécommunications ou encore de l'industrie.

Profitant du lancement raté de Vista, le système d'exploitation Linux a pu mettre en avant ses atouts sur le poste de travail. L'Open Source pénètre lentement mais sûrement à l'intérieur du système d'information des entreprises. L'enquête de l'Insee sur les technologies de l'information et de la communication et du commerce électronique révèle une diffusion de l'Open Source croissant avec la taille des entreprises françaises : la moitié des entreprises de 2000 salariés et plus disposent d'un système d'exploitation libre alors qu'elles ne sont que 10% parmi les entreprises de 10 à 20 salariés. Globalement, 14% des entreprises françaises de 10 salariés et plus étaient équipées de ce type de système en janvier 2008 contre 12% un an auparavant.



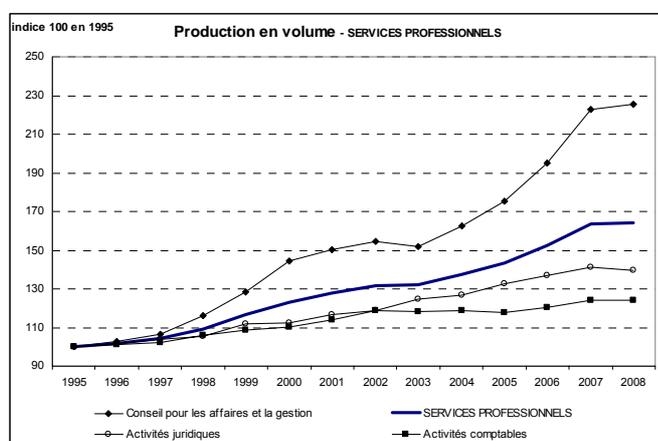
indice de valeur CVS-CJO
 indice 100 en janvier 2003 (moyenne mobile d'ordre 3)
 Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

En 2008, la production des **services professionnels** est atone, avec une croissance de 0,2 % en volume. Succédant à 4 années d'accélération culminant à + 7,6 % en 2007, elle témoigne du ralentissement des opérations immobilières. Emportés par le dynamisme de la facturation du conseil, les prix augmentent de + 2,9 %, pour seulement + 1,9 % en 2007.

La branche conseil pour les affaires et la gestion, dont l'activité croît de 1,1 %, maintient la faible progression des services professionnels. Assurant désormais 45 % de ces services, le conseil a connu un essor considérable : de + 7,2 % en 2004 à + 14,3 % en 2007. Le tassement observé en 2008 est cependant moins net qu'en 2003, autre année de conjoncture économique défavorable, où le conseil avait baissé de 1,9 %. La croissance de la demande des entreprises marque le pas, avec + 0,5 % seulement de progression, la plus faible observée depuis 2000. Les exportations poursuivent leur baisse pour la troisième année consécutive. Le solde du commerce extérieur s'annule, car les importations se contractent aussi. La croissance de l'activité s'est accompagnée d'une augmentation des prix de + 4 %. On assiste à une concentration des entreprises qui confortent leur rôle après l'assainissement des pratiques, mais qui ont des difficultés à recruter. Cependant, 11 390 emplois de cadres ont été créés en 2008, soit 8 % de plus qu'en 2007, dans l'audit-conseil (source APEC).

Les activités juridiques subissent le reflux des transactions immobilières : leur activité baisse de 1 % en volume. Les notaires sont les seuls professionnels incontournables de l'immobilier. En effet, ils accomplissent des formalités obligatoires pour lesquelles ils perçoivent des frais de dossier (coût d'un essai cadastral, frais de géomètre, honoraires d'un huissier si cela est nécessaire). Ils perçoivent divers droits ou taxes (frais de timbres, droits d'enregistrement, taxe de publicité foncière). De plus, les notaires perçoivent un pourcentage fixe du prix des transactions. Les frais payés par les ménages dans le cadre des transactions immobilières baissent de 5,9 %. Pour les autres services juridiques, la demande des ménages se maintient, ne se réduisant que de 0,7 %. Pour les entreprises, on observe le phénomène inverse : croissance des opérations liées aux transactions immobilières de + 4,9 %, prolongeant la tendance passée, mais baisse du recours aux autres services juridiques, de - 5,4 %.

Les activités comptables augmentent très légèrement en 2008, de + 0,3 %, après deux années de croissance à + 2,4 et + 2,9 %. Portée par l'accroissement des successions d'entreprises gérées par des baby-boomers disposés à se retirer des affaires, la profession risque néanmoins de subir les effets de la crise économique. Au cours des dernières années. La profession a été soumise au défi du renouvellement de ses cadres ; les formations ont été réformées. Les nouvelles réglementations (Loi de sécurité financière de 2003 ou l'IFRS *International Financial Reporting Standards*, par exemple) ont globalement été sources de revenus pour les activités comptables. Les prix des services comptables, que sont l'audit et le commissariat aux comptes ainsi que l'expertise augmentent de 2,0 % en 2008, après + 1,6 % en 2007 et + 2,1 % en 2006.



Source : comptes des services, Insee

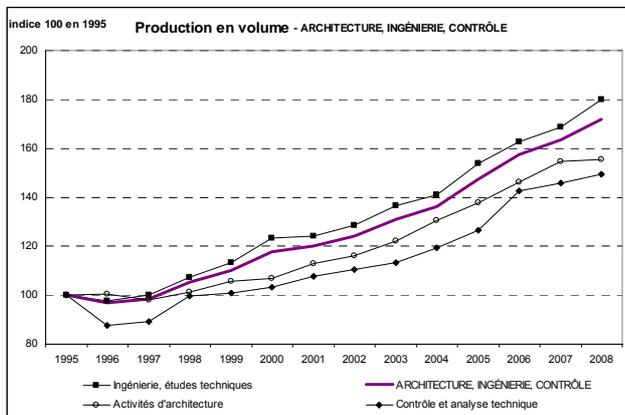
Après trois années consécutives de ralentissement, l'activité en volume de la **publicité et études de marché** se redresse, passant de + 0,6 % en 2007 à + 1,9 % en 2008.

L'activité des entreprises de gestion de supports de publicité décélère de 2005 à 2007, avec baisse de 2,2 % en 2007 ; elle termine sur une quasi-stagnation en 2008 (- 0,3 %). Cette moyenne annuelle couvre un recul de l'activité à partir du deuxième trimestre 2008. Cette tendance s'accompagne d'une nette accalmie de la hausse des prix, + 0,3 % en 2008 contre + 2,7% en 2007. Les dépenses de communication des annonceurs sont en baisse pour la télévision (- 4,5 %), la presse (- 3,4 %), ainsi que pour le marketing direct (- 1,9 %). En revanche, elles augmentent fortement pour la publicité par Internet (+ 19,9 %) (source IREP-France Pub 2008).

En 2008, l'activité de la branche agences, conseil en publicité, gagne 2,5 points de croissance atteignant + 2,9 %, après trois années consécutives de ralentissement. Alors que les prix des services des agences publicitaires (conseil et achat médias) augmentaient de 2005 à 2007, ils n'évoluent pratiquement pas en 2008 (- 0,1 %).

Après une année 2007 exceptionnelle (+ 7,7 %), les activités d'études de marché et sondages, qui progressent de 2,9 %, perdent près de cinq points de croissance en 2008. L'évolution de 2008 reste néanmoins supérieure à celles de la période 2002-2006. Ces dernières dépassaient rarement un pourcent de croissance. Cette activité se distingue des entreprises de publicité par un marché plus atomisé et par des taux de croissance généralement moins soumis aux aléas de la conjoncture. Les donneurs d'ordre hésitent à tailler dans ce budget du fait du raccourcissement du cycle de vie des produits, des modifications de plus en plus fréquentes de comportements des ménages et de l'intensification de la concurrence due à la globalisation des marchés, autant de facteurs qui stimulent la demande adressée aux instituts.

Les activités d'**architecture, ingénierie, contrôle** progressent de 5,1 % en volume en 2008. Elles sont plus dynamiques qu'en 2007 (+ 3,9 %) mais moins qu'en 2006 (+ 6,6 %) et 2005 (+ 8,3 %). Cette hausse est essentiellement due à l'activité d'ingénierie, la seule qui accélère en 2008. Les prix des services de la branche architecture, ingénierie, contrôle accélèrent : ils progressent de 2,7 % après + 1,9 %.

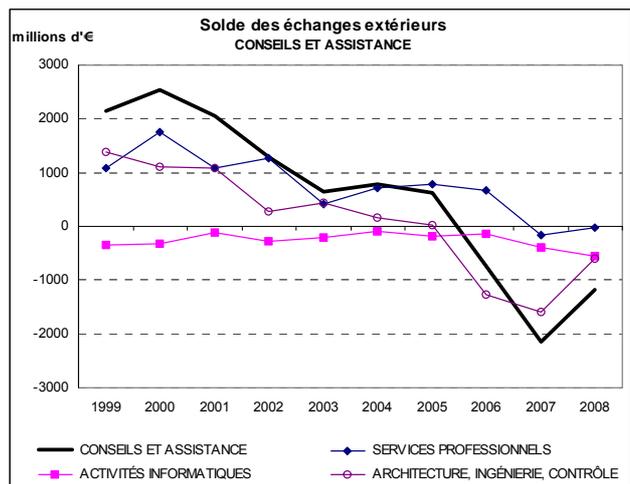


Source : comptes des services, Insee

L'année 2008 marque un coup d'arrêt de la croissance des activités d'architecture (exercées essentiellement par les architectes, les métresseurs et les géomètres). Après des taux d'évolution compris entre 5 % et 7 % pendant cinq ans, de 2003 à 2007, la production de la branche architecture est atone en 2008 (+ 0,4 %). Cette production est très liée aux activités de la construction qui ralentissent brutalement en 2008. En revanche les prix augmentent un peu plus que l'année précédente (+ 2,6 % contre + 1,9 %) mais cette progression se situe dans la tendance des années antérieures.

L'activité de l'ingénierie, études techniques augmente de 6,5 % en volume en 2008 après + 3,7 % en 2007. Cette accélération de la production s'explique par la forte croissance des exportations, de 5,5 % après deux années peu dynamiques, et par la forte baisse des importations (- 5,4 % après trois ans de hausses comprises entre 4 % et 12 %). Le déficit des échanges extérieurs se réduit (il est de 528 millions d'euros), après s'être creusé en 2006 puis 2007 (où il était de 1,6 milliard d'euros). La progression des investissements (+ 6,1 %) reste soutenue, mais moins élevée.

Les activités du contrôle et analyse technique progressent en 2008 de 2,4 %, comme en 2007 (+ 2,3 %). Ce taux est inférieur à ceux obtenus de 2004 à 2006 (entre 5,3 % et 12,6 %) ; il reste équivalent à ceux de 2002 et 2003. Les prix accélèrent en 2008 : ils progressent de 4,1 % alors



Source : comptes des services, Insee.

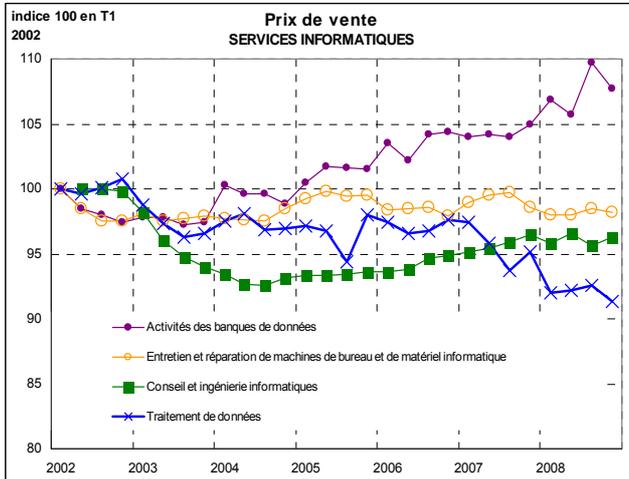
que depuis 2001 ils oscillaient entre + 1,6 % et + 2,5 %.

Les prix de vente

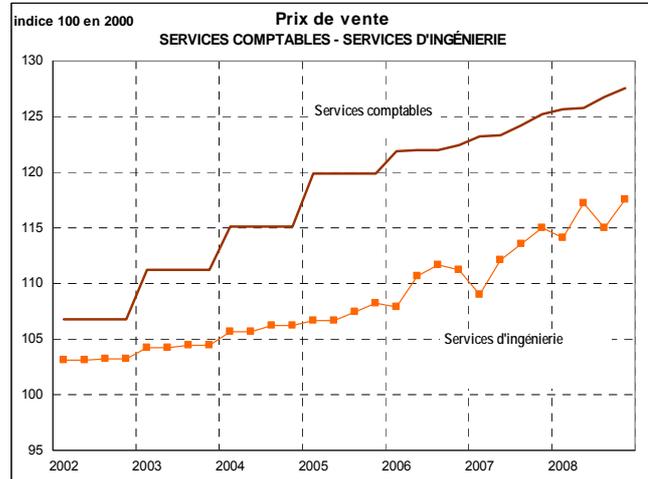
CONSEILS ET ASSISTANCE																						
Indices de prix de vente																						
Branche	Code NAF	base 100 en	2004				2005				2006				2007				2008			
			T1	T2	T3	T4																
Conseil en systèmes informatiques	72.1Z	T2 02	93,4	92,7	92,6	93,1	93,3	93,3	93,4	93,6	93,6	93,8	94,7	94,9	95,1	95,4	95,9	96,5	95,8	96,6	95,6	96,3
Traitement de données	72.3Z	T1 02	97,5	98,1	96,9	97,0	97,1	96,8	94,4	98,0	97,4	96,6	96,8	97,6	97,4	95,8	93,7	95,1	92,0	92,2	92,6	91,3
Activités des banques de données	72.4Z	T1 02	100,3	99,6	99,6	98,9	100,5	101,7	101,6	101,5	103,5	102,2	104,2	104,4	104,0	104,2	104,0	105,0	106,9	105,7	109,7	107,7
Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z	T1 02	97,7	97,6	97,5	98,5	99,2	99,8	99,4	99,5	98,4	98,5	98,6	97,9	99,0	99,5	99,7	98,6	98,0	98,0	98,5	98,2
Services comptables (annuel puis trimestriel depuis T1 2006)	74.1C	2000	115,1	115,1	115,1	115,1	119,9	119,9	119,9	119,9	121,9	122,0	122,0	122,4	123,2	123,3	124,2	125,2	125,7	125,8	126,8	127,6
Conseil pour les affaires et la gestion	74.1G	T2 03	100,0	100,9	100,4	100,7	100,3	100,3	99,6	100,9	100,1	101,3	100,5	100,7	101,8	102,0	102,0	103,3	102,8	103,1	104,4	105,6
Publicité	74.4	T4 01	97,0	97,0	97,2	97,5	97,9	98,3	98,8	99,1	99,4	100,0	100,6	101,7	102,6	102,8	102,9	103,4	103,3	103,6	103,5	102,4
Services d'ingénierie (semestriel puis trimestriel depuis T3 2005)	74.2C	2000	105,7	105,7	106,2	106,2	106,7	106,7	107,5	108,2	107,9	110,7	111,7	111,2	109,0	112,1	113,6	115,0	114,1	117,2	115,0	117,6

Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

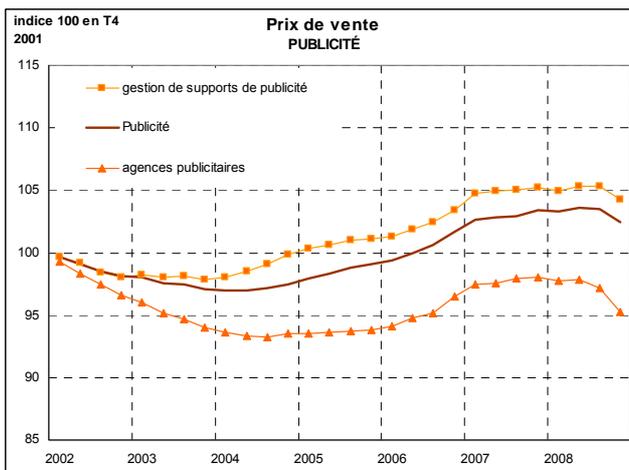
Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>



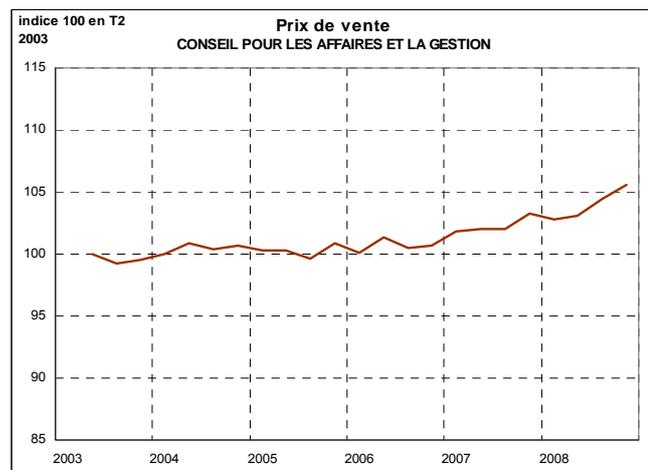
Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

La production

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4	4,6	4,5	7,0	4,9	3,1
N21	Activités informatiques	72	6,4	4,4	8,7	5,9	4,5
N21.A	Conseil en systèmes informatiques	72.1Z	12,5	1,8	12,7	3,4	4,4
N21.B	Réalisation de logiciels	72.2A, 72.2C	6,3	8,3	7,1	7,5	5,0
N21.C	Traitement de données	72.3Z	10,2	12,4	7,2	6,3	7,0
N21.D	Activités de banques de données	72.4Z	12,1	4,3	19,7	3,3	2,0
N21.E	Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z	-8,7	-16,5	7,9	3,9	-1,5
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1 G	3,7	4,4	6,2	7,6	0,2
N22.A	Activités juridiques	74.1A	1,9	4,5	3,3	2,8	-1,0
N22.B	Activités comptables	74.1C	0,8	-1,2	2,4	2,9	0,3
N22.C	Conseil pour les affaires et la gestion	74.1 G	7,2	7,9	11,1	14,3	1,1
N23	Administration d'entreprises	74.1J	1,3	0,9	8,4	2,9	3,0
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4	9,7	4,3	2,2	0,6	1,9
N24.A	Études de marché et sondages	74.1E	-0,9	-0,5	1,0	7,7	2,9
N24.B	Gestion de supports de publicité	74.4A	26,7	6,4	3,4	-2,2	-0,3
N24.C	Agences, conseil en publicité	74.4B	4,9	4,3	1,8	0,4	2,9
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3	4,0	8,3	6,6	3,9	5,1
N25.A	Activités d'architectes, géomètres	74.2A, 74.2B	7,0	5,5	6,3	5,7	0,4
N25.B	Ingénierie, études techniques	74.2C	3,2	9,2	5,8	3,7	6,5
N25.C	Contrôle et analyse technique	74.3	5,3	6,3	12,6	2,3	2,4
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73	-0,3	2,6	2,4	1,6	-4,2

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4	190 095	200 443	212 804	232 103	247 124	259 363
N21	Activités informatiques	72	54 725	57 020	59 795	65 339	69 323	72 566
N21.A	Conseil en systèmes informatiques	72.1Z	12 353	13 487	13 797	15 688	16 483	17 313
N21.B	Réalisation de logiciels	72.2A, 72.2C	26 351	27 196	29 598	32 038	34 209	36 087
N21.C	Traitement de données	72.3Z	7 868	8 683	9 686	10 273	10 943	11 604
N21.D	Activités de banques de données	72.4Z	908	1 038	1 101	1 348	1 402	1 474
N21.E	Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z	7 245	6 613	5 614	5 991	6 282	6 087
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1 G	44 551	47 677	50 808	55 080	60 383	62 218
N22.A	Activités juridiques	74.1A	15 443	16 595	17 817	19 168	20 048	20 220
N22.B	Activités comptables	74.1C	11 892	12 416	12 767	13 346	13 948	14 263
N22.C	Conseil pour les affaires et la gestion	74.1 G	17 216	18 666	20 224	22 565	26 387	27 735
N23	Administration d'entreprises	74.1J	35 368	36 578	37 640	41 746	43 965	46 448
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4	16 785	18 316	19 295	20 072	20 688	21 154
N24.A	Études de marché et sondages	74.1E	2 360	2 388	2 423	2 533	2 761	2 903
N24.B	Gestion de supports de publicité	74.4A	4 294	5 451	5 911	6 203	6 232	6 234
N24.C	Agences, conseil en publicité	74.4B	10 131	10 477	10 961	11 336	11 695	12 017
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3	38 666	40 852	45 266	49 866	52 765	56 977
N25.A	Activités d'architecture	74.2A, 74.2B	5 818	6 323	6 751	7 524	8 100	8 343
N25.B	Ingénierie, études techniques	74.2C	28 741	30 133	33 756	36 896	38 967	42 556
N25.C	Contrôle et analyse technique	74.3	4 107	4 394	4 759	5 461	5 702	6 078
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73	22 777	23 230	24 316	25 532	26 577	26 132

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4	0,8	1,5	1,9	1,5	1,8
N21	Activités informatiques	72	-2,0	0,4	0,5	0,2	0,2
N21.A	Conseil en systèmes informatiques	72.1Z	-2,9	0,5	0,9	1,6	0,6
N21.B	Réalisation de logiciels	72.2A, 72.2C	-2,9	0,5	1,1	-0,7	0,5
N21.C	Traitement de données	72.3Z	0,1	-0,8	-1,1	0,2	-0,9
N21.D	Activités de banques de données	72.4Z	2,0	1,7	2,3	0,7	3,1
N21.E	Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z	0,0	1,7	-1,1	0,9	-1,6
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1 G	3,2	2,1	2,1	1,9	2,9
N22.A	Activités juridiques	74.1A	5,5	2,7	4,1	1,7	1,9
N22.B	Activités comptables	74.1C	3,6	4,1	2,1	1,6	2,0
N22.C	Conseil pour les affaires et la gestion	74.1 G	1,1	0,4	0,4	2,3	4,0
N23	Administration d'entreprises	74.1J	2,1	2,0	2,3	2,3	2,6
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4	-0,5	1,0	1,8	2,5	0,3
N24.A	Études de marché et sondages	74.1E	2,1	2,0	3,5	1,2	2,2
N24.B	Gestion de supports de publicité	74.4A	0,2	1,9	1,5	2,7	0,3
N24.C	Agences, conseil en publicité	74.4B	-1,4	0,3	1,6	2,7	-0,1
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3	1,6	2,3	3,4	1,9	2,7
N25.A	Activités d'architecture	74.2A, 74.2B	1,6	1,2	4,8	1,9	2,6
N25.B	Ingénierie, études techniques	74.2C	1,6	2,6	3,4	1,9	2,6
N25.C	Contrôle et analyse technique	74.3	1,6	1,9	1,9	2,1	4,1
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73	2,2	2,0	2,5	2,5	2,6

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure et l'investissement

		CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT					
		Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME					en %
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	4,7	8,0	4,4	1,6
	Demande de consommation finale		4,9	5,3	2,4	5,5	-0,3
	Demande pour investissement		6,4	6,1	6,4	8,0	3,2
	<i>dont : entreprises</i>		6,3	5,7	8,0	8,3	5,6
	<i>ménages</i>		7,1	8,2	2,3	7,5	-4,8
N21	Activités informatiques	72					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,9	4,2	11,1	5,5	3,9
	Demande de consommation finale		7,8	1,5	4,9	7,7	1,5
	Demande pour investissement		7,0	5,3	6,2	7,7	5,8
	<i>dont : entreprises</i>		6,9	5,4	6,5	7,9	5,9
N21.A	<i>Conseil en systèmes informatiques</i>	<i>72.1Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12,4	1,7	14,3	2,8	4,1
	Demande pour investissement		12,5	2,0	10,0	4,6	5,0
	<i>dont : entreprises</i>		12,5	2,0	10,0	4,6	5,0
N21.B	<i>Réalisation de logiciels</i>	<i>72.2A, 72.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,6	16,7	11,8	9,0	4,2
	Demande de consommation finale		12,7	-2,6	3,0	9,8	-6,9
	Demande pour investissement		5,7	6,1	5,4	8,4	6,0
	<i>dont : entreprises</i>		5,1	6,6	5,3	8,9	6,3
N21.C	<i>Traitement de données</i>	<i>72.3Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,3	12,5	7,3	6,3	7,0
	Demande de consommation finale		2,8	2,6	2,5	7,3	4,5
N21.D	<i>Activités de banques de données</i>	<i>72.4Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		11,7	2,9	32,7	2,0	-0,8
	Demande de consommation finale		7,5	6,9	11,5	10,0	9,0
N21.E	<i>Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>72.5Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-9,2	-17,3	8,4	4,1	-1,6
	Demande de consommation finale		2,4	0,3	-1,0	1,6	0,3
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1 G					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,6	4,5	7,8	9,1	-1,1
	Demande de consommation finale		4,9	6,5	1,8	5,7	-0,6
	Demande pour investissement		6,9	6,6	3,7	5,6	-3,6
	<i>dont : entreprises</i>		7,5	-0,9	7,3	4,8	4,9
	<i>ménages</i>		7,3	8,7	2,8	5,8	-5,9
N22.A	<i>Activités juridiques</i>	<i>74.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,7	5,6	6,4	0,3	-5,4
	Demande de consommation finale		5,2	6,7	1,7	5,8	-0,7
	Demande pour investissement		6,9	6,6	3,7	5,6	-3,6
	<i>dont : entreprises</i>		7,5	-0,9	7,3	4,8	4,9
	<i>ménages</i>		7,3	8,7	2,8	5,8	-5,9
N22.B	<i>Activités comptables</i>	<i>74.1C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	-1,4	2,4	2,8	0,2
	Demande de consommation finale		1,4	3,8	2,6	4,2	0,7
N22.C	<i>Conseil pour les affaires et la gestion</i>	<i>74.1 G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,8	7,8	12,1	18,3	0,5
N23	Administration d'entreprises	74.1J					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	0,9	8,4	2,9	3,0
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,6	4,6	2,4	-0,2	0,2
	Demande de consommation finale		-7,1	-1,4	2,7	0,3	-1,0

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME	
							en %	
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
N24.A	<i>Études de marché et sondages</i>	74.1E						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,0	-0,5	1,1	7,8	3,0	
N24.B	<i>Gestion de supports de publicité</i>	74.4A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13,6	5,6	3,6	-2,1	-2,3	
	Demande de consommation finale		-7,1	-1,4	2,7	0,3	-1,0	
N24.C	<i>Agences, conseil en publicité</i>	74.4B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,9	4,4	1,0	0,5	2,9	
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,5	10,8	9,6	2,0	2,6	
	Demande de consommation finale		4,5	2,5	4,8	0,7	0,3	
	Demande pour investissement		5,0	7,2	8,7	10,2	4,3	
	dont : entreprises		5,1	7,5	10,5	9,6	5,3	
	ménages		6,2	5,9	0,0	15,9	0,4	
N25.A	<i>Activités d'architecture</i>	74.2A, 74.2B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,2	10,8	40,2	-9,1	1,0	
	Demande pour investissement		7,4	4,4	-1,2	10,3	0,3	
	dont : entreprises		9,3	2,8	-2,3	6,9	0,5	
	ménages		6,2	5,9	0,0	15,9	0,4	
N25.B	<i>Ingénierie, études techniques</i>	74.2C						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,3	11,8	6,5	3,6	2,5	
	Demande pour investissement		3,8	8,8	15,5	8,4	6,1	
	dont : entreprises		3,9	8,9	16,2	8,5	6,5	
N25.C	<i>Contrôle et analyse technique</i>	74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,6	6,3	12,5	1,8	3,2	
	Demande de consommation finale		4,5	2,5	4,8	0,7	0,3	
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	1,4	4,0	1,0	-4,2	

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR

en millions d'€

NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		153 500	162 462	171 588	188 593	200 145	207 027
	Demande de consommation finale		7 602	7 994	8 427	8 721	9 208	9 425
	Demande pour investissement		47 641	50 684	55 043	60 494	66 201	69 345
	<i>dont : entreprises</i>		31 900	33 629	36 316	40 149	43 975	47 106
	<i>ménages</i>		9 227	10 296	11 537	12 677	14 021	13 635
N21	Activités informatiques	72						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		30 300	31 338	32 553	36 104	38 187	39 614
	Demande de consommation finale		1 071	1 147	1 158	1 210	1 292	1 319
	Demande pour investissement		23 864	24 782	26 446	28 505	30 709	32 666
	<i>dont : entreprises</i>		18 711	19 419	20 771	22 432	24 261	25 839
N21.A	<i>Conseil en systèmes informatiques</i>	<i>72.1Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 882	8 604	8 794	10 136	10 584	11 084
	Demande pour investissement		4 471	4 883	5 003	5 552	5 899	6 230
	<i>dont : entreprises</i>		4 471	4 883	5 003	5 552	5 899	6 230
N21.B	<i>Réalisation de logiciels</i>	<i>72.2A, 72.2C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 918	6 959	7 954	8 894	9 534	9 994
	Demande de consommation finale		395	427	399	397	420	380
	Demande pour investissement		19 393	19 899	21 443	22 953	24 819	26 436
	<i>dont : entreprises</i>		14 240	14 536	15 768	16 880	18 362	19 609
N21.C	<i>Traitement de données</i>	<i>72.3Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 832	8 645	9 646	10 232	10 899	11 557
	Demande de consommation finale		36	38	40	41	44	47
N21.D	<i>Activités de banques de données</i>	<i>72.4Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		717	819	856	1 161	1 193	1 217
	Demande de consommation finale		346	377	409	461	510	567
N21.E	<i>Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>72.5Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 951	6 308	5 304	5 680	5 964	5 762
	Demande de consommation finale		294	305	310	311	318	325
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1 G						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39 230	42 005	44 612	49 028	54 383	55 400
	Demande de consommation finale		5 757	6 032	6 432	6 627	7 019	7 107
	Demande pour investissement		9 921	11 118	12 241	13 495	14 825	14 582
	<i>dont : entreprises</i>		2 059	2 320	2 355	2 589	2 822	3 020
	<i>ménages</i>		7 481	8 412	9 467	10 468	11 515	11 054
N22.A	<i>Activités juridiques</i>	<i>74.1A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10 662	11 737	12 538	13 914	14 033	13 532
	Demande de consommation finale		5 400	5 665	6 046	6 226	6 599	6 676
	Demande pour investissement		9 921	11 118	12 241	13 495	14 825	14 582
	<i>dont : entreprises</i>		2 059	2 320	2 355	2 589	2 822	3 020
	<i>ménages</i>		7 481	8 412	9 467	10 468	11 515	11 054
N22.B	<i>Activités comptables</i>	<i>74.1C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		11 535	12 049	12 381	12 945	13 528	13 832
	Demande de consommation finale		357	367	386	401	420	431
N22.C	<i>Conseil pour les affaires et la gestion</i>	<i>74.1 G</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		17 033	18 219	19 693	22 168	26 822	28 036
N23	Administration d'entreprises	74.1J						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		35 368	36 578	37 640	41 746	43 965	46 448
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		24 684	26 664	27 896	28 958	29 456	29 638
	Demande de consommation finale		281	293	296	309	311	311
N24.A	<i>Études de marché et sondages</i>	<i>74.1E</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 358	2 383	2 418	2 529	2 758	2 903

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N24.B	<i>Gestion de supports de publicité</i>	74.4A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12 159	13 765	14 466	15 126	15 030	14 747
	Demande de consommation finale		281	293	296	309	311	311
N24.C	<i>Agences, conseil en publicité</i>	74.4B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10 167	10 516	11 012	11 303	11 663	11 988
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		23 918	25 877	28 887	32 757	34 154	35 926
	Demande de consommation finale		493	522	541	575	586	688
	Demande pour investissement		13 856	14 784	16 356	18 494	20 667	22 097
	<i>dont : entreprises</i>		11 130	11 890	13 190	15 128	16 892	18 247
	<i>ménages</i>		1 746	1 884	2 070	2 209	2 506	2 581
N25.A	<i>Activités d'architecture</i>	74.2A, 74.2B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 066	1 138	1 225	1 793	1 761	1 825
	Demande pour investissement		4 752	5 184	5 526	5 731	6 339	6 518
	<i>dont : entreprises</i>		2 548	2 828	2 941	2 979	3 244	3 342
	<i>ménages</i>		1 746	1 884	2 070	2 209	2 506	2 581
N25.B	<i>Ingénierie, études techniques</i>	74.2C						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		18 944	20 460	23 026	25 458	26 864	28 231
	Demande pour investissement		9 104	9 599	10 830	12 963	14 314	15 579
	<i>dont : entreprises</i>		8 582	9 062	10 249	12 349	13 648	14 905
N25.C	<i>Contrôle et analyse technique</i>	74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 908	4 277	4 636	5 321	5 543	5 870
	Demande de consommation finale		493	522	541	575	586	688
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		22 225	22 737	23 508	25 072	25 950	25 517

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N2	CONSEILS ET ASISTANCE	72, 74.1 à 74.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	0,9	1,8	1,7	1,8
	Demande de consommation finale		0,3	0,2	1,0	0,1	2,6
	Demande pour investissement		0,0	2,3	3,3	1,3	1,5
	<i>dont : entreprises</i>		-0,8	2,2	2,4	1,1	1,4
	<i>ménages</i>		4,2	3,6	7,4	2,9	2,1
N21	Activités informatiques	72					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,4	-0,3	-0,2	0,3	-0,1
	Demande de consommation finale		-0,7	-0,5	-0,4	-0,8	0,5
	Demande pour investissement		-2,9	1,4	1,5	0,0	0,5
	<i>dont : entreprises</i>		-2,9	1,5	1,4	0,3	0,5
N21.A	<i>Conseil en systèmes informatiques</i>	<i>72.1Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,9	0,5	0,8	1,6	0,6
	Demande pour investissement		-2,9	0,5	0,9	1,6	0,6
	<i>dont : entreprises</i>		-2,9	0,5	0,9	1,6	0,6
N21.B	<i>Réalisation de logiciels</i>	<i>72.2A, 72.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,9	-2,1	0,0	-1,6	0,6
	Demande de consommation finale		-4,0	-4,1	-3,4	-3,7	-2,8
	Demande pour investissement		-2,9	1,6	1,6	-0,3	0,5
	<i>dont : entreprises</i>		-2,9	1,8	1,6	-0,2	0,5
N21.C	<i>Traitement de données</i>	<i>72.3Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	-0,8	-1,1	0,2	-0,9
	Demande de consommation finale		2,7	2,6	0,0	0,0	2,2
N21.D	<i>Activités de banques de données</i>	<i>72.4Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	1,5	2,3	0,7	2,8
	Demande de consommation finale		1,3	1,5	1,1	0,6	2,0
N21.E	<i>Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>72.5Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	1,7	-1,2	0,9	-1,8
	Demande de consommation finale		1,3	1,3	1,3	0,6	1,9
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1 G					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	1,6	2,0	1,7	3,0
	Demande de consommation finale		-0,1	0,1	1,2	0,2	1,9
	Demande pour investissement		4,8	3,3	6,4	4,0	2,0
	<i>dont : entreprises</i>		4,8	2,4	2,5	4,0	2,0
	<i>ménages</i>		4,8	3,5	7,6	4,0	2,0
N22.A	<i>Activités juridiques</i>	<i>74.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,2	1,2	4,3	0,6	1,9
	Demande de consommation finale		-0,2	0,0	1,2	0,2	1,9
	Demande pour investissement		4,8	3,3	6,4	4,0	2,0
	<i>dont : entreprises</i>		4,8	2,4	2,5	4,0	2,0
	<i>ménages</i>		4,8	3,5	7,6	4,0	2,0
N22.B	<i>Activités comptables</i>	<i>74.1C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	4,2	2,1	1,6	2,0
	Demande de consommation finale		1,4	1,3	1,3	0,5	1,9
N22.C	<i>Conseil pour les affaires et la gestion</i>	<i>74.1 G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,1	0,3	0,4	2,3	4,0
N23	Administration d'entreprises	74.1J					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	2,0	2,3	2,3	2,6
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,6	0,0	1,4	2,0	0,4
	Demande de consommation finale		12,3	2,4	1,6	0,3	1,0
N24.A	<i>Etudes de marché et sondages</i>	<i>74.1E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	2,0	3,5	1,2	2,2
N24.B	<i>Gestion de supports de publicité</i>	<i>74.4A</i>					

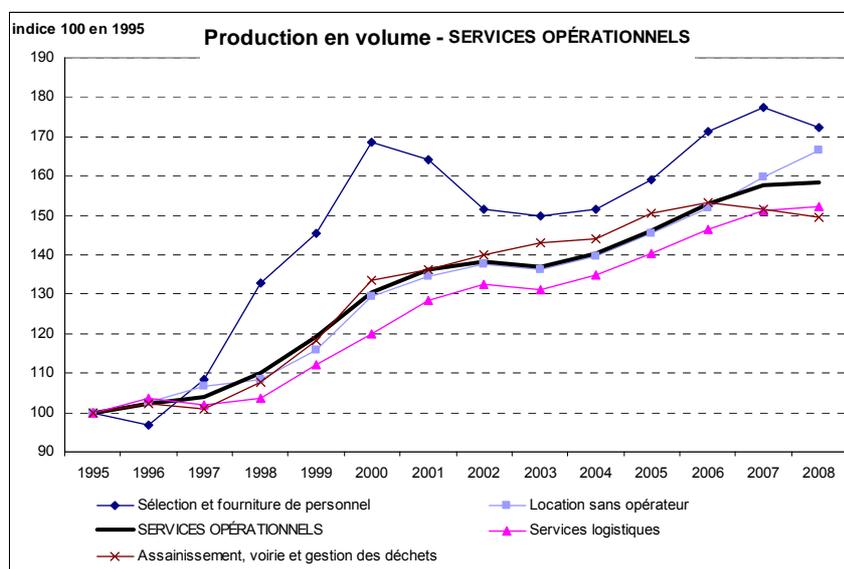
CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,4	-0,5	0,9	1,5	0,5
	Demande de consommation finale		12,3	2,4	1,6	0,3	1,0
<i>N24.C</i>	<i>Agences, conseil en publicité</i>	<i>74.4B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,4	0,3	1,6	2,7	-0,1
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	0,8	3,5	2,2	2,6
	Demande de consommation finale		1,4	1,1	1,4	1,2	17,0
	Demande pour investissement		1,6	3,2	4,1	1,4	2,6
	<i>dont : entreprises</i>		1,6	3,2	3,8	1,9	2,6
	<i>ménages</i>		1,6	3,8	6,7	-2,1	2,5
<i>N25.A</i>	<i>Activités d'architecture</i>	<i>74.2A, 74.2B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	-2,9	4,4	8,1	2,6
	Demande pour investissement		1,6	2,1	4,9	0,3	2,5
	<i>dont : entreprises</i>		1,6	1,2	3,7	1,9	2,5
	<i>ménages</i>		1,6	3,8	6,7	-2,1	2,5
<i>N25.B</i>	<i>Ingénierie, études techniques</i>	<i>74.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	0,7	3,8	1,9	2,5
	Demande pour investissement		1,6	3,7	3,6	1,9	2,6
	<i>dont : entreprises</i>		1,6	3,8	3,7	1,9	2,6
<i>N25.C</i>	<i>Contrôle et analyse technique</i>	<i>74.3</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,7	2,0	2,0	2,3	2,6
	Demande de consommation finale		1,4	1,1	1,4	1,2	17,0
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,0	2,5	2,5	2,6

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La location sans opérateur, fer de lance des services opérationnels

En 2008, les activités de location sans opérateur progressent de 4,3 %. Elles conservent un rythme de croissance élevé, certes inférieur à celui de 2007 (+ 5,1 %), mais du même niveau que les deux années précédentes, 2005 et 2006. Les autres activités des services opérationnels régressent ou stagnent. Les services logistiques (sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises) augmentent peu en 2008, de 0,7 %, après quatre ans de croissance soutenue. Les activités de sélection et de mise à disposition de personnel perdent 6,5 points de croissance par rapport à 2007, et reculent de 2,9 %. Elles avaient déjà fortement ralenti en 2007.



Source : comptes des services, Insee

La production des activités de **location sans opérateur** progresse en 2008 à un rythme soutenu, de 4,3 % en volume. Cette croissance reflète cependant un ralentissement, après quatre années d'accélération. Les prix de ces activités augmentent de 1,8 % en 2008 ; ils progressent ainsi lentement, comme chaque année depuis 2000, à l'exception de 2006. Il en résulte une hausse de la production en valeur de 6,2 %, soit une progression presque identique à celle de 2007.

En valeur, la production de la branche location sans opérateur dépasse les 28,6 milliards d'euros. Les cinq branches de la location participent toutes positivement à cette croissance de la production en valeur.

La *location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique* est en 2008 l'activité la plus dynamique de la location sans opérateur : sa production en volume progresse de 7,5 %, soit 0,5 point de mieux qu'en 2007. Représentant environ un tiers de la location sans opérateur, c'est l'activité qui contribue le plus à la croissance de la branche. Elle contient notamment la location de machines et équipements pour la construction (grues, bétonnières, ...), la location de matériel agricole, mais aussi de machines diverses hors machines de bureau et matériel informatique (moteurs, ...). En 2008 les prix baissent légèrement, de 0,3 %, faisant suite à une faible hausse en 2007 (+ 0,8 %). De ce fait en 2008 la production en

valeur augmente un peu moins qu'en 2007 : + 7,2 % après + 7,9 %.

La location d'autres matériels de transport est la deuxième activité de la location sans opérateur progressant le plus en volume. En 2008 sa production continue son accélération, augmentant de 5,8 %, après + 3,5 % en 2007 et + 2,9 % en 2006. Cette activité représente moins d'un cinquième de la branche location sans opérateur, et regroupe la location de matériels de transport terrestre, hors véhicules automobiles (camions, remorques, wagons ...) et la location de matériels de transport par eau (bateaux, péniches ...), et aérien (avions sans pilote). En 2008, les prix augmentent de 3,7 %, hausse la plus élevée des cinq activités de la location sans opérateur. Cette évolution n'est pas exceptionnelle puisqu'en 2006 et 2007 les prix avaient progressé respectivement de 4,3 % et 2,8 %. En 2008, l'effet conjugué de cette hausse des prix et de la hausse de la production en volume est une augmentation de 9,7 % de la production en valeur de l'activité de location d'autres matériels de transport. Cette croissance est la plus importante depuis 2001.

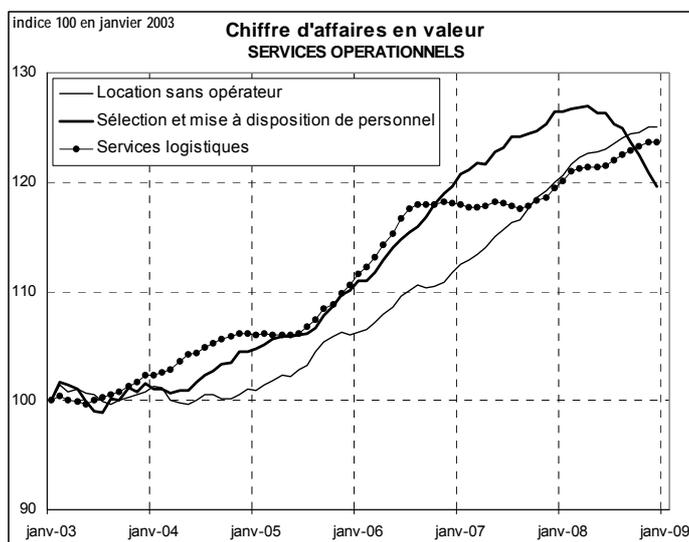
La production de la branche ayant ensuite le plus augmenté en volume est celle de la location de biens personnels et domestiques, avec une progression en 2008 de 2,5 %. Cette hausse est cependant inférieure à celle de 2007, de 6,4 %, et celles des trois années précédentes. La demande de ce type de location provient pour moitié des entreprises, l'autre moitié émanant des ménages. Le dynamisme de 2007 s'explique par la forte hausse, de 9,3 %, de la consommation des ménages. En 2008 cette consommation n'augmente plus que de 3,7 %. De même la croissance de la demande des entreprises faiblit : avec + 1,3 % elle perd plus de deux points par rapport à 2007. Les prix augmentent à nouveau en 2008 (+ 2,6 %), après une légère baisse en 2007 (- 0,2 %). La production en valeur qui en résulte augmente de 5,2 %, après avoir progressé d'un peu plus de 6 % de 2005 à 2007.

Après avoir connu de 2005 à 2007 une hausse de sa production en volume, comprise entre + 4 % et + 5,2 %, l'activité de la location de véhicules automobiles ralentit en 2008. Sa progression est de + 1,9 %. Que la demande provienne des entreprises, ou bien des ménages, elle augmente moins qu'en 2007, avec un ralentissement plus fort pour la consommation des ménages. Celle-ci ne progresse plus que de 0,6 % après 5,7 % en 2007, et celle des entreprises de 2 %, après 3,8 %.

La branche Loueurs de courte durée du CNPA (Conseil national des professionnels de l'automobile) constate une faible croissance du nombre de véhicules loués en 2008. Le nombre

de location est passé de 7,41 à 7,51 millions en 2008, soit + 1,4 %). Cette faible progression s'explique par une diminution du nombre de locations de voitures particulières, compensée par une hausse des locations de véhicules utilitaires. La location de longue durée, comme l'indique le SNLVLD (Syndicat national des loueurs de voitures en longue durée) « ne connaît pas la crise ». Par rapport à 2007 le parc de véhicules a augmenté de près de 70 000 unités, soit une hausse de 6,9 %, comme l'année précédente. En 2008 les prix progressent de 2,5 %, davantage qu'en 2007 (+ 1,9 %). La hausse de la production en valeur s'établit à 4,5 %, contre + 6 % en 2007.

La production de la location de machines de bureau et de matériel informatique est en diminution de 0,3 % en volume en 2008. Cette activité est le plus petit segment de la location sans opérateur ; elle représente 7 % de l'ensemble de la production de la branche, contre 13 % au début de la décennie. Elle a connu des baisses du volume de sa production de 2002 à 2005, avant de voir son activité de nouveau progresser en 2006 et 2007. Les prix augmentent de 3 % en 2008 après une année de stagnation en 2007 (comme en 2004 et 2005). Cette hausse des prix explique que la hausse de la production en valeur soit plus forte en 2008 (+ 2,8 %) qu'en 2007 (+ 1,5 %).



indice de valeur CVS-CJO
indice 100 en janvier 2003 (moyenne mobile d'ordre 3)
Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

La production en volume de l'activité de **sélection et fourniture de personnel** diminue de 2,9 % en 2008. Cette décroissance est essentiellement due à celle du *travail temporaire* qui représente 86 % de la branche. La production de l'intérim diminue de 3,3 %, alors qu'elle augmentait de 3,3 % en 2007. Selon la Dares, après une légère progression au premier trimestre, le nombre d'intérimaires a fortement diminué les trois trimestres suivants et en particulier au quatrième trimestre où il a baissé de 13,3 % (par rapport au troisième trimestre). On comptait 655 900 intérimaires au quatrième trimestre 2007, ils ne sont plus que 516 700 au quatrième trimestre 2008.

Selon les données de l'Unedic les ouvriers qualifiés et non qualifiés représentent 74,3% des intérimaires en décembre 2008. Ce sont eux les plus touchés par la baisse des effectifs puisque leur nombre a diminué de 25,8 % en un an. Les employés et les cadres et professions intermédiaires ont vu aussi leur nombre diminuer mais dans une moindre mesure (respectivement - 10,2 % et - 10,9 %).

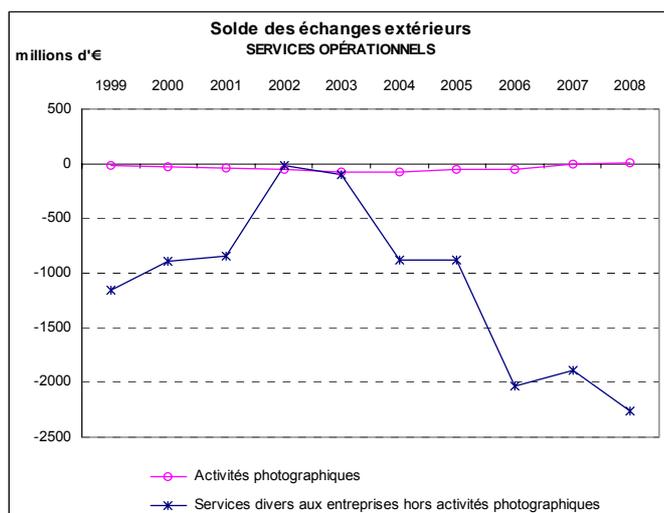
L'activité de la *sélection et mise à disposition de personnel* (placement des hôtes ou des mannequins, gestion des ressources humaines, conseil en recrutement) reste stable en 2008. En 2007 sa production en volume augmentait de 5,7 %. Comme l'année précédente, la hausse des prix est de 3,1 % ce qui permet à la production en valeur d'avoir une évolution positive, de + 3 %.

La production en volume de la branche des **services logistiques** progresse peu en 2008, de 0,7 %, après une période de forte évolution : de 2004 à 2007, la croissance s'est maintenue entre + 2,9 % et + 4,5 %, avec un ralentissement la dernière année. En revanche l'évolution des prix est dans la moyenne des années précédentes, progressant de 2,7 %. Il en résulte une hausse de la production en valeur de 3,4 %. Comme en 2007, les quatre activités composant les services logistiques participent en 2008 au ralentissement de la croissance de cette branche.

Les *activités de nettoyage* restent dynamiques en 2008. La production en volume augmente de 3 %, croissance cependant légèrement inférieure à celle de 2007 (+ 3,8 %), et surtout à celle de 2006 (+ 6,4 %). Les activités de nettoyage sont avec les services divers aux entreprises le principal soutien de la croissance des services logistiques. Les prix progressent de 2,9 %, au même rythme que les deux années précédentes (+ 2,8 %) ; mais cette augmentation est plus forte que celles observées au début de la décennie. La croissance de la production en valeur est de 6 %, taux proche de celui de 2007 (+ 6,8 %).

Le ralentissement des activités d'*enquêtes et sécurité* amorcé en 2007, se poursuit en 2008 : la production augmente de 0,8 % en volume après + 1,5 %. Cette évolution est inférieure à celle connue en 2005 et 2006. En revanche les prix continuent de croître fortement, de 4 %, comme en 2007. Les prix augmentaient entre + 2,8 % et + 3,6 % de 2001 à 2006. La production en valeur progresse de 4,8 %, hausse essentiellement due à la croissance des prix.

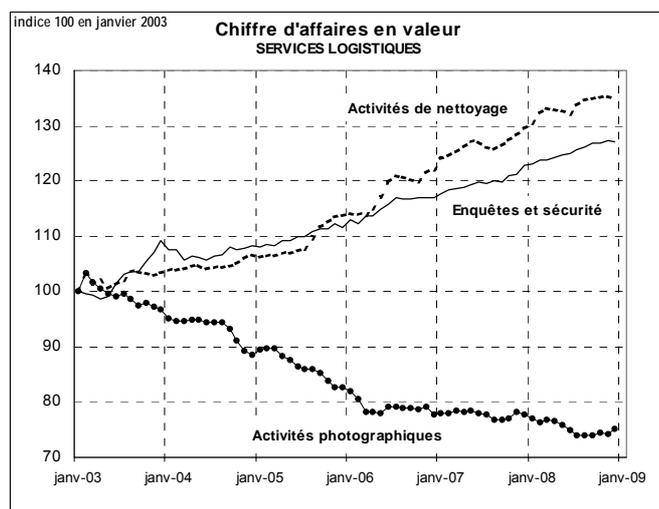
Les *activités photographiques* continuent leur déclin, au rythme de - 3 % par an en moyenne en valeur depuis 2001. En 2008 la production régresse en volume de 4,1 % alors qu'elle baissait de 1,7 % en 2007. Les débouchés de ces activités sont pour 61 % à destination des ménages, le reste étant consommé par les entreprises. En 2007 la baisse de la production de cette branche était due à la chute de 10 % de la demande des entreprises, alors que la consommation des ménages stagnait. En 2008, le recul de la consommation des entreprises, de 5,4 %, est moins fort. En revanche la consommation des ménages diminue de 4,1 % comme les années précédant 2007.



Source : comptes des services, Insee

Les services divers aux entreprises (hors activités photographiques)¹⁰, qui portent 80% de l'activité des services logistiques, ont en 2008 une production en volume atone. Celle-ci progresse de 0,5 %, alors que les taux de croissance étaient compris entre + 3 % et + 4,5 % de 2004 à 2007. Les prix progressent de 2,6 %, hausse comparable à celles des années précédentes, à l'exception de la forte augmentation de 2006 (+ 4 %). La production en valeur croît de + 3,1 %, hausse inférieure à celle de 2007 (+ 5 %), et surtout à celle de 2006 (+ 8,5 %).

Depuis 2002 le déficit des échanges extérieurs ne cesse de se creuser, pour atteindre son maximum en 2008 avec - 2,3 milliards d'euros. Les exportations ont augmenté de 2,4 %, taux inférieur à celui de la production en valeur. En revanche les importations ont été plus dynamiques en progressant de 5,2 %. Les services divers aux entreprises incluent des activités financières de recouvrement de factures, qui peuvent expliquer les flux importants. Ils comprennent aussi les services de centres d'appels. Les statistiques d'échanges internationaux de services, élaborées par la Banque de France, ne sont pas suffisamment détaillées pour séparer ces activités.



indice de valeur CVS-CJO
 indice 100 en janvier 2003 (moyenne mobile d'ordre 3)
 Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

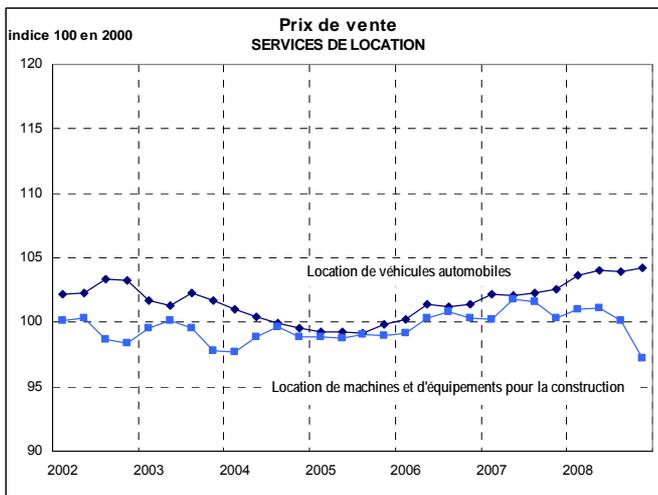
¹⁰ Conditionnement à façon, secrétariat et traduction, routage, centre d'appel, organisation de foires et salons, services annexes à la production.

Les prix de vente

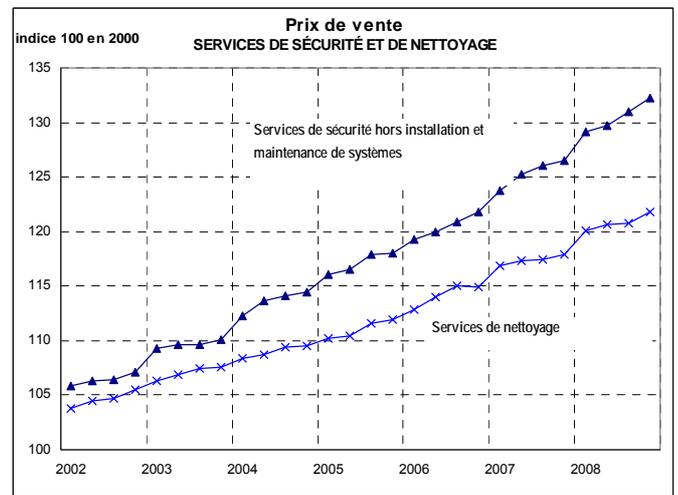
SERVICES OPÉRATIONNELS																								
Indices de prix de vente																								
Branche	Code NAF	base 100 en	2004				2005				2006				2007				2008					
			T1	T2	T3	T4																		
Services de sécurité hors installation et maintenance de systèmes	74.6Z	2000	112,3	113,7	114,1	114,5	116,1	116,5	117,9	118,0	119,3	120,0	120,9	121,8	123,8	125,2	126,1	126,5	129,2	129,7	131,0	132,3		
Services de nettoyage	74.7Z	2000	108,4	108,7	109,4	109,5	110,2	110,5	111,6	111,9	112,8	114,0	115,0	114,9	116,9	117,3	117,5	117,9	120,1	120,7	120,8	121,8		
Location de véhicules automobiles courte et longue durée	71.1	2000	101,0	100,4	99,9	99,5	99,3	99,3	99,2	99,8	100,2	101,4	101,2	101,4	102,2	102,1	102,3	102,6	103,6	104,0	103,9	104,2		
Location de machines et équipements pour la construction	71.3C	2000	97,7	98,9	99,6	98,9	98,9	98,8	99,1	99,0	99,2	100,3	100,8	100,3	100,2	101,8	101,6	100,3	101,0	101,1	100,1	97,2		
Sélection et fourniture de personnel	74.5	T1 04	100,0	101,2	101,9	103,3	102,9	103,4	104,8	105,7	105,5	106,5	107,0	107,7	108,3	109,9	109,7	110,7	111,5	113,2	113,0	114,1		

Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

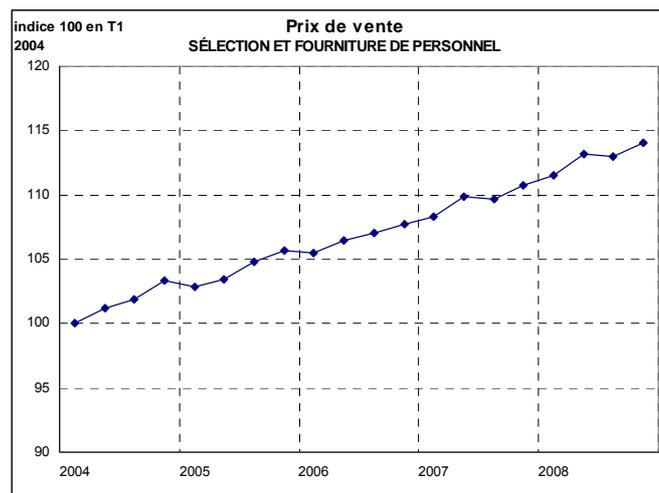
Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

La production

SERVICES OPÉRATIONNELS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N3	SERVICES OPÉRATIONNELS	71, 74.5 à 74.8, 90	2,3	4,2	4,7	3,1	0,5
N31	Location sans opérateur	71	2,4	4,2	4,4	5,1	4,3
N31.A	Location de véhicules automobiles	71.1	0,3	5,2	4,8	4,0	1,9
N31.B	Location d'autres matériels de transport	71.2	2,7	7,9	2,9	3,5	5,8
N31.C	Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique	71.3A, 71.3C, 71.3G	7,3	10,3	5,7	7,0	7,5
N31.D	Location de machines de bureau et de matériel informatique	71.3E	-5,8	-22,3	2,2	1,5	-0,3
N31.E	Location de biens personnels et domestiques	71.4	3,0	5,3	3,2	6,4	2,5
N32	Sélection et fourniture de personnel	74.5	1,0	5,1	7,6	3,6	-2,9
N32.A	Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A	-0,5	-0,1	20,0	5,7	-0,1
N32.B	Travail temporaire	74.5B	1,2	5,8	5,9	3,3	-3,3
N33	Services logistiques	74.6 à 74.8	2,9	3,9	4,5	3,2	0,7
N33.A	Enquêtes et sécurité	74.6Z	0,4	4,3	4,8	1,5	0,8
N33.B	Activités de nettoyage	74.7Z	3,5	3,1	6,4	3,8	3,0
N33.C	Activités photographiques	74.8A, 74.8B	-4,6	-13,1	2,1	-1,7	-4,1
N33.D	Services divers aux entreprises hors activités photographiques	74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K	3,4	4,5	4,3	3,0	0,5
N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90	0,5	4,6	1,9	-1,3	-1,3

SERVICES OPÉRATIONNELS								
Niveau de la production en VALEUR								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N3	SERVICES OPÉRATIONNELS	71, 74.5 à 74.8, 90	142 924	149 232	157 944	171 196	180 979	186 752
N31	Location sans opérateur	71	21 934	22 432	23 450	25 329	26 939	28 613
N31.A	Location de véhicules automobiles	71.1	6 039	6 027	6 384	6 996	7 414	7 745
N31.B	Location d'autres matériels de transport	71.2	3 496	3 589	3 874	4 160	4 427	4 856
N31.C	Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique	71.3A, 71.3C, 71.3G	6 612	7 062	7 800	8 465	9 134	9 787
N31.D	Location de machines de bureau et de matériel informatique	71.3E	2 673	2 518	1 956	2 048	2 080	2 137
N31.E	Location de biens personnels et domestiques	71.4	3 114	3 236	3 436	3 657	3 886	4 088
N32	Sélection et fourniture de personnel	74.5	22 782	23 676	24 947	27 649	29 529	29 585
N32.A	Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A	2 775	2 841	2 911	3 598	3 921	4 039
N32.B	Travail temporaire	74.5B	20 007	20 835	22 036	24 051	25 608	25 546
N33	Services logistiques	74.6 à 74.8	85 045	89 404	94 776	102 422	108 000	111 713
N33.A	Enquêtes et sécurité	74.6Z	5 536	5 754	6 189	6 672	7 051	7 388
N33.B	Activités de nettoyage	74.7Z	9 182	9 667	10 168	11 123	11 876	12 587
N33.C	Activités photographiques	74.8A, 74.8B	2 454	2 358	2 066	2 097	2 070	2 010
N33.D	Services divers aux entreprises hors activités photographiques	74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K	67 873	71 625	76 353	82 834	87 005	89 728
N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90	13 163	13 720	14 771	15 796	16 511	16 841

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES OPÉRATIONNELS								
Taux de croissance du PRIX de la production								
en %								
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
N3	SERVICES OPÉRATIONNELS	71, 74.5 à 74.8, 90	2,0	1,6	3,5	2,5	2,7	
N31	Location sans opérateur	71	-0,2	0,4	3,5	1,2	1,8	
N31.A	Location de véhicules automobiles	71.1	-0,5	0,7	4,6	1,9	2,5	
N31.B	Location d'autres matériels de transport	71.2	0,0	0,0	4,3	2,8	3,7	
N31.C	Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique	71.3A, 71.3C, 71.3G	-0,5	0,2	2,7	0,8	-0,3	
N31.D	Location de machines de bureau et de matériel informatique	71.3E	0,0	0,0	2,4	0,0	3,0	
N31.E	Location de biens personnels et domestiques	71.4	0,9	0,9	3,1	-0,2	2,6	
N32	Sélection et fourniture de personnel	74.5	2,9	0,3	3,0	3,1	3,1	
N32.A	Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A	2,9	2,6	3,0	3,1	3,1	
N32.B	Travail temporaire	74.5B	2,9	0,0	3,0	3,1	3,1	
N33	Services logistiques	74.6 à 74.8	2,1	2,0	3,4	2,2	2,7	
N33.A	Enquêtes et sécurité	74.6Z	3,5	3,1	2,9	4,1	4,0	
N33.B	Activités de nettoyage	74.7Z	1,8	2,0	2,8	2,8	2,9	
N33.C	Activités photographiques	74.8A, 74.8B	0,7	0,8	-0,6	0,5	1,2	
N33.D	Services divers aux entreprises hors activités photographiques	74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K	2,1	2,0	4,0	2,0	2,6	
N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90	3,7	2,9	5,0	5,9	3,3	

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure et l'investissement

SERVICES OPÉRATIONNELS							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
						en %	
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N3	SERVICES OPÉRATIONNELS	71, 74.5 à 74.8, 90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	4,3	5,4	2,8	0,3
	Demande de consommation finale		0,3	0,9	-0,2	2,1	1,5
N31	Location sans opérateur	71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	4,4	4,3	5,0	4,4
	Demande de consommation finale		2,2	4,7	0,4	8,0	2,8
N31.A	<i>Location de véhicules automobiles</i>	<i>71.1</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	5,6	5,1	3,8	2,0
	Demande de consommation finale		-6,3	2,8	2,5	5,7	0,6
N31.B	<i>Location d'autres matériels de transport</i>	<i>71.2</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	8,0	2,9	3,5	5,8
	Demande de consommation finale		-8,3	4,5	0,0	4,2	8,0
N31.C	<i>Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique</i>	<i>71.3A, 71.3C, 71.3G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,6	10,7	4,2	7,7	7,1
N31.D	<i>Location de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>71.3E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-5,8	-22,6	2,2	1,6	-0,3
	Demande de consommation finale		-3,0	0,0	3,1	0,0	0,0
N31.E	<i>Location de biens personnels et domestiques</i>	<i>71.4</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,6	4,8	7,1	3,7	1,3
	Demande de consommation finale		6,7	5,7	-0,5	9,3	3,7
N32	Sélection et fourniture de personnel	74.5					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	5,2	7,5	3,7	-2,8
N32.A	<i>Sélection et mise à disposition de personnel</i>	<i>74.5A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	2,5	16,2	5,9	-0,3
N32.B	<i>Travail temporaire</i>	<i>74.5B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	5,8	5,9	3,3	-3,3
N33	Services logistiques	74.6 à 74.8					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,9	3,9	5,4	2,7	1,0
	Demande de consommation finale		-4,4	-2,8	-2,4	2,0	-0,7
N33.A	<i>Enquêtes et sécurité</i>	<i>74.6Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,4	4,0	4,8	1,7	0,8
	Demande de consommation finale		2,4	2,3	4,3	4,1	2,0
N33.B	<i>Activités de nettoyage</i>	<i>74.7Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,6	3,0	6,5	3,7	3,1
	Demande de consommation finale		1,5	4,8	5,1	5,1	2,6
N33.C	<i>Activités photographiques</i>	<i>74.8A, 74.8B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	-23,1	20,0	-9,5	-5,4
	Demande de consommation finale		-7,8	-7,5	-7,9	0,2	-4,1
N33.D	<i>Services divers aux entreprises hors activités photographiques</i>	<i>74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,2	4,4	5,0	2,6	0,9
	Demande de consommation finale		1,0	3,8	4,5	0,4	4,0
N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,7	4,9	2,9	-1,4	-4,0
	Demande de consommation finale		1,7	0,8	0,3	-0,2	1,8

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES OPÉRATIONNELS								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N3	SERVICES OPÉRATIONNELS	71, 74.5 à 74.8, 90						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		143 468	150 261	158 990	173 407	182 822	188 610
	Demande de consommation finale		10 417	10 723	11 209	11 612	12 294	12 846
N31	Location sans opérateur	71						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		19 933	20 404	21 366	23 052	24 537	26 060
	Demande de consommation finale		2 343	2 415	2 549	2 650	2 872	3 029
N31.A	<i>Location de véhicules automobiles</i>	<i>71.1</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 275	5 305	5 637	6 195	6 555	6 859
	Demande de consommation finale		764	722	747	801	859	886
N31.B	<i>Location d'autres matériels de transport</i>	<i>71.2</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 472	3 567	3 851	4 136	4 402	4 828
	Demande de consommation finale		24	22	23	24	25	28
N31.C	<i>Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique</i>	<i>71.3A, 71.3C, 71.3G</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 954	7 449	8 265	8 838	9 604	10 263
N31.D	<i>Location de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>71.3E</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 640	2 486	1 924	2 015	2 047	2 103
	Demande de consommation finale		33	32	32	33	33	34
N31.E	<i>Location de biens personnels et domestiques</i>	<i>71.4</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 592	1 597	1 689	1 865	1 931	2 007
	Demande de consommation finale		1 522	1 639	1 747	1 792	1 955	2 081
N32	Sélection et fourniture de personnel	74.5						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		23 703	24 729	26 103	28 901	30 903	30 989
N32.A	<i>Sélection et mise à disposition de personnel</i>	<i>74.5A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 696	3 894	4 067	4 850	5 295	5 443
N32.B	<i>Travail temporaire</i>	<i>74.5B</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		20 007	20 835	22 036	24 051	25 608	25 546
N33	Services logistiques	74.6 à 74.8						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		84 787	89 954	95 305	103 938	109 144	113 290
	Demande de consommation finale		2 490	2 421	2 391	2 353	2 437	2 470
N33.A	<i>Enquêtes et sécurité</i>	<i>74.6Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 511	5 726	6 143	6 623	7 013	7 350
	Demande de consommation finale		42	44	46	49	51	53
N33.B	<i>Activités de nettoyage</i>	<i>74.7Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 511	8 960	9 405	10 303	10 991	11 649
	Demande de consommation finale		671	707	763	820	885	938
N33.C	<i>Activités photographiques</i>	<i>74.8A, 74.8B</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		954	972	753	899	817	783
	Demande de consommation finale		1 572	1 460	1 361	1 246	1 254	1 218
N33.D	<i>Services divers aux entreprises hors activités photographiques</i>	<i>74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		69 811	74 296	79 004	86 277	90 324	93 509
	Demande de consommation finale		205	210	221	238	247	261
N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		15 045	15 174	16 216	17 516	18 238	18 271
	Demande de consommation finale		5 584	5 887	6 269	6 609	6 985	7 347

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES OPÉRATIONNELS							
Taux de croissance des PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
						en %	
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
N3	SERVICES OPÉRATIONNELS	71, 74.5 à 74.8, 90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	1,4	3,5	2,6	2,8
	Demande de consommation finale		2,6	3,6	3,8	3,7	2,9
N31	Location sans opérateur	71					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,3	0,3	3,5	1,4	1,7
	Demande de consommation finale		0,9	0,8	3,5	0,3	2,6
N31.A	<i>Location de véhicules automobiles</i>	<i>71.1</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,7	0,7	4,6	2,0	2,5
	Demande de consommation finale		0,8	0,7	4,6	1,4	2,5
N31.B	<i>Location d'autres matériels de transport</i>	<i>71.2</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	4,3	2,8	3,7
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	4,3	0,0	3,7
N31.C	<i>Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique</i>	<i>71.3A, 71.3C, 71.3G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,5	0,2	2,7	0,9	-0,2
N31.D	<i>Location de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>71.3E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	2,4	0,0	3,0
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	0,0	0,0	3,0
N31.E	<i>Location de biens personnels et domestiques</i>	<i>71.4</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,9	0,9	3,1	-0,2	2,6
	Demande de consommation finale		0,9	0,9	3,1	-0,2	2,6
N32	Sélection et fourniture de personnel	74.5					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	0,3	3,0	3,1	3,1
N32.A	<i>Sélection et mise à disposition de personnel</i>	<i>74.5A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	1,9	2,6	3,1	3,1
N32.B	<i>Travail temporaire</i>	<i>74.5B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	0,0	3,0	3,1	3,1
N33	Services logistiques	74.6 à 74.8					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	1,9	3,4	2,2	2,7
	Demande de consommation finale		1,7	1,6	0,8	1,5	2,1
N33.A	<i>Enquêtes et sécurité</i>	<i>74.6Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,5	3,1	2,9	4,1	4,0
	Demande de consommation finale		2,3	2,2	2,1	0,0	1,9
N33.B	<i>Activités de nettoyage</i>	<i>74.7Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,9	2,8	2,8	2,8
	Demande de consommation finale		3,8	3,0	2,2	2,7	3,3
N33.C	<i>Activités photographiques</i>	<i>74.8A, 74.8B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,6	0,8	-0,6	0,5	1,2
	Demande de consommation finale		0,7	0,8	-0,6	0,5	1,2
N33.D	<i>Services divers aux entreprises hors activités photographiques</i>	<i>74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	1,9	4,0	2,0	2,6
	Demande de consommation finale		1,4	1,4	3,0	3,3	1,6
N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	1,9	5,0	5,5	4,4
	Demande de consommation finale		3,7	5,6	5,1	5,9	3,3

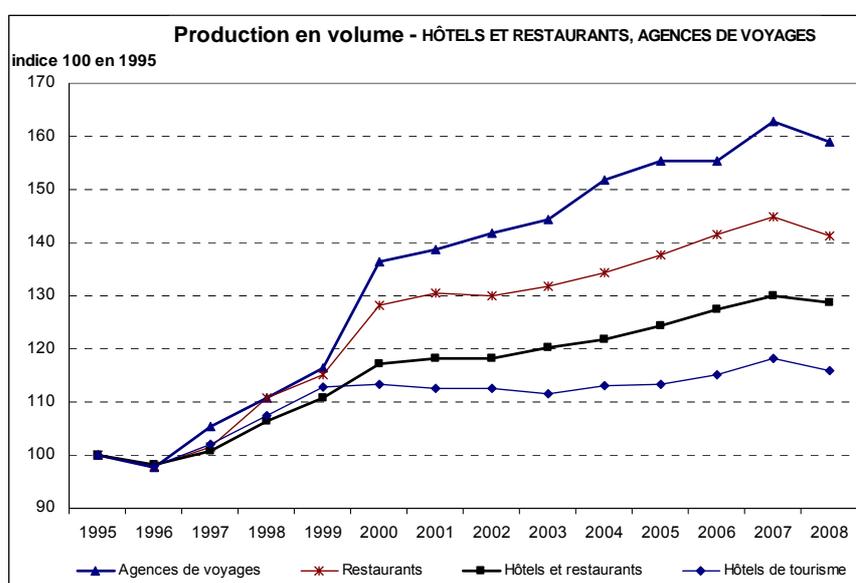
Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

Hôtels et restaurants, agences de voyages

Des dépenses en baisse

Contexte économique vacillant et saison maussade affectent le tourisme en 2008, au point de réduire de 1,1 % la production en volume des hôtels-café-restaurants. Faiblesse de la demande des ménages, qui baisse de 0,6 % mais surtout des entreprises, dont les consommations intermédiaires se contractent de 2,3 %. Seuls les hébergements non hôteliers et la restauration collective croissent encore. Avec une production en baisse de 4,2 % en volume, les cafés et discothèques ont été les plus touchés ; ce repli est simultané à l'interdiction de fumer, un été frais, l'absence d'événement sportif international sur le territoire et la progression des jeux d'argent en ligne et des chaînes de petite restauration. Les agences de voyages ont vécu deux semestres contrastés ; au total leur production baisse de 2,4 % en volume.



Source : comptes des services, Insee.

La production des *hôtels de tourisme* baisse de 2 % en volume en 2008. Leur fréquentation diminue de 0,6 %. Les hôtels haut de gamme sont les plus touchés en termes de taux d'occupation bien que leur nombre de nuitées soit en légère progression. Ces hôtels subissent plus que les autres les fluctuations de fréquentation de la clientèle étrangère. La baisse du taux d'occupation est de 0,8 point dans les hôtels 3 étoiles et 2,3 points dans les 4 étoiles, alors que le nombre de nuitées y augmente respectivement de 0,1 % et 0,5 %. Le taux d'occupation des hôtels de moyennes gammes est stable, mais s'accompagne d'une baisse du nombre de nuitées : -0,9 % dans les hôtels 2 étoiles, qui assurent 40 % des nuitées et dont la clientèle est aux trois quarts française. En termes de nuitées, la gamme 1 étoile régresse plus encore : -2,4 %. Les hôtels sans étoile ont perdu 0,9 point de taux d'occupation et 1,6 % de nuitées.

Les Britanniques étaient venus en nombre pour le rugby en 2007, les Italiens sont venus à Lourdes en 2008. Les Américains et les Japonais, dont les monnaies se sont appréciées face à l'euro, ont été moins nombreux à venir : -15 % et -12 %. Dans le contexte olympique, les Chinois ont été 21 % moins nombreux à se rendre dans notre pays.

La demande des ménages baisse de 2,2 % en volume, après le bond de +3,8 % en 2007. Les prix augmentent de +4,7 % après +4,2 % en 2007 et +3 % en 2006. L'année 2003 avait été beaucoup plus noire pour les ménages que 2008, avec une baisse en volume de 6,3 % des dépenses d'hôtellerie. Cependant, la baisse de la production des hôtels n'avait été que de 1 % en volume.

Ce sont les entreprises qui cette fois ont le plus arbitré leur consommation hôtelière : celle-ci baisse de 1,8 % ; la hausse des prix (+2,6 %)

permet cependant une croissance en valeur de 0,8 %.

En 2008, la production des autres moyens d'hébergement de courte durée, (campings, résidences de vacances et gîtes, foyers d'étudiants et de travailleurs) s'accroît de + 2,7 % en volume et de 5 % en valeur ; c'est l'évolution la plus dynamique de la branche des hôtels-restaurants, grâce aux campings et aux résidences de vacances (+ 3 %). En moyenne, depuis 2000, les autres moyens d'hébergement de courte durée ont progressé de 2 points au-dessus de la branche, en valeur et volume. Échappant au ralentissement général du tourisme, la fréquentation des campings s'accroît de 1,2 % malgré la moindre présence de la clientèle européenne ; le recul des nuitées étrangères, de 0,4 %, est plus limité qu'en 2007. Comme pour les hôtels, l'offre haut de gamme ne cesse de progresser ; plus de la moitié des mobile home sont situés dans les campings haut de gamme qui profitent de l'engouement croissant pour cette formule (+ 7 %), au détriment des emplacements nus (en baisse de 2 %).

La dépense des ménages en hébergements non hôteliers est désormais 8 % au-dessus de la dépense hôtelière. En 2000, elle était de 23 % inférieure. Très lente au départ, la mutation s'accélère en 2003 et 2004 ; la consommation des ménages en hébergements non hôteliers a augmenté de 13 % en volume en 2003, puis s'est doucement tassée pour atteindre + 3,1 % en 2007 et 2008. Les prix progressent moins vite que ceux des hôtels de tourisme ; en 2008, ils augmentent de 2,4 %.

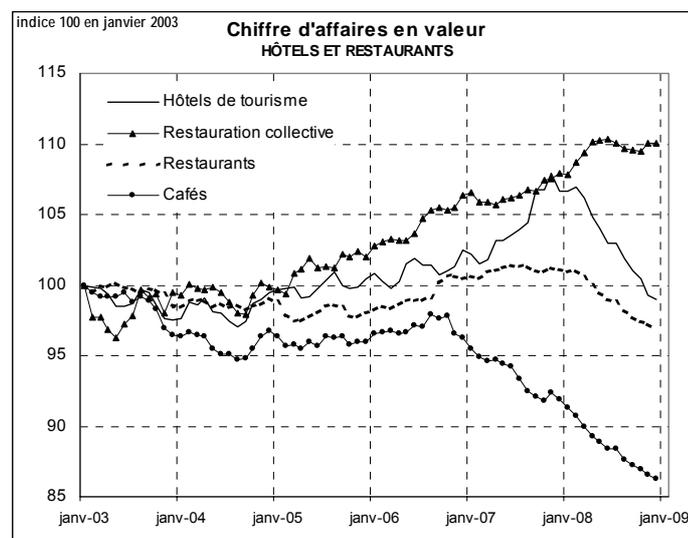
Les restaurants connaissent en 2008 une baisse historique de production, - 2,4 % en volume, alors qu'elle augmentait de plus de 2 % par an depuis 2003. Seuls des prix dynamiques, progressant de 3,3 %, permettent en 2008 une légère augmentation de la production en valeur (+ 0,9 %), après sept années de croissance située entre + 4 % et + 5,5 %. La variation du volume s'explique en partie par le report de clientèle : la restauration rapide gagne les parts de marché perdues par la restauration traditionnelle où, par ailleurs, l'addition moyenne est en baisse. La restauration à table aurait ainsi reculé de 4 % au second semestre et de 2,2 % pour l'année (selon le *cabinet NPD*).

La consommation des ménages s'est relativement maintenue : elle varie de - 1,5 % en volume et + 1,8 % en valeur. En revanche, les entreprises, qui ne reportent pas leur dépenses sur la restauration rapide, abaissent leurs consommations dans les restaurants de 5,1 % en volume. Simultanément, la demande des entreprises augmente en restauration collective et

traiteurs : de 6,4 % en valeur en 2008, pour + 2,1 % en moyenne de 2000 à 2007. Cette hausse compense à peine la baisse dans les restaurants : le total des dépenses des entreprises en restauration est quasiment stable en valeur.

Les cantines d'entreprises et la restauration sous contrat poursuivent la croissance entamée en 2005 : avec + 2,7 % de croissance en volume en 2008, la performance est meilleure qu'en 2007 (+ 2,1 %) et équivalente à 2006. En 2008, la demande des ménages progresse de 2,3 % en volume, un point de moins qu'en 2007. Au total le volume des repas hors domicile financés par les ménages a légèrement baissé, de 0,3 %.

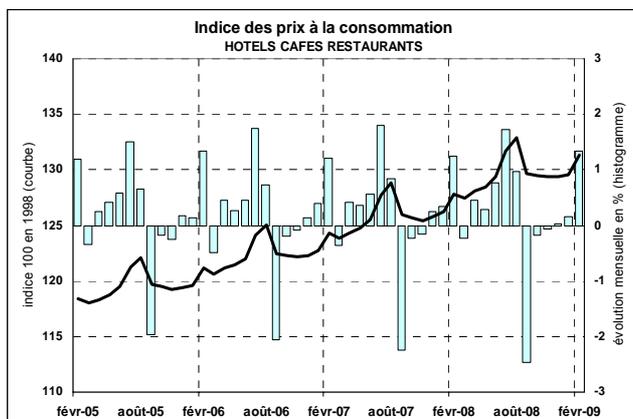
L'activité de la branche traiteurs, organisation de réception, essentiellement au service des entreprises, progresse faiblement, de 1,2 %, après le pic des années 2005 à 2007 (+ 8 % suivis de + 17 % et + 7 %). L'augmentation des prix est inhabituellement forte, de 3,2 % pour moins de 2 % tous les ans depuis 2000.



indice de valeur CVS-CJO
 indice 100 en janvier 2003 (moyenne mobile d'ordre 3)
 Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

La baisse de la production des cafés et discothèques accélère en 2008 où elle atteint -4,2 % en volume. Pour la première fois depuis 2000, elle s'accompagne d'une baisse en valeur (de 1,9 %). La loi de protection contre le tabagisme passif est entrée en vigueur dans ces établissements en janvier 2008. Elle aura eu des conséquences variables : elle aurait précipité la décroissance du « café du coin » ; la diminution du chiffre d'affaires des jeux de hasard à gratter en témoigne, ainsi que celle de la dégustation de l'expresso « cigarette ». Certains cafés ont pu aménager une terrasse réglementaire, d'autres non. Le retour des clients chassés par le tabac ne couvre cependant pas totalement la défection des fumeurs : le niveau des consommations prises en 2008 est retombé sous le niveau de 2004.

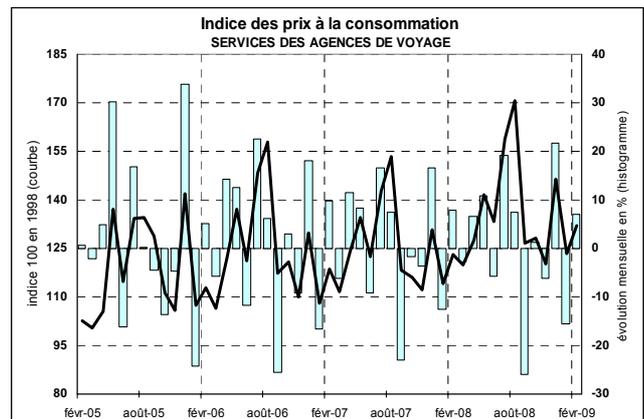
La demande des ménages baisse de 2,2 % en valeur et de 4,5 % en volume. On peut y voir aussi la concurrence de la restauration rapide, du type Starbucks, proche des cinémas, ou des cafés de musée, alternatives à des débits de boisson dont la spécificité résiduelle est l'alcool. En 9 ans, seule la canicule de 2003 aura généré une progression du volume des prestations des cafés et discothèques.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

Les **agences de voyage** ont une production tonique en 2008, de +5,3 % en valeur. Mais l'augmentation des prix de 7,9 % cache la baisse de 2,4 % du volume des prestations. Très dynamique au premier semestre, la branche des agences de voyage a en effet été affectée par la crise économique internationale.

La demande des ménages baisse, pour la première fois depuis 2001: elle avait alors été plus spectaculaire encore, de -5,6% en volume pour -2,4 % en 2008. Les entreprises vivent quant à elles leur premier recul en demande de ces services depuis 2000 (-2,4 % également).



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

La production

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES								
Taux de croissance de la production en VOLUME								en %
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
P10	Hôtels et restaurants	55	1,2	2,1	2,6	2,0	-1,1	
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C	1,3	0,4	1,5	2,6	-2,0	
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2	-1,1	6,4	4,4	1,9	2,7	
P10.C	Restaurants	55.3	2,1	2,5	2,8	2,2	-2,4	
P10.D	Cafés et discothèques	55.4	0,1	-2,6	-1,1	-0,8	-4,2	
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C	0,6	2,5	2,8	2,1	2,7	
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D	3,4	7,8	17,0	7,0	1,2	
K08	Agences de voyages	63.3	5,2	2,4	0,0	4,8	-2,4	

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES								
Niveau de la production en VALEUR								en millions d'€
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P10	Hôtels et restaurants	55	68 524	70 944	74 160	77 964	81 656	83 116
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C	13 558	13 996	14 520	15 194	16 048	16 277
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2	7 265	7 305	7 812	8 357	8 828	9 272
P10.C	Restaurants	55.3	29 830	31 259	32 897	34 711	36 366	36 683
P10.D	Cafés et discothèques	55.4	6 503	6 692	6 689	6 716	6 792	6 664
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C	10 369	10 639	11 086	11 610	12 127	12 655
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D	999	1 053	1 157	1 378	1 499	1 566
K08	Agences de voyages	63.3	6 617	7 076	7 447	7 829	8 212	8 646

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES								
Taux de croissance du PRIX de la production								en %
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
P10	Hôtels et restaurants	55	2,3	2,4	2,4	2,6	2,9	
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C	1,9	3,3	3,1	2,9	3,5	
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2	1,6	0,5	2,5	3,7	2,3	
P10.C	Restaurants	55.3	2,6	2,7	2,6	2,5	3,3	
P10.D	Cafés et discothèques	55.4	2,8	2,6	1,5	2,0	2,4	
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C	1,9	1,7	1,8	2,3	1,6	
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D	1,9	1,9	1,8	1,7	3,2	
K08	Agences de voyages	63.3	1,7	2,8	5,1	0,1	7,9	

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES							
Taux de croissance de la demande intérieure en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P10	Hôtels et restaurants	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,8	2,1	3,8	1,8	-2,3
	Demande de consommation finale		0,8	1,7	2,5	2,1	-0,6
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	-0,1	1,8	1,8	-1,8
	Demande de consommation finale		-0,7	1,0	1,4	3,8	-2,2
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-22,7	5,9	3,5	-3,2	0,7
	Demande de consommation finale		8,2	5,5	5,5	3,1	3,1
P10.C	Restaurants	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12,4	4,2	2,7	3,6	-5,1
	Demande de consommation finale		-0,6	1,8	2,9	1,7	-1,5
P10.D	Cafés et discothèques	55.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		14,9	-9,8	-5,2	3,6	1,5
	Demande de consommation finale		-0,7	-2,1	-0,7	-1,1	-4,5
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	-3,3	24,4	-13,3	8,1
	Demande de consommation finale		1,7	1,8	2,1	3,3	2,3
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,6	8,2	17,6	7,0	1,2
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	5,7	5,3	1,6
K08	Agences de voyages	63.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,6	2,1	0,1	5,1	-2,4
	Demande de consommation finale		2,6	4,5	-0,4	2,8	-2,4

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES									
Niveau de la demande intérieure en VALEUR									
en millions d'€									
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
P10	Hôtels et restaurants	55							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	18 631	19 588	20 528	21 877	22 790	22 907
			Demande de consommation finale	50 690	52 443	54 549	57 207	60 027	61 419
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	8 079	8 368	8 631	9 053	9 403	9 475
			Demande de consommation finale	5 648	5 833	6 087	6 359	6 876	7 039
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	2 042	1 579	1 675	1 775	1 781	1 834
			Demande de consommation finale	5 304	5 857	6 216	6 718	7 173	7 572
P10.C	Restaurants	55.3							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	6 504	7 465	7 989	8 421	8 944	8 772
			Demande de consommation finale	23 459	23 971	25 066	26 472	27 615	28 112
P10.D	Cafés et discothèques	55.4							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	370	437	404	389	411	427
			Demande de consommation finale	6 160	6 290	6 317	6 363	6 420	6 277
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	688	738	726	920	817	898
			Demande de consommation finale	10 068	10 440	10 810	11 238	11 882	12 355
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	948	1 001	1 104	1 321	1 438	1 502
			Demande de consommation finale	51	52	53	57	61	64
K08	Agences de voyages	63.3							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	5 692	6 111	6 410	6 743	7 095	7 470
			Demande de consommation finale	926	966	1 037	1 086	1 117	1 176

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES							Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure	
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	en %
P10	Hôtels et restaurants	55						
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	1,3	2,6	2,7	2,3	2,9
			Demande de consommation finale	2,7	2,3	2,4	2,8	2,9
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C						
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	0,5	3,3	3,1	2,0	2,6
			Demande de consommation finale	4,0	3,3	3,0	4,2	4,7
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2						
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	0,0	0,2	2,4	3,7	2,3
			Demande de consommation finale	2,1	0,6	2,5	3,6	2,4
P10.C	Restaurants	55.3						
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	2,1	2,7	2,6	2,5	3,3
			Demande de consommation finale	2,8	2,7	2,6	2,5	3,3
P10.D	Cafés et discothèques	55.4						
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	2,8	2,5	1,6	2,0	2,4
			Demande de consommation finale	2,8	2,6	1,5	2,0	2,4
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C						
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	1,8	1,7	1,9	2,4	1,7
			Demande de consommation finale	2,0	1,7	1,8	2,3	1,7
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D						
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	1,9	1,9	1,8	1,7	3,2
			Demande de consommation finale	2,0	1,9	1,8	1,7	3,2
K08	Agences de voyages	63.3						
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	1,7	2,8	5,1	0,1	7,9
			Demande de consommation finale	1,7	2,8	5,1	0,1	7,9

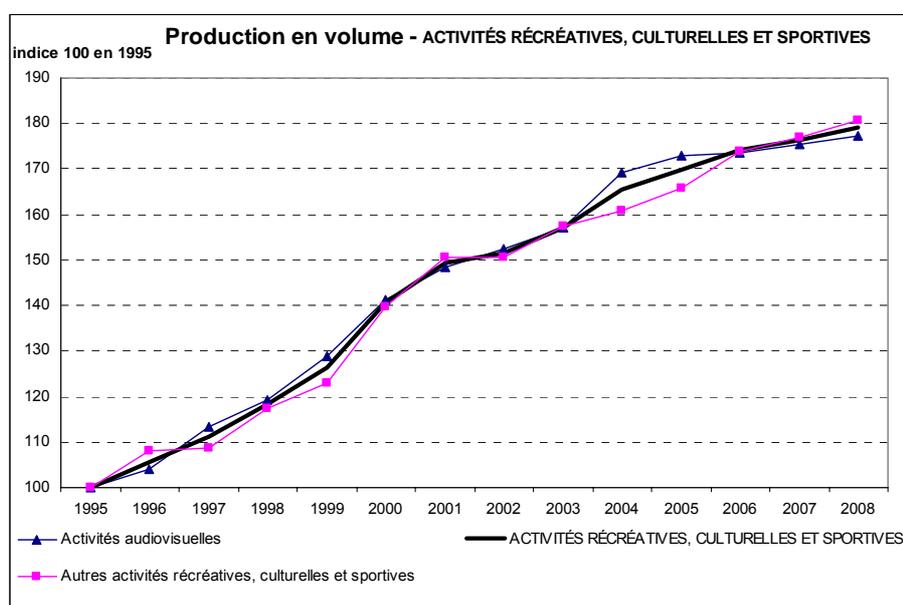
Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

Activités récréatives, culturelles et sportives

2008 : bonne année pour les sociétés du spectacle

La croissance des activités récréatives, culturelles et sportives marchandes, +1,6 % en 2008 en volume, repose sur le dynamisme des activités de spectacle (+ 6,8 %), de la production de films (+ 3,9 %) et des parcs d'attraction (+ 7 %). Fait inaccoutumé, les jeux de hasard et d'argent ralentissent la progression de l'ensemble de la branche, avec une baisse de leur production de 4,6 %. La distribution de films recule elle aussi (- 1,6 %), comme les deux années précédentes, et les activités télévisuelles sont sur la corde raide (- 0,2 % en 2008 après + 0,3 %).



Source : comptes des services, Insee.

Les **activités audiovisuelles** progressent lentement, de 1,2 % en 2008 après + 1 % l'année précédente. Cette tendance masque des évolutions contrastées.

L'activité de *production de films* reste le segment le plus contributeur à la croissance des activités audiovisuelles. Après une année 2006 en léger repli (- 0,6 %), celle-ci a redémarré avec dynamisme en 2007 (+ 5,5 %) et se poursuit en 2008 au rythme soutenu de + 3,9 %.

Selon les chiffres communiqués par le CNC¹¹, ce secteur bénéficie en 2008 d'une hausse sensible des investissements dans les films cinématographiques dits « d'initiative française »¹².

¹¹ CNC : Centre national de la cinématographie.

¹² Films intégralement ou majoritairement produits et financés par des partenaires français.

Avec une augmentation de 25,5 % par rapport au niveau record de 2007, ces investissements ont permis de produire 196 longs-métrages d'initiative française, soit 11 de plus qu'en 2007. Si l'on y ajoute les coproductions où la France a été minoritaire, 240 films ont ainsi été agréés en 2008, soit 12 de plus qu'en 2007.

Constat majeur : l'augmentation de ces investissements est exclusivement attribuable à la progression des investissements français (+ 30 %). Ceux-ci ont plus que doublé en dix ans (+ 8,9 % par an en moyenne).

En termes de part de marché, la production de films cinématographiques intégralement financés par la France remonte à 60 % de la production totale en 2008 (après 58 % en 2007, 63 % en 2006 et 52 % en 2005).

La part des investissements captée par les films dont le devis dépasse 15 M€ (41,3 % en 2008 après 28,5% en 2007 et 27,3 % en 2006) connaît une forte augmentation en 2008 : le nombre de films aux devis supérieurs à 20 M€ augmente (13 en 2008, 6 en 2007) ; deux films présentent en 2008 un devis supérieur à 60 M€ (les volets 2 et 3 d'Arthur : Arthur et la guerre des deux mondes, Arthur et la vengeance de Maltazard), performance inégalée dans le passé (zéro en 2007, un en 2006).

En 2008, les chaînes de télévision demeurent les premiers bailleurs de fonds de la production cinématographique avec 28 % des financements des films d'initiative française, à l'image de Canal+ qui réalise son plus gros investissement dans le cinéma depuis sa création (174 millions d'euros, soit 8,5 % de plus qu'en 2007). Quant aux chaînes hertziennes en clair, celles-ci augmentent leurs investissements de 15 %, les portant à 144 millions d'euros en 2008. Enfin, Orange, dernier arrivé dans le paysage audiovisuel français avec son bouquet Orange Cinéma Séries¹³ lancé à l'automne 2008 a investi 31 millions d'euros.

Cette contribution active des chaînes de télévision pourrait être affaiblie dès 2009 si la baisse des recettes publicitaires (- 4,5 % selon l'institut de sondage Irep) subie par ces dernières en 2008 ne se résorbe pas.

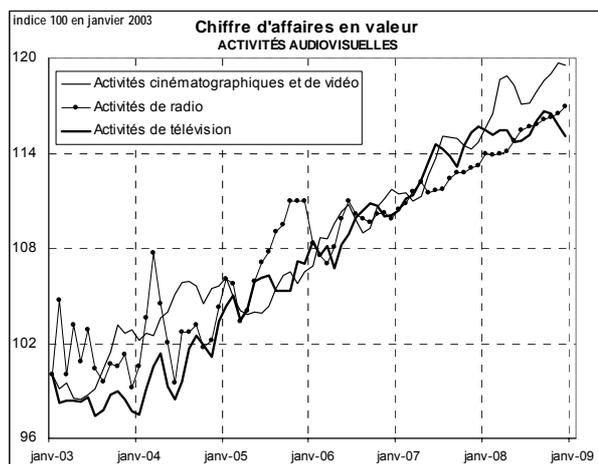
Les exportations de films français battent un nouveau record en 2008 : les films hexagonaux ont attiré environ 80 millions de spectateurs dans les salles à l'étranger selon une première estimation réalisée par Unifrance¹⁴. Il s'agit du meilleur score depuis que la collecte de ces informations a été mise en place, il y a quinze ans. Le film intitulé « Babylon AD » et réalisé par Mathieu Kassovitz a été le film français le plus vu à l'étranger : il a attiré 10,1 millions de spectateurs, soit dix fois plus que sur le territoire national (909 438).

Ces exportations records sont à mettre au crédit des productions majoritairement françaises. Celles-ci représentent plus de 86 % des entrées, contre 62 % en 2007 et même 49 % en 2006. En 2008, les seuls films majoritairement français font plus d'entrées que la totalité des films en 2007.

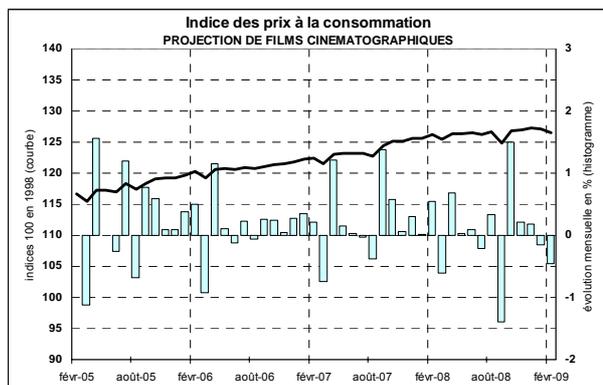
Parmi les destinations les plus consommatrices de films français, les États-Unis occupent le premier rang (17,8 millions d'entrées), suivi de la Russie (7,2 millions), l'Allemagne (5,6 millions), l'Espagne (5,3 millions), l'Italie (4,9 millions), et le Royaume-Uni (4 millions).

¹³ Orange cinéma séries est un bouquet composé de 5 chaînes thématiques. Il diffuse des films et séries, en direct et à la demande (pour l'essentiel des programmes jusqu'à 30 jours après la première diffusion TV), sur la télévision et sur le PC.

¹⁴ Organisme chargé d'exporter le cinéma français.



indice de valeur CVS-CJO
indice 100 en janvier 2003 (moyenne mobile d'ordre 3)
Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

Le repli des activités de *distribution de films et vidéo* amorcé en 2006, s'atténue légèrement en 2008 (- 1,6 % après - 3,6 % en 2007 et - 2,4 % en 2006). Selon le CNC, le nombre de supports vidéo commercialisés est en baisse pour la troisième année consécutive : 128 millions d'unités ont été vendues en 2008 contre 131 en 2007, 136,4 en 2006 et 143,4 en 2005, soit un repli de 10,5 % en trois ans. Le support VHS ne génère quasiment plus de recettes. En revanche les ventes de supports hautes définitions (HD) sont multipliées par 3,6 entre 2007 et 2008 atteignant 51,4 millions d'euros en 2008. Néanmoins, cette progression ne permet pas d'infléchir de manière significative l'érosion tendancielle des ventes de supports vidéo.

En termes de chiffre d'affaires, le cinéma conforte sa position dominante sur le marché de la vidéo au détriment du segment « hors film » avec une part de 56,4 % en 2008 (53 % en 2007).

Sur le nouveau périmètre d'analyse défini par le CNC (VHS exclu, HD inclus), la part des films français sur le marché de la vidéo décroît de 0,4 point en 2008 pour finir à 22,6 %. Quant aux films américains, leur poids frôle depuis 2007 les 63 %. Les films d'Europe continentale gagnent 2,1 points pour se hisser en 3^{ème} position avec 12 % de part de marché. Le chiffre d'affaires des autres films décroît de 38 % en 2008. Leur part de marché est limitée à 2,6 % (4,1 % en 2007). D'après le Syndicat de l'Édition Vidéo Numérique¹⁵ (SEVN), le recul du marché s'explique essentiellement par le piratage sur Internet.

Pour contrer cette tendance, le SEVN a appelé le législateur à abaisser le délai de diffusion plancher pour la vidéo, fixé alors à six mois, à un seuil entre « trois et quatre mois ». En effet, en pratique, on constate que la plupart des films ne sont plus diffusés en salles au bout de trois ou quatre semaines. L'adoption de cette mesure, réduit la période postérieure à l'exploitation en salles qui profite exclusivement à la piraterie. Pour appuyer sa demande, le SEVN rappelle que la vidéo préfinance jusqu'à 25% la production d'œuvres cinématographiques.

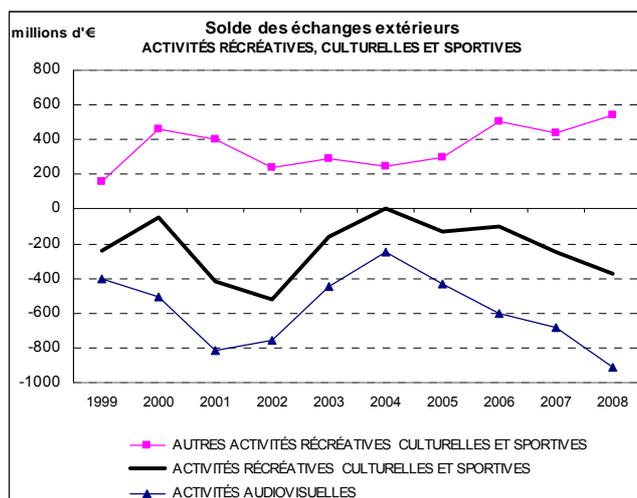
En 2008, la branche projection de films cinématographiques renoue avec la croissance. Son activité en volume croît de 3,4 %, après un repli de 7,3 % en 2007. Selon les estimations du CNC¹⁶, la fréquentation des salles a atteint 188,8 millions d'entrées, soit 6,2 % de plus qu'en 2007. Ce résultat est supérieur au niveau moyen des dix dernières années (179,1 millions d'entrées par an en moyenne, selon le CNC). Dans un contexte d'augmentation des prix (+ 2,2 %), les recettes en valeur croissent de 5,7 %. La fréquentation des films français progresse de 32,7 % pour atteindre 86,2 millions d'entrées en 2008, affichant ainsi le 2^{ème} plus haut niveau depuis 1984 (94,1 millions).

Par ailleurs, le nombre d'entrées des films français devance celui des films américains pour la deuxième fois depuis 1986 : la part de marché des films français gagne 9,2 points en 2008 et devient majoritaire avec 45,7 %.

Ce remplissage des salles favorable au cinéma français en 2008 se traduit par une croissance significative du nombre de films français dans toutes les tranches d'entrées en deçà de trois millions d'entrées.

Au total, cinq films français ont drainé plus de deux millions d'entrées avec une première place attribuée à « Bienvenue chez les Ch'tis » (plus de

¹⁵ Le Syndicat de l'Édition Vidéo Numérique (SEVN), réunit en France les principaux éditeurs et distributeurs d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques éditées en DVD et VoD
¹⁶ Direction des études, des statistiques et de la prospective du CNC.



Source : comptes des services, Insee.

20 millions d'entrées) suivi de loin par « Astérix aux jeux Olympiques » (6,8 millions d'entrées).

Malgré la crise économique (ou peut-être à cause d'elle ?), la fréquentation des salles s'est redressée au dernier trimestre après la baisse du milieu d'année.

Le cinéma en salle oppose une grande résistance au raz-de-marée du téléchargement illégal sur Internet. « Comme les concerts, c'est du spectacle vivant et le public fait la différence », souligne le CNC.

Le ralentissement des activités de télévision amorcé en 2005, se poursuit en 2008 (- 0,2 % après + 0,3 % en 2007). Les parts d'audience des grandes chaînes nationales se dégradent au profit de celle de la TNT. Le leader historique TF1 subit la plus forte érosion : en un an, sa part d'audience baisse de 3,5 points selon Médiamétrie. Cependant, TF1 réalise 18 des 20 meilleurs scores de l'année 2008.

D'après l'institut d'analyse des diffusions publicitaires et musicales Yacast, les chaînes de la TNT doublent pratiquement leurs recettes publicitaires en 2008. Depuis 2005, les investissements publicitaires sur ces chaînes ont été multipliés par près de 8, avec une progression annuelle moyenne de 185 %.

Cette montée en puissance permet au marché publicitaire en télévision¹⁷ de finir l'année 2008 avec un chiffre d'affaires hors taxe en hausse de 4,4 %. Si l'on écarte les chaînes de la TNT, le marché publicitaire ne se porte pas très bien à l'image des recettes de TF1¹⁸ et de M6 qui diminuent respectivement de 2,8 % et de 2,6 % en 2008, probablement en lien avec la dégradation de la conjoncture économique.

Depuis 2005, les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) traversent un mouvement de concentration

¹⁷ hors France Télévisions

¹⁸ hors les recettes tirées de l'offre TF1 Cristal

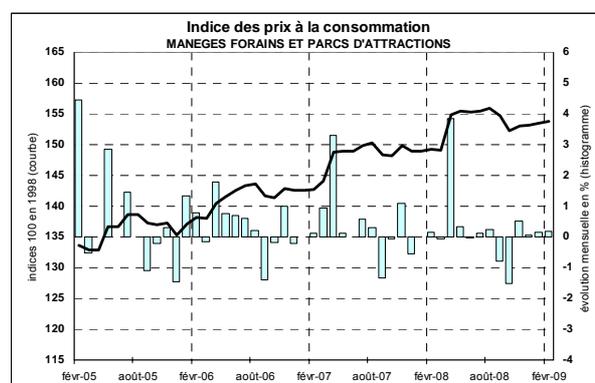
important, qui a engendré une réduction du nombre des offres télévisuelles par ADSL proposées par les FAI : au 1er septembre 2008, seules cinq offres sur les huit présentes fin 2006 subsistaient : Free, Orange, SFR, Alice et Darty Box. Au mois de septembre 2008, le service Alice a été racheté par le groupe Iliad, maison-mère de Free. Une sixième offre a également été lancée en octobre par le groupe Bouygues.

En matière de services interactifs, l'année 2008 est marquée par le fort développement de la vidéo à la demande (VoD¹⁹), désormais présente sur le satellite, l'ADSL et le mobile. En décembre, l'Observatoire de la VoD dénombrait 48 plateformes actives (contre 40 en décembre 2007), disponibles sur internet, l'IPTV (TV par ADSL) et désormais sur baladeur multimédia ou sur consoles de jeux vidéo. La croissance du nombre d'abonnés haut débit, l'augmentation du nombre de services sur internet, l'essor de la télévision de rattrapage, l'accroissement de l'offre de films sont autant de facteurs qui ont stimulé le marché français de la VoD.

Selon les données recueillies par le CNC dans le cadre de l'observatoire de la VoD, les huit plateformes de VoD analysées²⁰ ont proposé en décembre 2008 4 000 films de cinéma soit une progression de 50 % par rapport à décembre 2007. La consommation de VoD, dans sa version payante, a connu un regain de croissance : le chiffre d'affaires généré en 2008 s'établit à 53 millions d'euros (hors plateformes spécialisées dans les films pour adultes) soit une augmentation de 84,2 % par rapport à 2007. Pour autant, les revenus générés par ce marché demeurent encore modestes en comparaison avec ceux de la vidéo physique (1,4 milliard d'euros entre octobre 2007 et septembre 2008).

En juin 2008, l'AFDESI²¹ recensait en France une trentaine de services interactifs disponibles sur les différentes offres des réseaux hertziens, satellite, câble et ADSL. Parmi ces services, la

TV participative qui permet, grâce à des applications développées sur internet, d'impliquer les téléspectateurs d'un même réseau dans la production de contenus distribués. Cette catégorie rassemble les services tels Youtube ou Dailymotion, qui permettent aux utilisateurs de charger leurs propres contenus vidéo sur une plate-forme partagée par tous les autres abonnés. Un autre service qui connaît un engouement prononcé des consommateurs est le télécommerce (ou T-commerce), l'équivalent pour la télévision du commerce électronique sur internet. Celui-ci permet, à l'aide d'un décodeur relié au téléviseur, de télécharger des vidéos sur demande, ou encore d'acheter en temps réel des articles proposés à l'écran en utilisant les boutons de la télécommande.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

La production des activités de radio repart timidement à la hausse en 2008 (+ 0,4 %) après une année 2007 en repli (- 2,4 %).

D'après l'institut de sondage Médiamétrie²², 83 % des français ont écouté quotidiennement la radio durant les mois de novembre-décembre 2008. Les radios généralistes ont capté une part d'audience cumulée de 39,5 % durant cette période, soit + 1,6 point par rapport aux deux derniers mois de 2007. Cette progression s'est faite au détriment des radios musicales : 1 million de Français de 13 ans et plus ont délaissé les radios musicales, qui représentent 42,1 % d'audience cumulée (44,1 % en fin d'année 2007). Ainsi sur un an, les radios du groupe NRJ affichent presque toutes un net repli à l'exception de Rire & Chansons (+ 9,1 %). C'est encore le numérique qui est pointé pour expliquer le recul des radios musicales.

¹⁹ VoD : le téléspectateur choisit un programme qu'il souhaite regarder "à la carte", au moment où il le désire. Ce programme peut être commercialisé par différents acteurs comme des chaînes de télévision, des bouquets satellite, des câblo-opérateurs, des opérateurs de télécoms, des fournisseurs d'accès à Internet, des moteurs de recherche ou des portails Internet...

²⁰ Orange, Canalplay, TF1 vision, Virgin Mega, France Télévisions, Arte, Club Internet, UniversCité.

²¹ Association For the Development of Enhanced television and Interactive Services.

²² Il s'agit plus précisément des résultats d'audience de la Radio en France métropolitaine sur la période allant du 3 novembre au 28 décembre 2008, mesurée auprès de 30 037 personnes âgées de 13 ans et plus. Ces résultats sont tirés de l'étude « 126000 Radio » de Médiamétrie de novembre-décembre 2008.

D'après Yacast, les recettes publicitaires de la radio affichent une croissance en valeur de 4,9% en 2008. Cette progression s'inscrit dans un contexte de repli des volumes de messages diffusés (- 1 %) ainsi que de la durée des spots (- 1 %). Les stations généralistes tirent la croissance de ces recettes avec une évolution de + 7 %. En revanche, elles diffusent beaucoup moins de messages qu'en 2007 (- 6 %) et affichent un net décrochage en termes de durée (- 6 %). Le bilan des radios musicales et d'information demeure moins alarmiste en volume (+ 1 % pour le nombre de messages diffusés ainsi que pour la durée des spots). En valeur, leurs recettes publicitaires progressent de 4 % en 2008.

En 2008, les **autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes** (hors audiovisuel) progressent de 2,0 % en volume. C'est un point de plus que la totalité des services marchands, alors qu'en 2007 la production récréative hors audiovisuel avait été plus d'un point sous la croissance moyenne des services. La croissance des prix de + 2,2 %, porte l'augmentation en valeur à + 4,3 %.

Les activités de spectacles (musique, théâtre, danse, ...) et les parcs d'attraction sont très dynamiques en 2008, avec une croissance en volume de près de 7 %. En valeur leur progression dépasse 10 %, comme en 2005. Plus des deux tiers du dynamisme de la branche autres activités récréatives, culturelles et sportives leur sont dûs. 2005 avait été une année de faible inflation pour les activités de spectacle et les parcs d'attraction. Mais depuis, l'augmentation des prix de production est plus vive : + 3,4 % en 2008 après + 4,4 %. Alternative à l'exotisme, le rêve à portée de TGV ou d'autoroute... Eurodisney affiche en cours d'année 2008 une hausse de la fréquentation et du ticket moyen, ainsi que du taux d'occupation de ses hôtels. Le Futuroscope finit sa saison estivale avec une fréquentation en hausse de 18 % ; sur l'année 2008, la fréquentation du Futuroscope progresse de 4,5 %. Le parc renouvelle ainsi sa bonne performance de 2007. Acteur mixte, Grévin a de bonnes performances pour le musée, moindres pour la partie événementielle.

La demande des ménages pour ces deux activités de loisirs reste tonique en 2008, avec + 9,7 % d'augmentation en valeur, après + 11 % en 2007 et + 10 % en 2006. En volume, on assiste cependant à un très léger ralentissement : la consommation des ménages passe de + 6,9 % en 2006 à + 6,4 % en 2007 et + 6,1 en 2008.

Simultanément la demande des ménages en autres activités culturelles (bibliothèques, musées et zoos privés ...) est aussi très dynamique. Depuis 2004, elle est en plein essor, augmentant en volume de + 6,6 % en 2004 à + 5,9 % en 2008. Les prix sont en progression en 2008 : + 1,4 % après 4 années de quasi stagnation.

La très légère baisse des prix, de 0,2 %, dans les activités diverses de spectacle (cirques, son et lumière, corridas, cours de danse et bals...) permet l'accroissement de 2,2 % de leur production en volume.

Fait inimaginable il y a peu, la production des jeux de hasard et d'argent baisse en 2008, de 4,6 % en volume et 3,5 % en valeur. Parmi les explications avancées, l'interdiction de fumer accélérerait la défection dans les casinos et les cafés-tabac. La plus forte baisse revient en effet aux jeux de grattage, pratiqués au comptoir, alors que les paris

sportifs en ligne ont bien marché. Malgré une progression de + 48 % des paris en ligne sur son site, l'activité de la Française des Jeux baisse globalement de 1,1 % en 2008. La baisse avait été encore plus vive en 2007, de 1,8 %, mais elle était alors due aux jeux de tirage.

Le PMU enregistre en 2008 une croissance de + 4,8 % de son activité, dont un quart via les paris en ligne. Le second opérateur privé de casinos constate la baisse de 5,7 % de son chiffre d'affaires. La demande des ménages en jeux de hasard baisse en 2008 de 5 % en volume. Depuis 2005, la croissance en volume s'était installée à + 1,7 % niveau très inférieur à celui des premières années de la décennie .

En 2008, les activités liées au sport et autres activités récréatives augmentent de 0,6 % en volume. Les ménages ont donc accru leur fréquentation des golfs, équipes et fédérations sportives, salles de remise en forme, courses et manèges d'équitation... de 1,4 %. Autant qu'en 2007, mais nettement moins qu'en 2006, où la progression de + 3,2 % suivait une année 2005 en baisse de 1,6 %, au gré des événements sportifs de grande ampleur.

Les agences de presse fournissent des services aux entreprises : leur production est fluctuante depuis 2000 ; en 2008, elle s'accroît de 2,6 % en valeur et en volume.

La production

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P2	ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES	92	5,3	2,6	2,5	1,3	1,6
P21	Activités audiovisuelles	92.1, 92.2	7,7	2,2	0,4	1,0	1,2
P21.A	Production de films	92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D	11,1	-0,7	-0,6	5,5	3,9
P21.B	Distribution de films et vidéo	92.1F, 92.1G	10,4	13,8	-2,4	-3,6	-1,6
P21.C	Projection de films cinématographiques	92.1J	10,4	-11	5,7	-7,3	3,4
P21.D	Activités de radio	92.2A	-0,4	-1,2	1,3	-2,4	0,4
P21.E	Activités de télévision	92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F	5,0	2,7	1,4	0,3	-0,2
P2A	Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes	92.3 à 92.7	2,2	3,0	5,0	1,8	2,0
P2A.A	Activités de spectacle (partie marchande)	92.3A, 92.3B, 92.3D	3,4	12,3	6,1	1,7	6,8
P2A.B	Manèges forains et parcs d'attractions	92.3F	2,2	-1,0	4,6	6,5	7,0
P2A.C	Activités diverses du spectacle	92.3K	-0,2	4,0	0,4	0,4	3,1
P2A.D	Agences de presse	92.4Z	0,1	1,9	2,7	-0,6	2,6
P2A.E	Autres activités culturelles (partie marchande)	92.5	3,1	7,4	-2,8	3,9	5,2
P2A.F	Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)	92.6, 92.7C	-0,1	-2,3	5,7	1,6	0,6
P2A.G	Jeux de hasard et d'argent	92.7A	4,1	0,9	4,6	0,4	-4,6

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P2	ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES	92	38 642	40 721	42 163	44 093	45 747	47 388
P21	Activités audiovisuelles	92.1, 92.2	21 659	22 921	23 323	23 878	24 605	25 335
P21.A	Production de films	92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D	7 091	7 556	7 691	7 849	8 470	9 004
P21.B	Distribution de films et vidéos	92.1F, 92.1G	3 039	3 219	3 278	3 168	3 009	2 940
P21.C	Projection de films cinématographiques	92.1J	1 021	1 165	1 064	1 154	1 095	1 158
P21.D	Activités de radio	92.2A	1 237	1 280	1 325	1 349	1 352	1 394
P21.E	Activités de télévision	92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F	9 271	9 701	9 966	10 359	10 678	10 838
P2A	Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes	92.3 à 92.7	16 983	17 800	18 840	20 215	21 142	22 053
P2A.A	Activités de spectacle (partie marchande)	92.3A, 92.3B, 92.3D	4 487	4 747	5 393	5 858	6 211	6 851
P2A.B	Manèges forains et parcs d'attractions	92.3F	1 766	1 900	1 962	2 139	2 385	2 648
P2A.C	Activités diverses du spectacle	92.3K	437	451	467	471	479	489
P2A.D	Agences de presse	92.4Z	678	679	706	725	728	747
P2A.E	Autres activités culturelles (partie marchande)	92.5	286	297	321	311	324	346
P2A.F	Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)	92.6, 92.7C	4 885	5 030	5 135	5 538	5 755	5 898
P2A.G	Jeux de hasard et d'argent	92.7A	4 444	4 696	4 856	5 173	5 260	5 074

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P2	ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES	92	0,1	0,9	2,0	2,4	2,0
P21	Activités audiovisuelles	92.1, 92.2	-1,7	-0,5	1,9	2,1	1,7
P21.A	<i>Production de films</i>	<i>92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D</i>	-4,1	2,5	2,6	2,3	2,3
P21.B	<i>Distribution de films et vidéo</i>	<i>92.1F, 92.1G</i>	-4,1	-10,5	-1,0	-1,4	-0,7
P21.C	<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>92.1J</i>	3,4	2,6	2,7	2,3	2,2
P21.D	<i>Activités de radio</i>	<i>92.2A</i>	3,9	4,7	0,5	2,8	2,7
P21.E	<i>Activités de télévision</i>	<i>92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F</i>	-0,3	0,0	2,5	2,8	1,7
P2A	Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes	92.3 à 92.7	2,5	2,7	2,1	2,8	2,2
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>	<i>92.3A, 92.3B, 92.3D</i>	2,3	1,1	2,4	4,3	3,3
P2A.B	<i>Manèges forains et parcs d'attractions</i>	<i>92.3F</i>	5,3	4,3	4,2	4,7	3,7
P2A.C	<i>Activités diverses du spectacle</i>	<i>92.3K</i>	3,4	-0,4	0,4	1,3	-1,0
P2A.D	<i>Agences de presse</i>	<i>92.4Z</i>	0,0	2,0	0,0	1,0	0,0
P2A.E	<i>Autres activités culturelles (partie marchande)</i>	<i>92.5</i>	0,7	0,6	-0,3	0,3	1,5
P2A.F	<i>Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)</i>	<i>92.6, 92.7C</i>	3,1	4,5	2,0	2,3	1,9
P2A.G	<i>Jeux de hasard et d'argent</i>	<i>92.7A</i>	1,5	2,5	1,8	1,3	1,1

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure et l'investissement

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P2	ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES	92					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,3	1,9	2,5	2,6	4,3
	Demande de consommation finale		4,3	2,0	3,0	2,3	1,5
	Demande pour investissement		17,0	8,7	-1,1	4,8	3,2
	<i>dont : entreprises</i>		16,6	5,5	0,8	5,2	3,6
P21	Activités audiovisuelles	92.1, 92.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	2,4	0,7	3,0	5,7
	Demande de consommation finale		9,4	2,5	1,0	-1,7	1,0
	Demande pour investissement		16,5	5,1	0,3	5,5	3,9
	<i>dont : entreprises</i>		16,5	5,1	0,3	5,5	3,9
P21.A	<i>Production de films</i>	<i>92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9,0	-3,2	-1,8	5,5	10,3
	Demande de consommation finale		16,5	5,1	0,3	5,5	3,9
	<i>dont : entreprises</i>		16,5	5,1	0,3	5,5	3,9
P21.B	<i>Distribution de film et vidéos</i>	<i>92.1F, 92.1G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-7,9	12,9	-1,8	-2,2	-0,1
	Demande de consommation finale		28,7	13,7	-2,8	-5,1	-3,3
P21.C	<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>92.1J</i>					
	Demande de consommation finale		10,7	-11,7	6,0	-7,8	4,4
P21.D	<i>Activités de radio</i>	<i>92.2A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,6	1,9	2,8	20,2	18,3
	Demande de consommation finale		0,8	1,5	-0,9	-1,6	0,2
P21.E	<i>Activités de télévision</i>	<i>92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-11,0	9,5	8,0	-0,4	-1,6
	Demande de consommation finale		3,6	1,6	1,5	0,6	1,5
P2A	Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes	92.3 à 92.7					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	0,9	6,2	1,7	1,3
	Demande de consommation finale		5,3	1,5	3,6	3,2	0,2
	Demande pour investissement		22,3	38,6	-9,7	0,0	-2,2
	<i>dont : entreprises</i>		21,1	18,0	10,3	0,7	-2,0
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>	<i>92.3A, 92.3B, 92.3D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,9	11,6	-4,8	0,1	3,2
	Demande de consommation finale		9,1	5,5	8,4	6,5	5,8
	Demande pour investissement		22,3	38,6	-9,7	0,0	-2,2
	<i>dont : entreprises</i>		21,1	18,0	10,3	0,7	-2,0
P2A.B	<i>Manèges forains et parcs d'attractions</i>	<i>92.3F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	16,7	14,3	12,5
	Demande de consommation finale		2,5	-1,0	4,4	6,4	6,6
P2A.C	<i>Activités diverses du spectacle</i>	<i>92.3K</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		3,1	1,4	2,2	2,3	2,2
P2A.D	<i>Agences de presse</i>	<i>92.4Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	2,0	2,6	-0,5	2,4
P2A.E	<i>Autres activités culturelles (partie marchande)</i>	<i>92.5</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	2,5	9,8	2,2	2,2
	Demande de consommation finale		6,6	6,1	5,8	5,1	5,9
P2A.F	<i>Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)</i>	<i>92.6, 92.7C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,1	-11,7	22,9	4,0	-1,1
	Demande de consommation finale		4,0	-1,6	3,2	1,5	1,4
P2A.G	<i>Jeux de hasard et d'argent</i>	<i>92.7A</i>					
	Demande de consommation finale		5,3	1,7	1,7	1,7	-5,0

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P2	ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES	92						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 350	13 260	13 789	14 448	15 288	16 297
	Demande de consommation finale		44 191	47 034	48 727	51 264	53 366	54 852
	Demande pour investissement		2 423	2 744	3 069	3 113	3 344	3 533
	<i>dont : entreprises</i>		2 261	2 538	2 763	2 856	3 077	3 264
P21	Activités audiovisuelles	92.1, 92.2						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 070	9 014	9 403	9 704	10 312	11 140
	Demande de consommation finale		7 968	8 606	8 574	8 763	8 712	8 839
	Demande pour investissement		2 190	2 449	2 637	2 714	2 928	3 113
	<i>dont : entreprises</i>		2 190	2 449	2 637	2 714	2 928	3 113
P21.A	<i>Production de films</i>	<i>92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 069	5 335	5 294	5 336	5 759	6 499
	Demande pour investissement		2 190	2 449	2 637	2 714	2 928	3 113
	<i>dont : entreprises</i>		2 190	2 449	2 637	2 714	2 928	3 113
P21.B	<i>Distribution de films et vidéo</i>	<i>92.1F, 92.1G</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 475	1 411	1 631	1 644	1 653	1 689
	Demande de consommation finale		1 609	1 881	1 716	1 593	1 423	1 316
P21.C	<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>92.1J</i>						
	Demande de consommation finale		1 007	1 149	1 041	1 132	1 068	1 140
P21.D	<i>Activités de radio</i>	<i>92.2A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		195	196	209	217	244	297
	Demande de consommation finale		531	540	563	572	578	586
P21.E	<i>Activités de télévision</i>	<i>92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 331	2 072	2 270	2 507	2 656	2 654
	Demande de consommation finale		4 821	5 036	5 254	5 466	5 643	5 797
P2A	Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes	92.3 à 92.7						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 280	4 246	4 386	4 746	4 972	5 157
	Demande de consommation finale		15 971	17 278	18 012	19 077	20 146	20 610
	Demande pour investissement		233	295	432	399	416	420
	<i>dont : entreprises</i>		71	89	126	142	149	151
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>	<i>92.3A, 92.3B, 92.3D</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 880	1 864	2 097	2 045	2 133	2 272
	Demande de consommation finale		2 788	3 143	3 343	3 712	4 115	4 493
	Demande pour investissement		233	295	432	399	416	420
	<i>dont : entreprises</i>		71	89	126	142	149	151
P2A.B	<i>Manèges forains et parcs d'attractions</i>	<i>92.3F</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6	6	6	7	8	9
	Demande de consommation finale		1 819	1 961	2 025	2 204	2 452	2 713
P2A.C	<i>Activités diverses du spectacle</i>	<i>92.3K</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		551	587	596	615	638	651
P2A.D	<i>Agences de presse</i>	<i>92.4Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		693	694	722	741	744	762
P2A.E	<i>Autres activités culturelles (partie marchande)</i>	<i>92.5</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39	40	41	45	46	48
	Demande de consommation finale		213	228	243	256	270	290
P2A.F	<i>Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)</i>	<i>92.6, 92.7C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 662	1 643	1 520	1 908	2 042	2 066
	Demande de consommation finale		3 105	3 346	3 454	3 641	3 767	3 908
P2A.G	<i>Jeux de hasard et d'argent</i>	<i>92.7A</i>						
	Demande de consommation finale		7 495	8 013	8 351	8 649	8 904	8 555

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

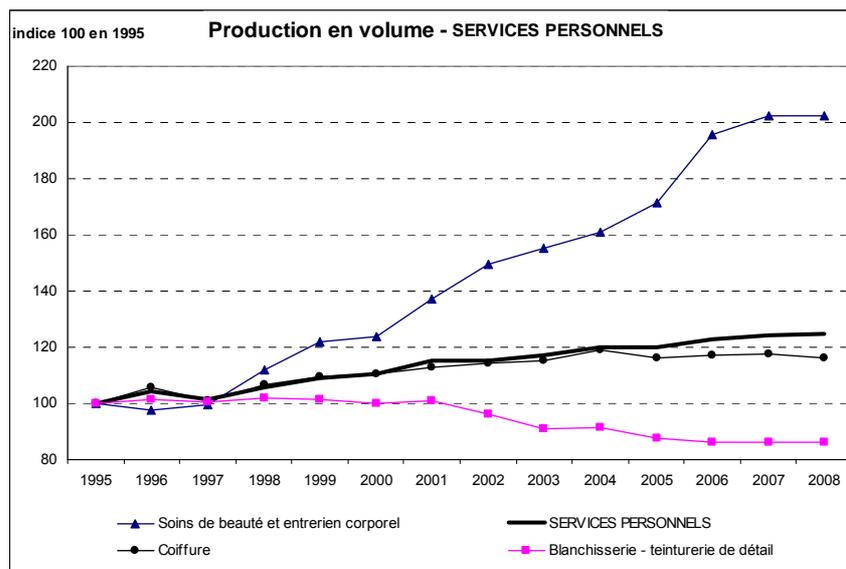
ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							en %
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P2	ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES	92					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,0	2,1	2,3	3,1	2,2
	Demande de consommation finale		1,4	0,9	1,9	2,0	1,6
	Demande pour investissement		-3,2	2,9	2,6	2,5	2,4
	dont : entreprises		-3,8	3,2	2,6	2,4	2,4
P21	Activités audiovisuelles	92.1, 92.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,4	1,9	2,5	3,2	2,1
	Demande de consommation finale		-1,2	-2,8	1,1	1,1	0,4
	Demande pour investissement		-4,0	2,5	2,6	2,3	2,3
	dont : entreprises		-4,0	2,5	2,6	2,3	2,3
P21.A	<i>Production de films</i>	<i>92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,5	2,5	2,6	2,3	2,3
	Demande pour investissement		-4,0	2,5	2,6	2,3	2,3
	dont : entreprises		-4,0	2,5	2,6	2,3	2,3
P21.B	<i>Distribution de film et vidéos</i>	<i>92.1F, 92.1G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,9	2,4	2,6	2,8	2,3
	Demande de consommation finale		-9,2	-19,8	-4,5	-5,8	-4,4
P21.C	<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>92.1J</i>					
	Demande de consommation finale		3,0	2,6	2,6	2,3	2,2
P21.D	<i>Activités de radio</i>	<i>92.2A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	4,8	0,9	-6,4	2,8
	Demande de consommation finale		0,9	2,7	2,5	2,7	1,2
P21.E	<i>Activités de télévision</i>	<i>92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	0,0	2,3	6,3	1,6
	Demande de consommation finale		0,9	2,7	2,5	2,7	1,2
P2A	Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes	92.3 à 92.7					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	2,4	1,9	3,0	2,4
	Demande de consommation finale		2,7	2,7	2,2	2,4	2,1
	Demande pour investissement		3,5	5,6	2,3	4,3	3,2
	dont : entreprises		3,5	20,0	2,2	4,2	3,4
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>	<i>92.3A, 92.3B, 92.3D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,8	2,4	4,2	3,2
	Demande de consommation finale		3,3	0,8	2,4	4,1	3,2
	Demande pour investissement		3,5	5,6	2,3	4,3	3,2
	dont : entreprises		3,5	20,0	2,2	4,2	3,4
P2A.B	<i>Manèges forains et parcs d'attractions</i>	<i>92.3F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Demande de consommation finale		5,1	4,3	4,2	4,6	3,7
P2A.C	<i>Activités diverses du spectacle</i>	<i>92.3K</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		3,3	0,2	1,0	1,4	-0,2
P2A.D	<i>Agences de presse</i>	<i>92.4Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	2,0	0,0	0,9	0,0
P2A.E	<i>Autres activités culturelles (partie marchande)</i>	<i>92.5</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	0,0	0,0	2,1
	Demande de consommation finale		0,4	0,4	-0,4	0,4	1,4
P2A.F	<i>Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)</i>	<i>92.6, 92.7C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	4,8	2,1	2,9	2,3
	Demande de consommation finale		3,6	4,9	2,1	1,9	2,3
P2A.G	<i>Jeux de hasard et d'argent</i>	<i>92.7A</i>					
	Demande de consommation finale		1,5	2,5	1,9	1,3	1,2

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

Stagnation, ou priorité au nécessaire

En 2008 les services personnels stagnent : le volume des prestations augmente de 0,1 % et les prix de 2,2 %. Les soins de beauté ne progressent plus, la production des coiffeurs baisse en volume de 1,1 %. Les services funéraires croissent encore, de 0,6 % en volume et 4,9 % en valeur.



Source : comptes des services, Insee.

En 2008, la production des **services personnels** marchands reste en volume au même niveau que l'année précédente. Avec + 1,4 % de croissance, 2007 marquait déjà un ralentissement de l'activité. Deux tiers des services personnels sont produits par les salons de coiffure et d'esthétique. Depuis 2000, l'activité des premiers progresse en valeur de 2,9 % par an en moyenne et les prix de 2,2 %. Sur la même période, les soins de beauté progressent de 8,7 % par an et leurs prix de 2,3 %.

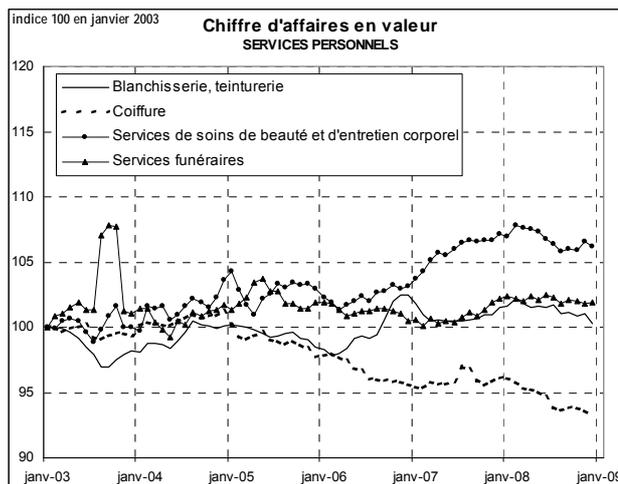
L'activité de la branche coiffure augmente en 2008 de 0,8 % en valeur ; comme les prix progressent de 2 %, le volume des prestations baisse de 1,1 %. En 2005 un recul plus important avait eu lieu, suivi par deux années de faible croissance. En 2008, la demande des ménages s'est contractée en volume, de 1,6 %, après la stagnation de 2007. La consommation des ménages baisse pour la quatrième fois depuis 2000, et n'est pas très vive les autres années.

Les soins de beauté et entretien corporel perdent leur rôle moteur de la croissance des services personnels. Pour la première fois depuis 2000, ils ne progressent plus que grâce à l'augmentation des prix, le volume des ventes restant stable. La demande des ménages est en perte de vitesse, passant en valeur de + 11 % en 2006 et + 8 % en 2007 à + 2,5 % en 2008. Hors inflation, c'est la première fois que la consommation finale des ménages n'augmente pas. Les prix proposés aux ménages progressent de 2,4 %, pour 2,3 % pour l'ensemble des services marchands.

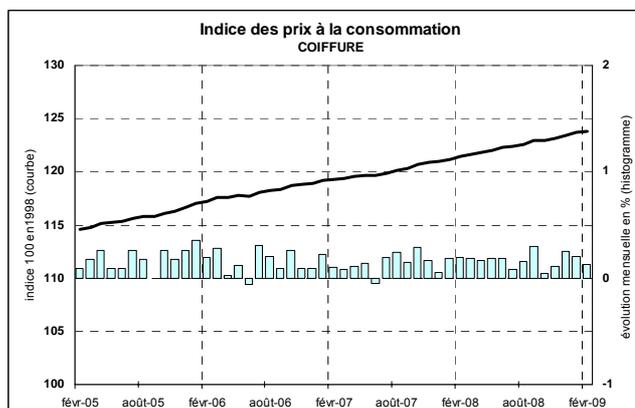
En 2008, la production des blanchisseries-teintureries progresse de 0,5 % en volume, après 3 années de baisse continue. Depuis 2000, en valeur, elle n'aura progressé en moyenne que de 0,2 % l'an avec une inflation moyenne de + 2,1 %. Le chiffre d'affaires de la branche est au même niveau en 2008 qu'en 2000 et 2001. En volume, la demande des ménages pour les blanchisseries-teintureries de détail se redresse très légèrement

en 2008, de 0,2 %, après des années de régression, interrompue seulement en 2004. En valeur, la consommation des ménages augmente de 2,1 % avec une évolution des prix de + 2 %. Grâce à la croissance des prix assez régulière, de 2,1 % par an en moyenne, la demande en valeur progresse en moyenne de 0,6 % depuis 2000. Les blanchisseries-teintureries de gros représentent environ 20 % de l'activité des blanchisseries, et ont pour clientes les entreprises (hôtels), les hôpitaux ou les collectivités locales. Leur production progresse en valeur de 3,7 % en 2008, et de 1,7 % en volume.

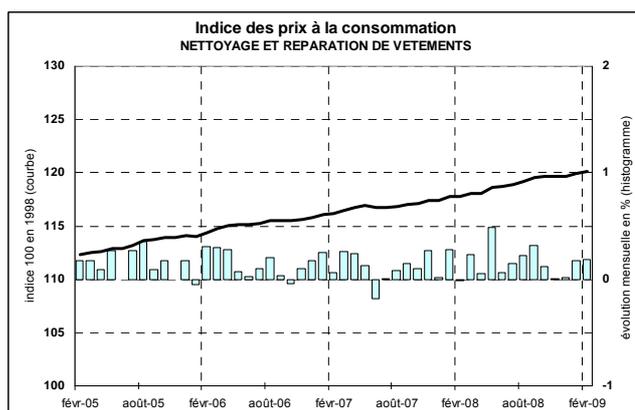
La production des services funéraires augmente en 2008 de 4,9 % en valeur et de 0,6 % en volume. C'est le segment d'activité qui contribue le plus à la croissance des services personnels. Les prix se sont nettement élevés, de 4,2 % après huit années de progression moyenne à + 3,2 %. Sensible à la mortalité, le volume de la demande des ménages avait baissé de 1,5 % en 2006 (baisse de 2 % du nombre de décès) et de 0,3 % en 2007 (+ 1 % pour les décès) ; en 2008, la demande augmente en volume de 1 % et le nombre de décès croît de 2,5 %



indice de valeur CVS-CJO
 indice 100 en janvier 2003 (moyenne mobile d'ordre 3)
 Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

La production

SERVICES PERSONNELS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P31	Services personnels	93	2,6	0,0	2,3	1,4	0,1
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A	4,0	-5,9	2,5	0,3	1,7
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B	0,8	-4,3	-1,6	-0,4	0,2
P31.C	Coiffure	93.0D	3,2	-2,2	0,6	0,5	-1,1
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L	3,5	6,6	14,2	3,2	0,0
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H	-1,9	9,0	-1,6	1,0	0,6
P31.F	Autres services personnels	93.0N	4,4	-0,1	2,4	4,6	4,4

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES PERSONNELS								
Niveau de la production en VALEUR								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P31	Services personnels	93	12 212	12 805	13 060	13 647	14 114	14 428
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A	275	288	277	290	297	308
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B	1 090	1 120	1 095	1 101	1 118	1 142
P31.C	Coiffure	93.0D	6 612	6 969	6 944	7 135	7 293	7 351
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L	1 524	1 617	1 757	2 040	2 162	2 213
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H	1 280	1 296	1 453	1 472	1 522	1 596
P31.F	Autres services personnels	93.0N	1 431	1 515	1 534	1 609	1 722	1 818

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES PERSONNELS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P31	Services personnels	93	2,2	2,0	2,2	2,0	2,2
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A	0,7	2,2	2,1	2,1	2,0
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B	1,9	2,1	2,1	1,9	2,0
P31.C	Coiffure	93.0D	2,2	1,8	2,1	1,7	2,0
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L	2,5	1,9	1,6	2,7	2,4
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H	3,2	2,9	2,9	2,4	4,2
P31.F	Autres services personnels	93.0N	1,4	1,4	2,4	2,3	1,2

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure

SERVICES PERSONNELS							Taux de croissance de la demande intérieure en VOLUME		en %
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *		
P31	Services personnels	93							
		Demande de consommation finale	1,8	-1,8	2,0	0,9	-0,3		
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A							
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	4,0	-5,9	2,5	0,3	1,7		
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B							
		Demande de consommation finale	0,7	-3,0	-1,6	-0,4	0,2		
P31.C	Coiffure	93.0D							
		Demande de consommation finale	2,6	-2,6	1,5	0,1	-1,6		
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L							
		Demande de consommation finale	3,7	2,4	9,2	5,2	0,1		
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H							
		Demande de consommation finale	-2,7	1,3	-1,5	-0,3	1,0		
P31.F	Autres services personnels	93.0N							
		Demande de consommation finale	0,6	-5,2	2,6	1,9	5,6		

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES PERSONNELS							Niveau de la demande intérieure en VALEUR		en millions d'€
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *	
P31	Services personnels	93							
		Demande de consommation finale	10 213	10 632	10 643	11 086	11 411	11 624	
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A							
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	275	288	277	290	297	308	
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B							
		Demande de consommation finale	1 076	1 105	1 095	1 101	1 118	1 142	
P31.C	Coiffure	93.0D							
		Demande de consommation finale	5 818	6 098	6 048	6 268	6 382	6 400	
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L							
		Demande de consommation finale	1 284	1 365	1 425	1 582	1 712	1 755	
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H							
		Demande de consommation finale	1 131	1 142	1 189	1 204	1 228	1 290	
P31.F	Autres services personnels	93.0N							
		Demande de consommation finale	904	922	886	931	971	1 037	

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES PERSONNELS							Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure		en %
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *		
P31	Services personnels	93							
		Demande de consommation finale	2,3	2,0	2,2	2,0	2,2		
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A							
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	0,7	2,2	2,1	2,1	2,0		
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B							
		Demande de consommation finale	1,9	2,1	2,1	1,9	2,0		
P31.C	Coiffure	93.0D							
		Demande de consommation finale	2,2	1,9	2,1	1,7	2,0		
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L							
		Demande de consommation finale	2,5	1,9	1,7	2,8	2,4		
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H							
		Demande de consommation finale	3,8	2,8	2,8	2,3	4,0		
P31.F	Autres services personnels	93.0N							
		Demande de consommation finale	1,4	1,4	2,4	2,3	1,2		

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

Services domestiques

La production

SERVICES DOMESTIQUES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P32	Services domestiques	95	1,3	1,5	0,6	3,1	3,9

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES DOMESTIQUES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P32	Services domestiques	95	7 671	8 189	8 769	9 027	9 574	10 241

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES DOMESTIQUES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P32	Services domestiques	95	5,4	5,5	2,3	2,8	2,9

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

La demande intérieure

SERVICES DOMESTIQUES							
Taux de croissance de la demande intérieure en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P32	Services domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	-0,1	-2,2	-5,3	0,4
	Demande de consommation finale		1,1	1,6	0,9	4,0	4,2

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES DOMESTIQUES								
Niveau de la demande intérieure en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P32	Services domestiques	95						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		680	734	770	793	785	809
	Demande de consommation finale		6 991	7 455	7 999	8 234	8 789	9 432

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

SERVICES DOMESTIQUES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2004	2005	2006	2007 *	2008 *
P32	Services domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,1	5,0	5,3	4,5	2,7
	Demande de consommation finale		5,5	5,6	2,1	2,7	2,9

Source : comptes des services, Insee.

* : données provisoires

